CONGO
FACE À LA CRISE
Spécial 24 pages



MAROC Royales disgrâces

FMI « Le surendettement, voilà l'ennemi »
Une interview de ***Christine Lagarde***

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL N° 3008 DU 2 AU 8 SEPTEMBRE 2018

jeune afrique

Algérie

Le bal des courtisans

Au-delà du cercle familial d'Abdelaziz Bouteflika et de ses soutiens traditionnels au sein de l'armée et du FLN, une quinzaine de micropartis l'appellent à briguer un cinquième mandat en 2019. Enquête sur ces partisans de la dernière heure.

M 01936 - 3008 - F: 3,80 €

ÉDITION INTERNATIONALE ET MAGHREB & MOYEN-ORIENT

France 3,80 € ▪ Algérie 290 DA ▪ Allemagne 4,80 € ▪ Autriche 4,80 € ▪ Belgique 3,80 € ▪ Canada 6,50 $ CAN ▪ Espagne 4,30 € ▪ Éthiopie 67 birrs ▪ Grèce 4,80 € AZ Guadeloupe 4,60 € ▪ Guyane 5,80 € ▪ Italie 4,30 € ▪ Luxembourg 4,80 € ▪ Maroc 25 DH ▪ Martinique 4,60 € ▪ Mayotte 4,60 € ▪ Norvège 48 NK ▪ Pays-Bas 4,80 € Portugal cont. 4,30 € ▪ Réunion 4,60 € ▪ RD Congo 6,10 $ US ▪ Royaume-Uni 3,60 £ ▪ Suisse 7 FS ▪ Tunisie 3,50 DT ▪ USA 6,90 $ US ▪ Zone CFA 2000 F CFA ▪ ISSN 1950-1285

François Soudan



M6 et le mammouth

Au cœur de la torpeur estivale, le discours-programme sur la jeunesse et l'éducation, prononcé le 20 août par le roi Mohammed VI, suivi de l'adoption de mesures afférentes par un Conseil des ministres convoqué le même jour, est passé quasi inaperçu hors du royaume. À tort, bien sûr, nul n'étant censé ignorer que le fiasco collectif des politiques éducatives au Maghreb est la matrice de tous les maux, de l'émigration clandestine au terrorisme en passant par la perte du sens de la citoyenneté via le chômage de masse. M6, que ce sujet passionne, est parti d'un constat d'échec: l'école marocaine est devenue, dit-il, « une machine à fabriquer des légions de chômeurs ». Dans un pays où près de deux jeunes sur trois sont en situation de décrochage scolaire et où 27 % des 16-25 ans n'ont pas d'emploi fixe (42 % en zone urbaine), un tel bilan se devait d'être publiquement déposé. À condition, évidemment, d'identifier les remèdes appropriés pour sortir de ce marasme.

Face à un malade en état comateux, le roi prescrit une thérapie de choc. Fini le temps des placebos !

Ceux qu'a définis le souverain, et qui pour l'essentiel visent à résorber le problème structurel de l'inadéquation entre la formation et le marché du travail, sont certes classiques mais éprouvés, avec leur batterie de mesures incitatives en faveur des filières induisant un taux élevé d'accès à l'emploi. Pour M6, il s'agit de faire correspondre les besoins des entreprises, qui sont nombreuses à ne pas pouvoir recruter dans certains métiers faute de profils adéquats, à l'apprentissage des étudiants, trop souvent embarqués dans des voies sans issue. Conscient du fait qu'une simple remise à niveau de la formation professionnelle ne saurait, à elle seule, conjurer le « péril jeune », Mohammed VI place ces remèdes dans le cadre d'une thérapie de choc globale puisqu'il s'agit de rien de moins que de mettre en œuvre « une réforme véritable et irréversible du système de l'éducation nationale » au Maroc. Scolarisation gratuite et obligatoire pour les enfants de 4 à 16 ans (au lieu de 15 ans précédemment) ; maîtrise exigée de la langue amazighe pour les bacheliers ainsi que de deux langues étrangères (français, anglais, espagnol…), sachant que l'arabe demeure le vecteur de base de l'enseignement ; instauration du principe d'une « nouvelle école ouverte à tous » au sein de laquelle seront encouragés « la pensée critique », « l'esprit de pluralisme » et « la créativité », mais aussi l'attachement des élèves aux « symboles nationaux » et à la patrie… Le projet de loi-cadre, qui doit être soumis au Parlement en octobre, est, on le voit, à la mesure des ambitions du monarque, lequel a tenu à faire savoir qu'il veillerait personnellement à ce que ce dispositif ne soit pas enterré. Pour qui connaît les pesanteurs marocaines, cette dernière précision n'est pas inutile.

Nihilisme

Annoncée également le 20 août, la réintroduction du service militaire d'un an pour les jeunes, hommes mais aussi femmes (une vraie nouveauté), est sans doute la décision royale qui a suscité le plus de réactions. Les internautes marocains excellant dans l'art de la critique systématique, révélatrice d'un état d'esprit nihiliste de plus en plus répandu chez les jeunes Maghrébins, les commentaires sceptiques se sont aussitôt multipliés sur le thème de l'embrigadement d'une classe d'âge tentée par la *siba* (« dissidence »), ou

sur le coût présumé exorbitant de la conscription d'environ 300 000 personnes chaque année. Or il ne s'agit pas de cela, mais d'un réalignement du Maroc sur la pratique de ses voisins maghrébins, d'un palliatif au désœuvrement, d'un réapprentissage des valeurs de la citoyenneté et… d'un codicille de la grande réforme de l'éducation, l'accent étant mis sur la formation professionnelle des conscrits. Du collège à la caserne, le fil rouge de M6 est le même : la jeunesse à qui, dit-il, « nous devons offrir du concret, donner espoir et confiance en son avenir ».

Transfusion

Le roi, certes, ne détient pas de baguette magique et les résultats de cet aggiornamento éducatif ne sont pas pour demain. Mais au moins a-t-il pris ce que Claude Allègre appelait « le mammouth » par les défenses et tenté de mettre en pratique le célèbre aphorisme du petit père Hugo : « Qui ouvre une école ferme une prison. »

Il est plus que temps, en effet. Réalisé il y a trois mois par l'institut Gallup dans les cinq pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte), un sondage fait froid dans le dos : 46 % des 15-29 ans se disent prêts à « quitter définitivement » leur pays, avec cette précision : plus le degré d'instruction est élevé, plus le désir d'émigrer sans retour l'est aussi. Il y a belle lurette, il est vrai, que le système éducatif ne joue plus, dans cette région du monde, son rôle de moteur du développement, au point de se transformer en son contraire : une spirale d'échecs répétés à l'infini. Face à un malade en état comateux, ce qu'a prescrit M6 le 20 août n'est pas un énième placebo, mais une transfusion totale. Qui songerait à lui reprocher cette audace ? JA

Sommaire

Vous retrouverez « Ce que je crois », de **Béchir Ben Yahmed**, dans le numéro 3012 daté du 30 septembre

PHOTOS DE COUVERTURE :
ÉDITION INTERNATIONALE ET MAGHREB & MOYEN-ORIENT : RYAD KRAMDI/AFP
ÉDITION AFRIQUE CENTRALE : LUDOVIC MARIN/AFP; FMI
ÉDITION AFRIQUE DE L'OUEST : APA; BRENDAN SMIALOVSKI/AFP
ÉDITION MAROC : FMI; H. OUAZZANI POUR JA; M. DRISSI KAMILI POUR JA; A. DUPEYRON POUR JA; REUTERS; F. CHAMBERT/PANORAMIC; J. VASSORT/MAX PPP

jeuneafrique

Fondateur : **Béchir Ben Yahmed,** le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par SIFIJA
Siège social : 57 bis, rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 09 69
Courriel : redaction @jeuneafrique.com

Directeur général : Amir Ben Yahmed
Vice-présidents : Danielle Ben Yahmed, François Soudan

Directeur de la publication : Marwane Ben Yahmed
Directeur de la rédaction : François Soudan
f.soudan@ jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes : +33 (0)1 44 30 18 23

Abonnements : Service Abonnements Jeune Afrique, 56, rue du Rocher 75008 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 70 14 74
Courriel : abonnement-ja @jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de SIFIJA

57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 30 19 60
Fax : +33 (0)1 45 20 08 23
+33 (0)1 44 30 19 86
Courriel : regie@ jeuneafrique.com



Imprimeur : Siep – France
Commission paritaire : 1021c80822
Dépôt légal : à parution
ISSN 1950-1285

CONFIDENTIEL

Politique



VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE

Le Nigérien Mahamadou Issoufou, en 2016.

VACANCES PRÉSIDENTIELLES

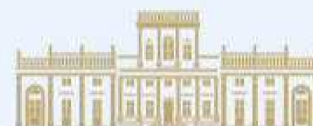
Home, sweet home

Fini les destinations clinquantes. Les chefs d'État africains donnent désormais dans la sobriété et ont, pour la plupart, préféré passer leurs vacances chez eux. Comme chaque année, **Mahamadou Issoufou** a pris, à partir du 19 août, une dizaine de jours de repos dans son village de Dandadji, où il possède des terres. **Denis Sassou Nguesso** s'est retiré une semaine dans son fief d'Oyo après avoir demandé à ses ministres, en pleines négociations avec les Chinois et le FMI, de ne pas partir en congés.

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a séjourné à Mongomo, à la frontière gabonaise. **Joseph Kabila** a, lui, « soufflé » dans sa ferme de Kingakati, près de Kinshasa. **Mohammed VI** a opté pour la région de Tétouan-Al Hoceïma. **Béji Caïd Essebsi** a passé un long week-end à Hammamet et **Ismaël Omar Guelleh** une semaine dans la région d'Ali Sabieh (Sud), avant une incursion à Addis-Abeba, où il possède une résidence.

D'autres ont tout de même pris le large. Après Assinie, **Alassane Ouattara** s'est, comme tous les ans, mis au vert dans sa maison de Mougins (France). Idem pour **Paul Biya,** à l'InterContinental de Genève. **Alpha Condé** a choisi de décompresser à Saly (Sénégal), en compagnie de son ami sénégalais **Babacar Touré,** président (sur le départ) du Conseil national de régulation de l'audiovisuel. **Ali Bongo Ondimba** est allé assister à une partie de la Coupe du monde en Russie, tout comme **Macky Sall** qui, après avoir encouragé l'équipe du Sénégal pour son premier match, a fait une halte de quatre jours à Marrakech. De son côté, **Patrice Talon** a passé une semaine en Chine.

Enfin, certains ont fait une croix sur leurs vacances, comme **Azali Assoumani, Paul Kagame** ou **Idriss Déby Itno,** qui ne s'est retiré que quelques jours dans son fief d'Amdjarass lors du ramadan. **Roch Marc Christian Kaboré** s'est contenté d'une escapade de vingt-quatre heures le 18 août dans son village de Tuiré pour « voir les siens et prendre soin de sa résidence personnelle ». Après avoir passé dix jours à Nouadhibou (Nord), **Mohamed Ould Abdelaziz** a fait campagne pour les législatives, tandis qu'**Ibrahim Boubacar Keïta,** accaparé par la présidentielle au Mali, n'a pris aucun congé. JA



SECRETS DE PALAIS

CÔTE D'IVOIRE

LE FANTÔME D'ABIDJAN

Contrairement à ses habitudes, **Guillaume Soro** a quitté Abidjan après le 15 août sans informer **Alassane Ouattara** de sa destination. Le 24, le président de l'Assemblée nationale n'était donc pas à l'aéroport pour accueillir le chef de l'État, qui rentrait de La Mecque. **Sidiki Konaté,** le ministre de l'Artisanat, était incapable de dire où se trouvait son « ami », tandis que l'un de ses conseillers se bornait à dire qu'il était en Europe. Soro a ainsi évité les pressions du camp présidentiel, qui procédait aux derniers arbitrages pour le choix des candidats aux élections locales du 13 octobre.

FRANCE-PALESTINE

POUDRE AUX YEUX ?

Dans la foulée des commémorations du 11-Novembre, 80 chefs d'État et de gouvernement sont conviés au Forum de Paris sur la paix (11-13 novembre). **Emmanuel Macron** souhaite favoriser le dialogue entre patrons israéliens et palestiniens. Ces derniers se montrent hésitants. Les milieux économiques palestiniens estiment que les premiers pas du président français sur la scène diplomatique, en Syrie et en Libye, s'apparentent davantage à des opérations de communication.

RD CONGO

Bemba sous le soleil du Portugal

À peine de retour à Kinshasa, **Jean-Pierre Bemba** est parti le 5 août pour Bruxelles afin d'y rencontrer des délégués du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Belgique, de France et des Pays-Bas. Une semaine plus tard, il s'est rendu dans sa villa de Quinta do Lago, dans l'Algarve (sud du Portugal), où il se repose en famille.



Le chef du MLC, à Bruxelles, le 24 juillet.

OLIVIER PAPEGNIES/COLLECTIF HUMA POUR JA

Selon son entourage, bien que « déçu » d'avoir vu la Ceni invalider sa candidature à la présidentielle, l'opposant, que la CPI a acquitté au début du mois de juin des chefs d'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, garde un « esprit combatif ». Il attend « avec impatience » le 17 septembre, date à laquelle la CPI se prononcera définitivement dans l'affaire de subornation de témoins, et le 19 septembre, jour où la Cour constitutionnelle de la RD Congo, qu'il a saisie pour obtenir le droit de se présenter à la présidentielle, rendra sa décision finale. Ce n'est qu'ensuite qu'il pourra envisager une grande rencontre avec les autres leaders de l'opposition. JA

CÔTE D'IVOIRE

PLAN SOCIAL AU « CAFÉ-CACAO »

Contraint à des économies budgétaires depuis la chute des cours du cacao, fin 2016 et début 2017, le Conseil du café-cacao (CCC) prépare un plan de licenciement pour quelque 400 membres de son personnel. **Yves Brahima Koné,** le directeur général du CCC, a eu l'aval d'**Amadou Gon Coulibaly,** le Premier ministre, pour appliquer cette mesure que le cabinet KPMG avait recommandée en 2017. Son rapport d'audit faisait état d'effectifs pléthoriques et d'emplois fictifs.

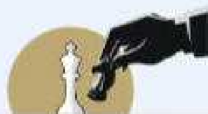


V.FOURNIER/JA

BÉNIN

LÉHADY SOGLO VOYAGE QUAND MÊME

Le 24 août, les autorités béninoises ont annulé les passeports de **Komi Koutché, Séidou Abou** et **Léhady Soglo,** par ailleurs visé par trois mandats d'arrêt internationaux. Une décision qui ne peut cependant s'appliquer à l'ancien maire de Cotonou. D'abord, il a rejoint la France, où il s'est établi, avec un passeport français. Ensuite, **Sévérin Quenum,** le ministre de la Justice, s'est substitué au procureur **Mario Metonou,** seul habilité à prendre une telle mesure.



CONTRE-POUVOIR

CÔTE D'IVOIRE

GBAGBO ADOUBE ADOU

Laurent Gbagbo a confirmé qu'il avait choisi le secrétaire général du FPI, **Assoa Adou** (amnistié le 6 août), pour diriger le parti, et non **Simone Gbagbo,** son épouse. L'ex-chef de l'État avait déjà choisi Adou en 2014, quand ce dernier était rentré d'exil. Lors de leur entretien téléphonique, à la mi-août, Gbagbo lui a demandé de se réconcilier avec la branche dissidente du FPI, de **Pascal Affi N'Guessan.** Adou rendra visite à son mentor à La Haye. En attendant, il reçoit ses instructions par l'intermédiaire de **Nadiana Bamba,** la seconde femme de Gbagbo.

GABON

UNIS... OU PRESQUE

À l'approche du premier tour des législatives (6 octobre), les trois grands partis de l'opposition ont mis sur pied une stratégie commune. L'Union nationale de **Zacharie Myboto** et le Rassemblement héritage et modernité d'**Alexandre Barro-Chambrier** présenteront un candidat commun dans toutes les circonscriptions dès le premier tour. Les Démocrates de **Guy Nzouba-Ndama** préfèrent faire cavalier seul, mais acceptent un accord de désistement pour le second tour (27 octobre).

CAMEROUN

COMMENT L'UPC S'EST RALLIÉE À MUNA

C'est officiel depuis le 25 août : l'UPC se rallie à la candidature d'**Akere Muna** à la présidentielle. En réalité, un accord, négocié depuis janvier par ses proches, **Alice Sadio** et **Daniel Etounga-Manguelle,** puis par **Chrétien Tabetsing,** trésorier de sa campagne, était conclu depuis juillet. Mais les partis s'étaient entendus pour ne l'annoncer qu'après la validation de la candidature de Muna, le 7 août. L'UPC souhaitait au préalable rassembler ses militants chargés de la campagne dans ses fiefs du Nyong-et-Kéllé et de la Sanaga-Maritime.

VALISE DIPLOMATIQUE

CÔTE D'IVOIRE-UE

APRÈS VALETTE...

L'Allemand **Jobst von Kirchmann** succède à **Jean-François Valette** à la tête de la délégation de l'UE en Côte d'Ivoire. **Laurent d'Ersu,** adjoint du sous-directeur Afrique occidentale au Quai d'Orsay, le rejoint en tant que conseiller politique. Le francophone Kirchmann arrive dans un contexte de fortes tensions avec Abidjan, après la fuite d'un rapport interne des chefs de la mission de l'UE très critique à l'égard du régime d'**Alassane Ouattara.** À la suite de la publication du confidentiel « Valette sur la sellette » *(JA n° 3005-3006)*, Jean-François Valette nous fait savoir qu'il a affirmé à **Fidèle Sarassoro** « déplorer tout comme lui la divulgation de ce rapport » et qu'il n'avait pas à s'en excuser.

RD CONGO-ZIMBABWE

LA LUNE DE MIEL CONTINUE

Joseph Kabila, qui se déplace rarement à l'étranger, a assisté à l'investiture d'**Emmerson Mnangagwa,** le 26 août, comme il l'avait promis la semaine précédente à son pair zimbabwéen à Windhoek, lors du sommet de la SADC. Il a redécollé vers Kinshasa le 27 août vers 16 heures, après un huis clos de près d'une heure avec Mnangagwa. Ce dernier est l'un des rares poids lourds de la SADC à s'être abstenu de critiquer le processus électoral en RD Congo. Après les élections très contestées de 2011 dans ce même pays, **Robert Mugabe** avait été le seul chef d'État à se rendre à l'investiture de Kabila.

MALI-FRANCE

MEYER À BAMAKO

Joël Meyer, l'ambassadeur de France en Mauritanie, devrait rejoindre le Mali. Il succéderait à **Évelyne Decorps,** à Bamako depuis septembre 2016. Meyer aurait dû quitter Nouakchott en 2017 mais, faute d'affectation, il avait été reconduit dans ses fonctions *(JA n° 3005)*.

RD CONGO-BELGIQUE

Thambwe Mwamba bientôt auditionné ?

À Bruxelles, le juge d'instruction **Michel Claise** s'apprête à demander l'audition d'**Alexis Thambwe Mwamba,** le ministre congolais de la Justice. Selon **Alexis Deswaef,** avocat des parties civiles, qui a récemment eu accès au dossier d'instruction, il sera entendu à la rentrée.

Depuis juin 2017, le ministre est visé en Belgique par une plainte pour crime contre l'humanité pour son rôle présumé dans le crash d'un avion, survenu à la suite d'un tir de missile, le 10 octobre 1998. Plusieurs dizaines de civils se trouvaient à bord. L'attaque avait été revendiquée par Alexis Thambwe Mwamba, à l'époque porte-parole de la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).



Le ministre congolais de la Justice.

V. FOURNIER/JEUNE AFRIQUE

La justice belge s'intéresse aussi au patrimoine du ministre, qui possède notamment une résidence dans une banlieue chic de Bruxelles. L'intéressé a déclaré publiquement, à plusieurs reprises, être disposé à se rendre à une éventuelle convocation de la justice. JA

UE-MAGHREB

Macron donne le tempo

Emmanuel Macron souhaite remettre la Méditerranée au cœur de la diplomatie franco-européenne. Les préparatifs du Sommet des deux rives, dont l'organisation a été annoncée en février, battent leur plein. Le corps diplomatique et des missi dominici de l'Élysée ont été chargés de mobiliser les responsables politiques et les représentants de la société civile des pays invités. Ils feront, dans les prochains mois, des voyages exploratoires.

Tous travaillent sous la houlette d'**Aurélien Lechevallier,** conseiller diplomatique adjoint du président français et principal coordinateur de cet événement. Quant au calendrier, il ne doit rien au hasard. Le sommet doit être organisé à Marseille au début de l'été 2019 : après les élections européennes de mai, et surtout, selon un proche de Macron, « entre la présidentielle d'avril en Algérie et les législatives de l'automne en Tunisie ». JA


XINHUA/MAXPPP

Paul Biya à Pékin, le 31 août.

CAMEROUN

Tous à l'étranger !

Les candidats à la présidentielle du 7 octobre font déjà campagne... à l'étranger. **Joshua Osih,** investi par le Social Democratic Front (SDF), est arrivé le 30 août en France, où il a rencontré les électeurs de la diaspora. Benjamin de cette élection et candidat du parti Univers, **Cabral Libii** a, lui, entamé sa tournée en Europe de l'Ouest par un rendez-vous à Lausanne (Suisse), le 31 août.

Selon nos sources, **Akere Muna** se rendra pour sa part à Washington le 17 septembre, à l'invitation de son ami **Tibor Nagy,** sous-secrétaire d'État aux affaires africaines. L'avocat anglophone et le diplomate américain se connaissent depuis les années 1990, époque où ce dernier était en poste à l'ambassade des États-Unis à Yaoundé.

Loin de ces préoccupations, le président **Paul Biya,** qui n'a toujours pas nommé de directeur de campagne, a interrompu ses vacances à Genève afin de participer au sommet Chine-Afrique à Pékin, via Yaoundé. Sa réservation à l'Hôtel InterContinental de Genève étant toujours en cours, il devrait reprendre ses vacances après ce séjour en Chine. JA

LEE GOTTEMI POUR JA

La garde rapprochée de...

PATRICE TALON

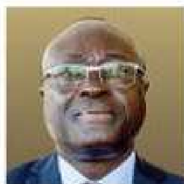
Depuis son arrivée au pouvoir en avril 2016, le chef de l'État béninois a lancé de nombreuses réformes économiques. Celle du secteur des télécoms est entrée dans sa phase active en juillet. Pour gérer ces dossiers prioritaires, le président s'appuie sur un quatuor de fidèles.


ERICK AHOUNOU/AID

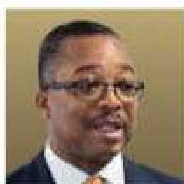
OLIVIER BOKO
Bras droit du chef de l'État, sans fonction officielle, mais consulté sur tous les dossiers. Président du conseil d'administration de Benin Control, une société dont Talon a été l'actionnaire majoritaire. À ce titre, supervise toutes les exportations et les importations du pays.


ERICK AHOUNOU/AID

ROMUALD WADAGNI
Ministre de l'Économie. Très sollicité par Talon, il est de tous les voyages présidentiels. A travaillé pendant plus de quinze ans au sein du cabinet Deloitte, où il s'occupait entre autres d'Orange Afrique. Gère la réforme en cours dans les télécoms.


ERICK AHOUNOU/AID

JOHANNES DAGNON
Son cousin, et son seul conseiller spécial. Directeur du Bureau d'analyse et d'investigation et président du comité chargé du suivi des réformes au Port autonome de Cotonou. Fiduciaire d'Afrique, son cabinet d'experts-comptables, certifie tous les comptes des sociétés de Talon.


DR

ACHILLE HOUSSOU
Ancien cadre de la BCEAO, il est l'un des architectes du programme de réformes économiques que le gouvernement met en œuvre. Intégré au BAI de Johannes Dagnon, dont il est l'alter ego, il représente l'État au sein des sociétés dans lesquelles celui-ci a des participations.

FOOTBALL

LE PRIX DE BELMADI

Djamel Belmadi, le nouveau sélectionneur de l'équipe d'Algérie, n'a pas fait de son arrivée chez les Fennecs une affaire financière. L'ex-milieu de terrain de Marseille aura certes un salaire confortable, mais celui-ci sera bien inférieur à celui qu'il touchait au Qatar, où il a entraîné l'équipe nationale et plusieurs clubs. Selon nos sources, il percevra environ 500 000 euros par an, soit près de 42 000 euros mensuels, hors primes et avantages. Plus que **Rabah Madjer** (25 000 euros), mais moins que **Christian Gourcuff** ou **Vahid Halilhodzic** (autour de 65 000 euros).

DROIT DE RÉPONSE

À la suite de la publication de notre Confidentiel « Plagiat au Cames » *(JA n° 3007)*, le professeur Ibrahim Salami nous fait savoir qu'il n'a « pas plagié un ouvrage [...], pas plus qu'[il] n'est convoqué devant le comité d'éthique du Cames ».

ILS ONT DIT

« Je ne suis pas sûr que le Cameroun soit prêt à organiser la CAN. Beaucoup de choses manquent encore et il reste très peu de temps. »
Ahmad Ahmad
Patron de la Confédération africaine de football


ALEX BRANDON/AP/SIPA

« Je suis ravi que vous soyez venue par vous-même voir un pays et un continent qui ont tellement changé en presque quatre décennies. »
Uhuru Kenyatta
Le président du Kenya à Theresa May, Premier ministre britannique

« Khalifa Sall n'a jamais caché ses intentions politiques – et c'est peut-être d'ailleurs son erreur. »
Alain Jakubowicz
Avocat du maire de Dakar

« Je ne critique personne. J'espère que mon départ [du gouvernement] provoquera une profonde introspection de notre société sur la réalité du monde. Sur le fait que l'Europe ne gagnera que si l'Afrique gagne. Est-ce que nous nous sommes mis en situation de passer un contrat d'avenir avec l'Afrique ? La réponse est non. »
Nicolas Hulot
Ex-ministre français de la Transition écologique

« Les gens n'ont pas peur des États-Unis. Ils ont peur de notre désunion. »
Hassan Rohani
Président de l'Iran

L'HOMME DE LA SEMAINE

La chute du petit prince

Accusé une nouvelle fois de viol, le chanteur marocain **Saad Lamjarred** a été mis en examen par la justice française et placé sous contrôle judiciaire.

JULES CRÉTOIS

« On verra bien où la vie nous mène », chantait Saad Lamjarred au début du mois de juillet dans *Casablanca*, son deuxième tube depuis sa mise en examen en 2016, en France, pour viol aggravé. Sans doute ne s'attendait-il pas à ce que la vie le ramène en garde à vue quelques semaines plus tard : le petit prince de la pop marocaine a été arrêté le 26 août à Saint-Tropez, dans le sud de la France, à la suite de la plainte d'une jeune femme pour « faits caractérisés de viol ».

Saad Lamjarred, 33 ans, un sourire ravageur et une popularité qui dépasse largement les frontières de son pays, a déjà été accusé de violences sexuelles à plusieurs reprises. La première affaire remonte à février 2010, à New York. Il est alors incarcéré à la suite d'une plainte déposée par une Américaine pour agression sexuelle, puis libéré sous caution.

Lmaalem (« l'As », en arabe), surnom qui lui est donné depuis la sortie d'un tube du même nom en 2015, est alors un jeune artiste plein d'ambitions, qui a terminé deuxième au télé-crochet libanais *SuperStar* en 2007. Gueule d'ange, né à Rabat, il a grandi dans un milieu artistique. Son père, Bachir Abdou, est un chanteur connu. Le visage de sa mère l'est encore plus : Nezha Regragui a joué au théâtre, dans des films et des séries.

En 2016, sa carrière décolle : il se produit à Rabat, Dubaï ou Paris. Ses


La star de 33 ans est désormais empêtrée dans deux affaires.
MYMA

cachets pour un spectacle peuvent atteindre 150 000 dollars. Ses titres attirent dès leur sortie des millions d'internautes du monde arabe. Et Mohammed VI, roi du Maroc, lui remet un Wissam, décoration royale. « Je n'ai jamais eu autant le trac de ma vie. Face à lui, j'ai été pris d'un rire nerveux pendant qu'il me félicitait. Pour finir, il m'a dit : "Passe le bonjour à ta maman de ma part" », raconte-t-il à l'époque à *Jeune Afrique*.

Icône nationale

Le Rbati est admis à la cour des grandes stars arabes, quand la jeune Américaine se rappelle à son bon souvenir. L'affaire est classée sans suite mais Laura Prioul, une jeune Française de 20 ans à l'époque des faits, porte plainte à son tour. Elle accuse le chanteur de l'avoir agressée dans une chambre d'hôtel à Paris. Lamjarred est écroué pour viol aggravé en octobre 2016. Mohammed VI dépêche alors un ténor du barreau de Paris, Me Dupond-Moretti, pour l'assister juridiquement. En 2017, il est libéré. Une nouvelle instruction est ouverte après la plainte d'une jeune Franco-Marocaine affirmant avoir été agressée par le chanteur à Casablanca, en 2015, mais elle sera vite close.

En mars 2018, la star, toujours sous le coup d'une enquête concernant l'affaire de 2016, est autorisée à voyager pour assurer la promotion d'un nouveau single. Sa carrière semble reprendre : il apparaît même en août dans le tube « Happy Birthday, Sidna [Majesté] », qui réunit une vingtaine de people marocains pour célébrer l'anniversaire de Mohammed VI.

En 2016, Lamjarred avait reçu le soutien de nombreuses stars dans son pays. Lors de sa première garde à vue en France, des sites internet marocains avaient relayé des rumeurs au sujet de la plaignante. Et une manifestation pour exiger la libération de l'artiste avait rassemblé une centaine de personnes à proximité du consulat de France, à Casablanca, son fan-club l'élevant au rang d'icône nationale qu'il fallait à tout prix défendre.

Depuis, le vent aurait-il tourné ? Ces derniers mois, l'actualité internationale a été rythmée par le mouvement #MeToo, qui dénonce le silence entourant les violences sexuelles. En février dernier, une loi contre les violences faites aux femmes a été adoptée au Maroc, après que le royaume a été ému par la vidéo de l'agression sexuelle d'une adolescente dans un bus à Casablanca. Sur internet, des fans en colère dépeignent encore les plaignantes comme des « jalouses » ou des « comploteuses ». Mais nombreux sont aussi ceux qui demandent qu'a minima la parole des victimes soit écoutée dans un pays où, même dans les commissariats, elle ne l'est pas toujours.

En 2016, il avait reçu le soutien d'un grand nombre de ses compatriotes.

Lamjarred est maintenant empêtré dans deux affaires. Celle de 2016 est entre les mains d'un procureur français. L'avocat de Laura Prioul, Me Jean-Marc Descoubes, a expliqué à *Jeune Afrique* qu'il comptait faire valoir que l'état de santé de sa cliente s'était dégradé depuis le soir où elle a rencontré le chanteur – il a obtenu en juin une expertise médicale, qui aura bientôt lieu. Et à la suite des accusations portées contre lui fin août, Lamjarred est de nouveau placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le territoire français sans l'autorisation du juge, a confirmé Me Jean-Marc Fedida, l'avocat qui désormais le défend. Dupond-Moretti a en effet annoncé qu'il ne représenterait plus le chanteur, lequel n'a pas respecté ses consignes de discrétion. JA

BAROMÈTRE


B.BLONDEL/CEO FORUM POUR JA

TEWOLDE GEBREMARIAM
Depuis juillet, le PDG d'Ethiopian Airlines a annoncé avoir transporté plus de 10 millions de passagers en 2017-2018, signé un contrat au Tchad pour créer un transporteur national et pris des parts dans Zambia Airways.


AMNESTY INTERNATIONAL

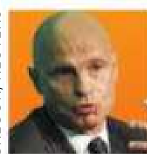
KUMI NAIDOO
Le Sud-Africain, ex-militant antiapartheid, est le nouveau secrétaire général d'Amnesty International. Dans un premier discours remarqué, prononcé en Turquie, il a évoqué le sort des prisonniers politiques.


O.ABID POUR JA

SELMA ELLOUMI REKIK
La ministre tunisienne du Tourisme a annoncé une importante hausse du nombre de visiteurs. Sa campagne conçue pour attirer les Russes s'est révélée particulièrement payante.


J.OATWAY/GETTY IMAGES

ZUNAID MOTI
L'homme d'affaires sud-africain, réputé proche du chef de l'État zimbabwéen, a été arrêté en Allemagne. Il est visé par un mandat d'arrêt d'Interpol dans le cadre d'une enquête sur le vol d'un diamant.


L.MACGREGOR/REUTERS

TORBJÖRN TÖRNQVIST
Le PDG suédois du négociant pétrolier Gunvor est en position délicate depuis qu'un de ses anciens employés a été condamné par un tribunal suisse pour des affaires de corruption en Côte d'Ivoire et au Congo.


PPAGENCY

MOKHTAR HASBELLAOUI
Le ministre algérien de la Santé est la cible de critiques depuis qu'une épidémie de choléra a éclaté dans le pays. En une semaine, elle a déjà fait deux morts, et plus de 70 cas ont été identifiés.

10 choses à savoir sur...

Mohamed Bazoum

Le ministre nigérien de l'Intérieur se rêve en successeur du président Mahamadou Issoufou. Et ne manque ni d'atouts ni d'opposants.

1 MÉTHODIQUE

Cinq fois député de Tesker (au nord-est de Zinder), ministre des Affaires étrangères puis de l'Intérieur, il a construit sa carrière avec méthode. Et se prépare pour la présidentielle de 2021. Seule ombre au tableau : sa base électorale, jugée faible en raison de son appartenance communautaire.

2 ARABE

Il est issu de la tribu arabe des Ouled Slimane, qui vit principalement dans le sud de la Libye ainsi que dans le nord du Tchad et le nord-est du Niger, pays où elle est ultraminoritaire. Proche de la France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette tribu tente de jouer de ses bonnes relations avec Paris, mais se heurte aux ambitions des Touaregs et, surtout, des Toubous.

3 ZINDÉROIS

Né en 1960 à Bilabrine, non loin de Diffa et de la frontière avec le Tchad, Bazoum a passé son enfance à 200 km de là, à Tesker, et obtenu son baccalauréat à Zinder, au lycée Amadou-Kouran-Daga.

4 RÉSEAUX

Ses postes ministériels lui ont permis d'avoir la haute main sur l'administration et de se constituer un solide réseau à l'étranger, dont Issoufou bénéficie.

5 SOCIALISTE

En décembre 1990, il a été l'un des fondateurs du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir). Aujourd'hui, il préside cette formation affiliée à l'Internationale socialiste – un atout certain en matière de relations publiques.

6 ON ET OFF

Sur Twitter, il compte 15 000 abonnés, et sa page Facebook est suivie par 86 000 personnes. Il dispose donc d'une véritable force de frappe sur les réseaux sociaux, très rare dans le milieu politique nigérien. Il s'exprime beaucoup dans les médias, mais aussi en off, sur les conseils d'Abderahmane Mohamed Ben Hamaye, chargé de ses relations avec la presse.

7 PHILOSOPHE

Diplômé en philosophie de l'université Cheikh-Anta-Diop, à Dakar, où il a côtoyé Salif Diallo, l'ancien président de l'Assemblée nationale burkinabè, il a enseigné dans des lycées de Tahoua et de Maradi (Niger) de 1984 à 1991. Dans le cadre de sa maîtrise, il avait choisi l'option « Politique et morale ».



BRITTA PEDERSEN/DPA/PICTURE-ALLIANCE/MAX PPP

8 SYNDICALISTE

Cet excellent orateur a fait ses premières armes en politique au sein du Syndicat national des enseignants du Niger, puis de l'Union des syndicats des travailleurs du Niger (USTN), dont il devint le coordonnateur régional à Maradi et qu'il représenta à la Conférence nationale de 1991.

9 RUMEUR TENACE

Bazoum à la primature à la place de Brigi Rafini ? Cette rumeur tenace fait sourire dans le camp du Premier ministre. Si Bazoum a un temps convoité ce poste, il ne le considère plus comme un tremplin indispensable pour accéder à la présidence.

10 REDOUTÉ

Parmi les collaborateurs d'Issoufou, il est l'un des plus craints. La société civile fustige ses « dérives autoritaires ». Bazoum, lui, voit en elle un repaire d'opposants déguisés en défenseurs des droits de l'homme.

MATHIEU OLIVIER

COMME LE TEMPS PASSE...

Ils étaient sur le devant de la scène. Que sont-ils devenus ?

MANKEUR NDIAYE ▶

Il était ministre des Affaires étrangères de Macky Sall depuis 2012 et a quitté le gouvernement il y a tout juste un an. Mankeur Ndiaye, 58 ans, préside aujourd'hui le comité national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie), alors que le Sénégal commence à exploiter de prometteuses réserves de gaz et de pétrole. Originaire de Dagana (Nord), où il se rend régulièrement, il a publié un livre en janvier, aux éditions Nouvelles du Sud, qui retrace sa carrière de diplomate.



▼ ABDELMADJID SIDI SAÏD

Il détient un record de longévité à la tête de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) – organisation syndicale qu'il dirige depuis l'assassinat d'Abdelhak Benhamouda, son charismatique chef, en janvier 1997. Proche des cercles du pouvoir et ami d'Ali Haddad, le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE, patronat), Abdelmadjid Sidi Saïd, 69 ans, a mené ces derniers mois une très active campagne en faveur d'un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, avant de prendre du recul avec la politique pour raisons de santé. Son entourage laisse entendre que l'heure de sa retraite approche.

YOUNG-JIN CHOÏ ▲

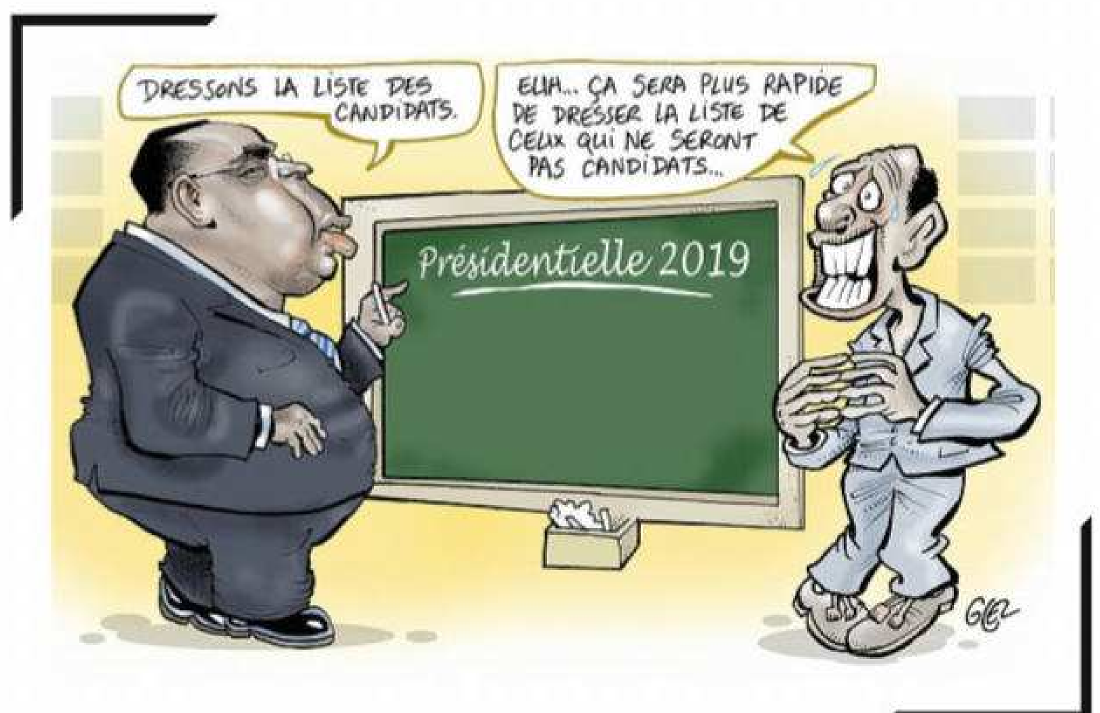
À la tête de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire de 2007 à 2011, Young-jin Choï (aujourd'hui âgé de 70 ans) a été l'un des acteurs de la crise postélectorale. Il avait notamment pour tâche d'assurer le bon déroulement du scrutin. Ambassadeur de Corée du Sud à Washington en 2012-2013, il est devenu professeur à l'université Yonsei (Séoul), où il assure un cours de « comparaison entre les civilisations occidentales et orientales »... À mille lieues de son ancienne vie de diplomate.

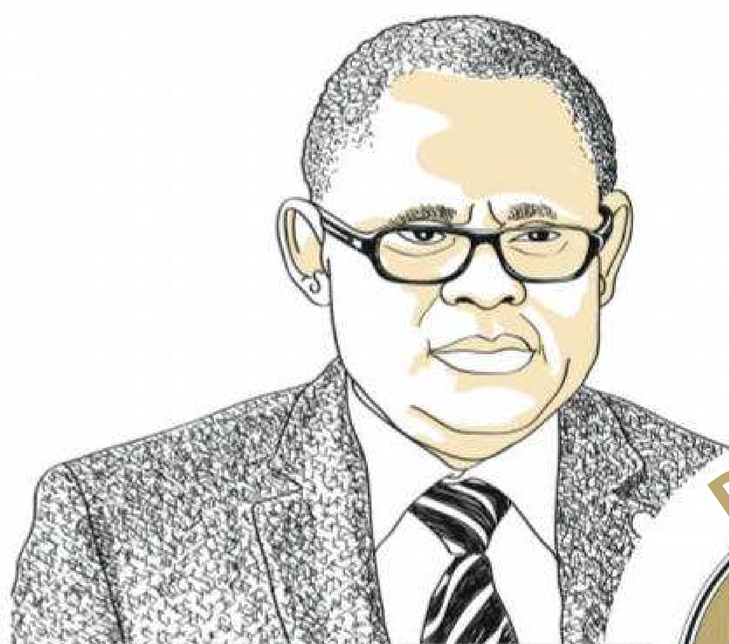
UN PHOTO/RICK BAJORNAS ; SAMIR SID ; UN PHOTO/PAULO FILGUEIRAS

LE DESSIN DE LA SEMAINE

GLEZ

« Tout le monde veut être président », ironisent les blogueurs sénégalais. Le 27 août, les représentants de 85 candidats à la candidature se sont présentés au ministère sénégalais de l'Intérieur afin d'y récupérer des fiches de collecte de signatures en vue de l'élection de 2019. Mais les conditions imposées réduiront forcément la liste des prétendants : notamment le versement d'une caution de 30 millions de F CFA et le parrainage de 53 000 citoyens, répartis dans au moins sept régions du pays.





Isidore **Ndaywel è Nziem**

RD CONGO
LE MATCH
VS



Elikia **M'Bokolo**

TRÉSOR KIBANGULA

Il était une fois deux intellectuels, longtemps complices mais dont les positions sont aujourd'hui diamétralement opposées. Les historiens Isidore Ndaywel è Nziem, 74 ans, et Elikia M'Bokolo, 73 ans, font la fierté de la RD Congo. Pourtant, voilà près d'un an qu'ils ne s'adressent plus la parole. Face à la crise politique qui divise le pays, liée à la succession du président Joseph Kabila, chacun a suivi une orientation différente.

Le premier, qui vit désormais dans la clandestinité à Kinshasa, s'est engagé, aux côtés d'autres universitaires, au sein du Comité laïc de coordination (CLC). Ce dernier, à l'origine des « marches des chrétiens », réclame une alternance pacifique à la tête de l'État et l'application intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre, conclu fin 2016. Le second, lui, a rejoint le Front commun pour le Congo, une large plateforme électorale lancée début juillet qui érige Kabila en « autorité morale ». On est loin de l'époque où Ndaywel demandait à son « éminent collègue » de préfacer ses ouvrages...

« Au milieu du village »

Si les deux hommes disent continuer à éprouver du respect l'un pour l'autre, ils n'hésitent plus à s'envoyer indirectement des piques et à faire entendre leur différence. Elikia M'Bokolo se fait le chantre d'un discours nationaliste, voire souverainiste, que le président Kabila remet au goût du jour. De « prétendus opposants », parrainés, selon lui, par des « héritiers des colonialistes belges » en prennent également pour leur grade. « Un argumentaire d'un autre âge, tacle Isidore Ndaywel. Il y a méprise, car le combat actuel porte sur la reconquête de l'État de droit et des libertés publiques, il n'est plus anticolonialiste. »

Autre point de divergence : le rôle de l'Église catholique dans la vie politique congolaise. M'Bokolo considère qu'elle devrait rester neutre, impartiale, « au milieu du village ». Le normalien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris, accuse des évêques, médiateurs des pourparlers dits de la dernière chance (décembre 2016), d'avoir pris parti contre le régime Kabila. Il soupçonne même les catholiques de tenter de se placer au-dessus des autres confessions.

En désaccord total à propos de la succession de Kabila, les deux historiens ne s'adressent plus la parole.

Pasteurs et imams engagés

« Il n'en est rien », rétorque Ndaywel, dont la structure, le CLC, a reçu la bénédiction de l'influent cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa, avant de lancer des manifestations anti-Kabila, toutes violemment réprimées. « Ce n'est pas une guerre de religions. Au contraire, celles-ci vivent en toute convivialité depuis des années dans notre pays », assure le professeur d'université, qui rappelle qu'« un jeune musulman a été tué » lors de ces marches dites des chrétiens, et que « le pasteur protestant François-David Ekofo et des imams congolais ont relayé le message du CLC ». « Si l'Église se mêle de politique, c'est d'abord parce que c'est son devoir et, ensuite, parce que le président Kabila avait sollicité ses bons offices », répète Ndaywel, qui se prévaut depuis février du soutien de 81 personnalités, des chercheurs pour la plupart. JA

JUNIOR DIDI KANNAH/AFP; VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE ILLUSTRATIONS JA

Pourquoi le Maghreb réforme à reculons



Mohamed Tozy
DR
Politologue et sociologue marocain

En cette semaine de rentrée et au sortir d'une actualité maghrébine brûlante, un retour dépassionné sur quelques faits marquants peut se révéler plein d'enseignements. Ils sont autant d'indices des clivages entre deux sociétés qui ont du mal à cohabiter.

En Algérie, la nouvelle loi sur la santé publiée le 14 août au *Journal officiel* et qui autorise, sous conditions, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est loin d'être aussi révolutionnaire qu'on le croit. Son article 77 stipule qu'il est permis d'y recourir lorsque « la santé de la mère [...], sa vie ou son équilibre psychologique et mental » sont en danger. En introduisant la notion de risque sur l'équilibre psychologique de la mère, la loi laisse la main aux techniciens de la santé et aux juges qui devraient, en fonction de leurs convictions et de leur appréciation des rapports de force sociaux, décider de la signification de l'équilibre psychologique. L'IVG, en dehors des circonstances précises énumérées par la loi, continue d'être punie, comme le prévoient les articles 304 à 313 du code pénal algérien. Cette avancée traduit un compromis minimaliste, le même que le Maroc prévoit de faire aboutir par un projet de loi adopté en Conseil de gouvernement le 9 juin 2016, toujours en souffrance devant le Parlement.

En Tunisie, le 13 août est à marquer, en principe, d'une pierre blanche. Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a affirmé, en marge de la journée de la femme, qu'une proposition de loi modifiant les dispositions du code du statut personnel relatives à l'héritage sera présentée dans les plus brefs délais à l'Assemblée des représentants du peuple. Mais cette réforme, porteuse d'espoir pour l'ensemble du monde musulman dans la mesure où elle situe désormais les enjeux de valeur au niveau de la constitution d'un état civil et non plus au niveau d'un réformisme religieux, est loin d'être aussi aboutie qu'on pourrait l'espérer. Le président a vite été rattrapé par un compromis avec le parti islamiste et la pression de la rue. Des mouvements de protestation ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, soutenus par des groupes religieux et des partis politiques. Les manifestants accusent la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe) d'attaquer l'identité arabo-musulmane, de falsifier les paroles de Dieu, de propager l'homosexualité, de détruire la famille tunisienne.

> **Un islam conservateur livré à des clercs plus attentifs aux règles qu'aux principes universels.**

Le président, qui a réduit le rapport de la Colibe à la question de l'héritage en mettant de côté les autres recommandations relatives aux libertés individuelles, laisse en plus la porte entrouverte à une application « en privé » des règles religieuses. L'islamologue Chérif Ferjani n'a pas manqué de noter que le chef de l'État s'est fendu d'un exercice « d'équilibriste qui promet en même temps le changement et le maintien du statu quo ».

Au Maroc, l'actualité, c'est le verdict extrêmement dur dans le procès des militants du Hirak du Rif, au point que le magazine *Tel Quel* titre en couverture « Putain 20 ans ! ». Ce verdict place les juges au centre des enjeux aussi bien politiques que sociétaux. Les compromis inscrits dans les textes de loi par le biais de formulations ambiguës, comme c'est le cas de l'article 19 de la Constitution de 2011, qui relie le principe de l'égalité homme-femme au respect des « fondamentaux du Royaume », ou du code du statut personnel, qui fait appel à l'intime conviction du juge pour autoriser le mariage des mineurs ou la polygamie, font que ces ruptures institutionnelles sont portées par des magistrats conservateurs qui acceptent l'autonomie mais refusent l'indépendance.

Chasse aux voix

Ces faits de l'été 2018 nous informent sur la manière dont les États envisagent les réformes. Ils nous renvoient l'image d'une société dont le conservatisme a été entretenu par des régimes qui se sont plus souciés de stabilité que de changement et qui ont abandonné très tôt leur projet de modernisation autoritaire au profit d'une instrumentalisation de la religion bénéfique aux nouvelles élites islamistes. L'école ayant joué un rôle crucial dans cette socialisation aux couleurs d'un islam conservateur livré à des clercs plus attentifs aux règles et aux interdits qu'aux

principes universels, appuyés par des nationalistes qui ont confondu arabisation et islamisation. Ils nous informent aussi qu'une partie de la société, plutôt minoritaire, est composée de deux groupes. Le premier est celui des technocrates adossés à l'État dont les intérêts, comme les convictions, les portent à œuvrer pour une « modernisation » par le haut, mais dont le faible ancrage social en fait un appendice qui développe des stratégies d'évitement du politique au profit du management. Le second groupe est constitué des différentes oppositions aux autoritarismes. Les mutations que ces mouvements ont connues en passant d'un discours de gauche à un activisme civique se ressourçant dans une culture des droits de l'homme n'ont contribué que faiblement à consolider leur ancrage dans la société profonde.

Dans les deux cas, ces élites restent très dépendantes des pouvoirs en place. Elles ont besoin d'un engagement ferme de ces derniers pour forcer les réticences. Paradoxalement, c'est au moment où les espoirs de démocratisation se profilent – les élections ont gagné en crédibilité – que la chasse aux voix est devenue la préoccupation majeure des hommes politiques. Les convictions, les idéaux, les projets de société ne peuvent pas rivaliser avec les promesses populistes des démagogues. Platon se rappelle ainsi à notre souvenir, lui qui comparait dans *La République* l'« opinion publique » à un « gros animal » dont la dangerosité fait passer les désirs pour des nécessités vraies aux yeux de son soigneur. JA

Un avenir sans lendemain

Mohamed Mbougar Sarr


VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE

Prix Stéphane-Hessel, prix Ahmadou-Kourouma, Grand prix du roman métis

Une grande question existentielle me mine ces derniers temps : à quelle époque le continent africain n'a-t-il pas été celui de l'avenir ? Quand ne l'a-t-on pas rêvé, convoité, annoncé comme le havre du futur, la terre non seulement promise, mais de la promesse éternelle ? On peut avoir l'impression, au vu de leur multiplication et de l'enthousiasme qui les porte, que les prophéties lisant dans la carte (la carne ?) du continent son futur radieux sont récentes. Il n'en est rien. Cela fait deux siècles, au moins, que cette terre représente l'avenir (du monde). L'Afrique comme futur : voici peut-être la foi la plus ancienne et la plus partagée des temps modernes.

Le temps de l'Afrique se conjugue rarement au présent.

Puissant lieu commun

Milieu du XIXe siècle. La colonisation justifiait son entreprise par de spécieuses et arrogantes formules, la plus tristement célèbre étant la fameuse « mission civilisatrice ». Pour les Européens qui se ruaient vers le continent, le seul but de cette funeste ambition était d'y assurer leur avenir économique et culturel. Pas de civiliser, mais de garantir le futur d'une civilisation. Pour ceux qui l'ont colonisée et pillée, l'Afrique était l'avenir. Le leur. Et cet avenir, notre présent donc, leur a en partie donné raison. Il semblerait que les mêmes, d'une autre manière, disent aujourd'hui encore que l'avenir est en Afrique. La capacité d'avenir de ce continent est décidément inépuisable. Vivement demain.

2018. Autre époque, autres acteurs, autres desseins… mêmes mots : l'Afrique est l'avenir du monde. C'est devenu un puissant lieu commun contemporain. Un poncif n'est pas nécessairement faux, bien sûr : il y a certainement d'honnêtes raisons de dire, de croire, d'augurer que le futur du monde sera africain et lumineux. Ceux qui relaient la vulgate sont aussi nombreux que divers. Qu'une masse si hétéroclite – philosophes, entrepreneurs, grandes organisations financières, présidents d'Afrique et d'ailleurs, économistes, militants, associations, etc. – s'accorde sur ce constat n'est-il pas le plus formidable prodige de notre temps ? Je ne sais pas ce qui est le plus inquiétant : que toutes ces personnes parlent du même avenir ou que chacune d'elles parle de celui qui l'arrangerait. La deuxième option est la plus probable. L'avenir, l'infini avenir du continent nous édifiera.

Le temps de l'Afrique se conjugue beaucoup au futur, peu au présent. C'est ainsi ; je m'y habitue. Il m'arrive même de faire des rêves prémonitoires : nous sommes dans un certain futur – la dernière fois, c'était en 2666 – et devinez quoi ? L'Afrique était toujours l'avenir. Espérons que je sois un prophète de pacotille. Permettez-moi d'avoir l'arrogance d'en douter. JA





la nouvelle alliance économique

LE PORT AUTONOME DE COTONOU
à l'heure de la transformation en profondeur

Entré en vigueur le 20 décembre 2017, le contrat de gestion du Port Autonome de Cotonou (PAC) par Port d'Anvers International (PAI), filiale de l'Autorité portuaire d'Anvers, est actuellement dans la phase d'exécution. A la demande du Gouvernement du Bénin, le contrat repose sur trois piliers : Modernisation, Repositionnement et Formation.



Monsieur Joris THYS, DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le calendrier d'exécution du contrat prévoit deux grandes étapes : la première dite « phase d'approche » et la seconde, appelée « phase d'exécution » qui devait consacrer le démarrage effectif des activités le 1er mai 2018. Une modification du calendrier en cours de route , et après un accord entre les deux parties (Gouvernement du Bénin et PAI), le début de la phase d'exécution est ramené au 1er avril 2018, soit un mois plus tôt. Cette modification de calendrier a donné lieu à une période de transition.

Cette gestion transitoire a été conduite par le commandant Christian De Block, qui est devenu ainsi le Directeur Général intérimaire du Port Autonome de Cotonou. Pendant trois mois et sur la base d'une feuille de route précise, Christian De Block a procédé à l'installation de l'équipe d'experts qui constituent désormais la nouvelle équipe de management. Il a coordonné la relecture des documents de gestion, établi le fichier des engagements du PAC et fait le point sur les litiges ainsi qu'un état des lieux pour permettre une réorganisation structurelle en profondeur.



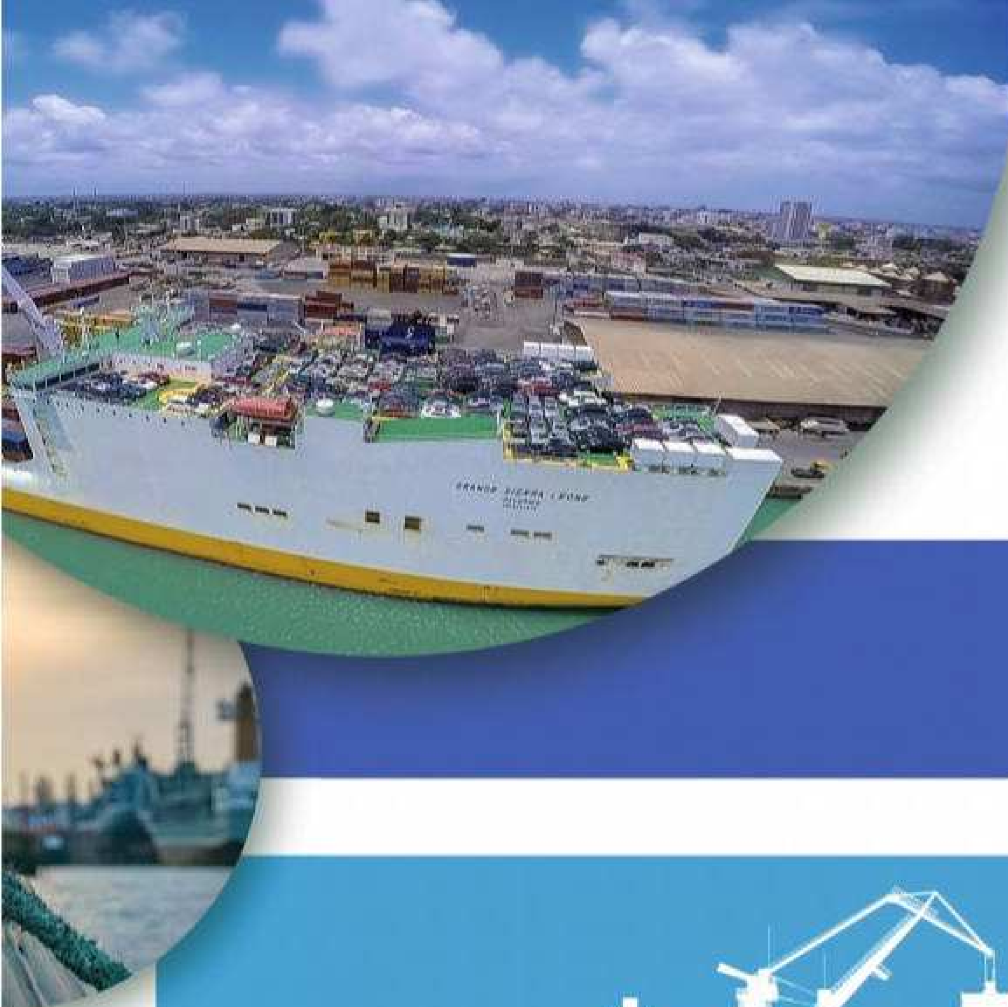
Direction Générale : un expert en matière de gestion portuaire

Cette phase de transition a pris fin le 1er août 2018 avec la prise de fonction de Joris Thys en qualité de Directeur Général du PAC afin de conduire la réforme.

Joris Thys, un universitaire et expert en gestion des opérations, construction et exploitation des ports et terminaux, a occupé plusieurs postes importants de responsabilité. Il cumule 31 années d'expérience dans la direction générale, dont une bonne partie dans le développement de projets portuaires. Son passage en Afrique de l'Ouest, notamment au Port de Lomé, est un atout important pour lui.

Le nouveau Directeur Général a compris qu'il n'a pas le droit à l'échec. En effet, sur la base d'une planification jugée très performante par l'ensemble du personnel du PAC, il a commencé à se pencher sur les dossiers. Les grandes orientations ont été données aux directeurs techniques. Les préoccupations des clients, Nigériens, Maliens et Burkinabés, font l'objet d'une attention particulière. La validation d'un plan d'investissement, qui prend en compte les trois piliers du contrat (Modernisation, Repositionnement et Formation), est en cours. L'ambiance de travail est excellente. Désormais, le slogan de la Direction Générale est : une équipe, un résultat.

Un accent particulier est mis sur la communication interne et externe. Le syndicat du PAC partage les objectifs de la Direction Générale : il soutient désormais le projet et veille à la défense des intérêts communs.







Le soutien des directeurs

Joris Thys souhaite obtenir des résultats concrets. Pour ce faire, il s'appuie sur une équipe mixte, composée d'expatriés et de cadres locaux. Parmi les expatriés, il y a Johan Paelinck, directeur de l'Administration, des Projets et de la Stratégie, titulaire de plusieurs diplômes d'ingénieur commercial et de gestion d'entreprise ainsi que d'un master en systèmes d'informations de l'Université de Louvain en Belgique. Un capital humain important a été mobilisé par PAI pour relancer l'activité portuaire, améliorer les performances et assurer la modernisation tant souhaitée par le Gouvernement du Bénin.

Nele Voorspoels est la seule femme de l'équipe du PAI à Cotonou. Elle occupe le poste stratégique de Directrice Commerciale et du Marketing, essentiel pour établir le repositionnement du Port sur l'échiquier maritime mondial et continental. Ancienne employée du groupe AP Moller-Maersk et de sa filiale Safmarine, Nele Voorspoels est une spécialiste du transport maritime et de la logistique. Communément appelée « sœur Nele » par ses collègues femmes du PAC, elle travaille aux côtés du Directeur Général.

L'objectif est de restaurer l'image du Port Autonome de Cotonou par une approche participative de tout son personnel. La priorité est donnée aux clients et non aux réunions inutiles. Nele Voorspoels s'est engagée à promouvoir la communication interne et surtout à partager l'information pour faire de chaque agent un ambassadeur du PAC.

Le soutien et les orientations du Comité de Suivi

Un comité chargé du suivi des réformes du Port Autonome de Cotonou travaille sur les grandes orientations et veille au respect des engagements pris par les deux parties. Il est dirigé par monsieur Johannes Dagnon. Les doutes du début, exprimés par certains à divers niveaux, sont de plus en plus dissipés. L'espoir est permis.



Monsieur Johan PAELINCK

DIRECTEUR STRATEGIES ET PROJETS



Madame Nele VOORSPOELS

DIRECTRICE COMMERCIALE ET DU MARKETING

Un port est, par nature, un ensemble complexe et lourd. Les résultats des réformes en cours ne seront pas perceptibles avant au moins deux ans. Il faudra donc savoir faire preuve de patience.

En résumé, on peut dire que le projet actuel rassemble une équipe, un contrat d'objectifs et une compétence. Il augure d'un avenir radieux pour le Port Autonome de Cotonou et suscite de plus en plus l'adhésion des plus sceptiques d'hier.

Ce projet inspire désormais la réflexion de certains pays africains. Le BÉNIN pourrait donner encore une fois l'exemple aux autres pays d'Afrique.

PORT AUTONOME DE COTONOU
Avenue de la marina - Cotonou, Bénin - Tél. : +229 21 31 52 80 / +229 21 31 28 90 - Email : contact @pac.bj

26 Mali Jusqu'où ira Soumaïla Cissé ?

NIGERIA Muha

Lâché par les barons du parti au pouvoir et rongé par la maladie, le président n'a jamais paru aussi affaibli. Et voit se réduire ses chances d'être réélu en février 2019. Mais il n'a pas dit son dernier mot.

ANNA SYLVESTRE-TREINER

Il n'y a décidément pas meilleur endroit que chez soi. Au lendemain de son retour au pays, ce 20 août, c'est à Daura que le président nigérian a choisi de passer les fêtes de l'aïd. Compacte, euphorique, la foule était immense, on était venu de tous les villages alentour pour célébrer le fils de la région.

À peine rentré de Londres où il venait officiellement de passer quinze jours de vacances (et où il est régulièrement soigné depuis un an et demi), Muhammadu Buhari promenait sa longue et fragile silhouette dans les rues arides de la bourgade du grand nord nigérian. Certains notables avaient parcouru des centaines de kilomètres pour partager un mouton avec lui. Les gouverneurs du Plateau et d'Ogun, deux États clés, sont venus saluer le président. « Ogun va voter presque comme un seul homme », l'a rassuré Ibikunle Amosun, l'homme fort de la région. Des marques de soutien qui, l'espace de quelques heures, ont peut-être fait oublier au chef de l'État les dures semaines qu'il venait de traverser.

À six mois de la présidentielle, Buhari semble chaque jour plus isolé. Après avoir vu l'ancien président Olusegun Obasanjo quitter l'All Progressives Congress (APC) au début de l'année, il semble impuissant face aux défections et aux critiques.

Début juin, l'un des fondateurs du parti présidentiel, Buba Galadima, avait annoncé son départ et la création d'un APC « réformé », conspuant « un gouvernement incompétent et inefficace ». En juillet, 14 sénateurs et 37 membres de la chambre des représentants ont claqué la porte, rejoignant pour la plupart les rangs du People's Democratic Party (PDP), le principal parti d'opposition. Puis ce sont des poids lourds qui ont été atteints par la fièvre de la fronde : trois gouverneurs d'État jusqu'ici favorables au président ont à leur tour déserté l'APC, ne mâchant pas leurs mots contre Buhari. Le gouverneur de Benue a dénoncé l'impuissance des autorités face à l'insécurité, et leur « complicité » dans les affrontements meurtriers qui endeuillent cette région du centre du pays. Ses pairs ont dénoncé le bilan du gouvernement et la gestion « autoritaire » du parti présidentiel. →

Le chef de l'État, 75 ans, refuse toujours de révéler la nature du mal dont il est atteint.

MANISH SWARUP/AP/SIPA

mmadu Buhari
Seul contre tous

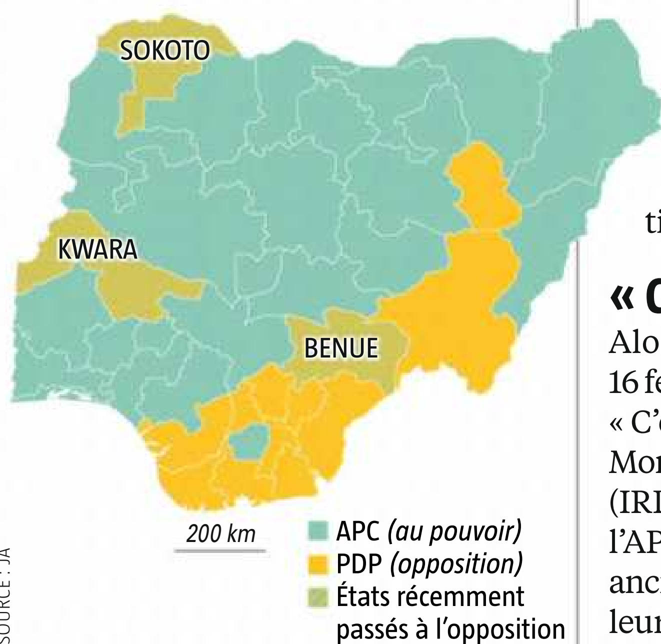
AFP

De retour à Abuja, le 19 août 2017.

→ C'est enfin la défection du président du Sénat, Bukola Saraki *(lire p. 24)*, dans un scénario tragi-comique, qui a noirci les colonnes des gazettes. Alors que, quelques jours auparavant, la maison du troisième plus haut personnage de l'État avait été encerclée par la police, les forces spéciales ont pris le contrôle du Parlement le 7 août. Masquées, armées et vêtues de noir, elles ont assiégé les bâtiments. Qui en a donné l'ordre ? À quelle fin ? Les proches de Saraki ont eu tôt fait de dénoncer une démonstration de force destinée à démettre le patron de la chambre haute, quand d'autres suspectaient le président du Sénat d'avoir lui-même orchestré ce « coup monté ». L'épisode a en tout cas contraint le vice-président Yemi Osinbajo, qui assurait alors l'interim à la tête du Nigeria, à débarquer le patron de la sécurité d'État, Lawal Musa Daura. Originaire du même village que le président, il faisait partie du premier cercle de Buhari.

« Nous n'avons rien perdu avec le départ de Saraki, a répliqué le ministre nigérian de l'Information. Cela fait longtemps qu'il était passé à l'opposition. » Alors qu'elle risque de se poursuivre, l'hémorragie dans les rangs de l'APC semble ne pas inquiéter outre mesure la direction du parti présidentiel. Sereine, elle assure que cela « ne va rien changer à son destin ».

POUR QUI VOTENT LES GOUVERNEURS ?



« Chasse aux sorcières »

Alors que se profilent les élections présidentielle et législatives, prévues le 16 février 2019, ces départs en cascade ne constituent pas vraiment des surprises. « C'est la saison du retournement de veste », estime Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et spécialiste du Nigeria. Beaucoup des cadres qui quittent aujourd'hui l'APC pour le PDP avaient en effet quitté le PDP pour l'APC en 2015. Fort d'un ancrage local important, le principal parti d'opposition a attiré certains ambitieux, leur promettant des postes en février.

« En 2013, l'APC a été créé par une constellation de petits partis réunis autour d'une opposition commune à Goodluck Jonathan, alors président du pays et candidat à sa réélection, poursuit Marc-Antoine Pérouse de Montclos. Ils n'avaient aucun autre dénominateur commun. On pouvait même supposer que l'APC imploserait plus tôt. Beaucoup attendaient sans doute de savoir si Buhari se représenterait ou pas. Lorsqu'il a annoncé, en avril, qu'il briguait un second mandat, cela a constitué un tournant. » Depuis, la tension est montée d'un cran.

Chacun semble affûter ses armes dans la perspective de la bataille finale. En juillet, la signature par le président d'un texte lui octroyant le droit de geler les comptes de personnalités ou d'institutions impliquées dans des affaires de corruption a crispé l'opposition. Elle y voit « une ruse » destinée, sous le couvert de bonnes intentions, à harceler le PDP et « une chasse aux sorcières ». Il faut dire que certaines coïncidences sont troublantes. La Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) a ainsi gelé les comptes de l'État de Benue juste après que son gouverneur a fait défection… avant de les débloquer.

Péché d'orgueil

Désormais, c'est aux comptes de l'État de Rivers qu'elle s'intéresse. Cette région pétrolifère, l'une des plus riches du Sud, est suspectée de financer le PDP. D'autant que dans le pays la corruption n'a en rien reculé. Alors que le candidat Buhari avait fait de la lutte contre ce fléau une de ses promesses phares, le Nigeria reste l'un des pays les moins bien classés de la planète en la matière, selon Transparency International.

Le président nigérian a déçu. Première alternance démocratique de l'histoire du pays, l'arrivée au pouvoir de ce Peul du Nord, en 2015, avait suscité de grands espoirs. Pour beaucoup, ce général à la retraite était l'homme qu'il fallait pour remettre le pays sur la bonne voie. On se souvenait de cet ancien président à poigne qui avait dirigé le Nigeria sans concession de 1983 à 1985. Les camps de discipline et les punitions instaurées à cette époque étaient sans doute de trop, mais le temps avait ensuite poli l'image de l'ex-dictateur. Buhari jurait d'ailleurs être devenu démocrate. Fort de son passé, il promettait de venir à bout de Boko Haram. Pourtant, cinq ans plus tard, si le groupe jihadiste a reçu de sévères coups, il est loin d'avoir perdu sa capacité de nuisance. Buhari avait aussi assuré qu'il allait relancer l'économie, avant de devoir assumer, deux ans plus tard, une année de récession. Électrification du pays, lutte contre la pauvreté… les résultats ne sont pas vraiment meilleurs.

À la tête d'un bilan médiocre, considéré comme déconnecté et dépassé, Muhammadu Buhari n'a pourtant pas beaucoup hésité avant d'annoncer qu'il allait se représenter. Péché d'orgueil, goût du pouvoir, réelle détermination ? Malgré les multiples difficultés, il semble de fait être aujourd'hui le mieux placé pour l'emporter. Car, face à lui, l'opposition, désorganisée, reste en quête de leader. De l'ancien vice-président, Atiku Abubacar, à l'ex-gouverneur de Kano, Rabiu Kwankwaso, en passant par le président du Sénat, ou encore par l'ancien gouverneur de Cross River, Donald Duke, les prétendants ne manquent pas. Mais à un mois des primaires du PDP, fixées aux 5 et 6 octobre, aucun d'eux ne fait l'unanimité.

Toujours très populaire dans une large partie du nord du pays, où il est le seul à rassembler aussi largement, Buhari garde dans son camp deux tiers des gouverneurs, relais essentiels à l'approche d'une présidentielle. Sans compter qu'à l'extérieur le président semble conserver toute la confiance de ses pairs. Ne l'ont-ils pas porté à la tête de la Cedeao pour un an le 31 juillet, alors qu'il n'était même pas candidat ? Une décision qui contrevient pourtant aux traditions : il est de coutume de ne pas choisir comme chef de l'organisation sous-régionale un président en campagne électorale.

Ces soutiens ne suffisent pourtant pas à dissiper les doutes. Si, à 75 ans, il refuse de révéler la nature du mal qui le ronge, Muhammadu Buhari ne parvient pas à dissimuler ses traits d'homme malade. Ses séjours répétés à Londres, où il a passé plus de cinq mois hospitalisé en 2017, font désormais sourire, lorsqu'ils n'inquiètent pas. « Je ne veux plus jamais rencontrer quelqu'un d'aussi *lifeless* [littéralement "sans vie"] ! » se serait exclamé Donald Trump face à des conseillers après sa rencontre avec Buhari dans le bureau ovale, en avril. Des propos cinglants rapportés fin août par le *Financial Times*, et partagés largement depuis sur les réseaux sociaux nigérians. Plusieurs observateurs estiment désormais

SES FIDÈLES



ROTIMI AMAECHI
Le stratège

Ancien gouverneur de l'État de Rivers, dans le Sud, et ministre des Transports depuis 2015, il est le directeur de campagne du président.



MAMMAN DAURA
Le confident

Il est souvent surnommé « l'homme le plus puissant du Nigeria », signe de sa grande influence auprès du chef de l'État. Neveu de Buhari, dont il est l'aîné de deux ans et demi, il est très proche du président depuis leur enfance.



BOLA TINUBU
L'atout maître

Les relations entre le président et ce dirigeant de l'APC ont parfois été tendues. Mais l'ex-gouverneur et sénateur du puissant et peuplé État de Lagos est un allié indispensable.

JACOB SILBERBERG/PANOS-REA ; DR ; KALPESH LATHIGRA

que si Buhari reste le visage du Nigeria, il n'est plus tout à fait aux manettes : c'est surtout son entourage proche qui gouverne le géant ouest-africain.

Dans un pays encore marqué par la mort au pouvoir de Sani Abacha, en 1998, et d'Umaru Musa Yar'Adua, en 2010, on s'interroge à voix basse sur la capacité du vieil homme à aller au bout d'un second mandat. « Le choix de son vice-président sera essentiel, estime Marc-Antoine Pérouse de Montclos. S'il se confirme qu'il garde Yemi Osinbajo sur son ticket et qu'il prépare cet homme – un chrétien du Sud qui représente une nouvelle génération, qui est déterminé et dont l'action est globalement saluée – à prendre sa suite, cela sera sans doute le meilleur héritage politique qu'il pourra léguer. »

Si l'hypothèse d'une incapacité future de Buhari est dans toutes les têtes, son entourage assure qu'il est tout à fait apte : « Le président n'est pas seulement capable de parcourir 800 m, il est aussi prêt mentalement et physiquement à continuer à diriger l'État », a affirmé le ministre de la Communication après le bain de foule du chef de l'État dans son village natal. À six mois de la présidentielle, Muhammadu Buhari est bien décidé à ne pas se laisser distancer. JA

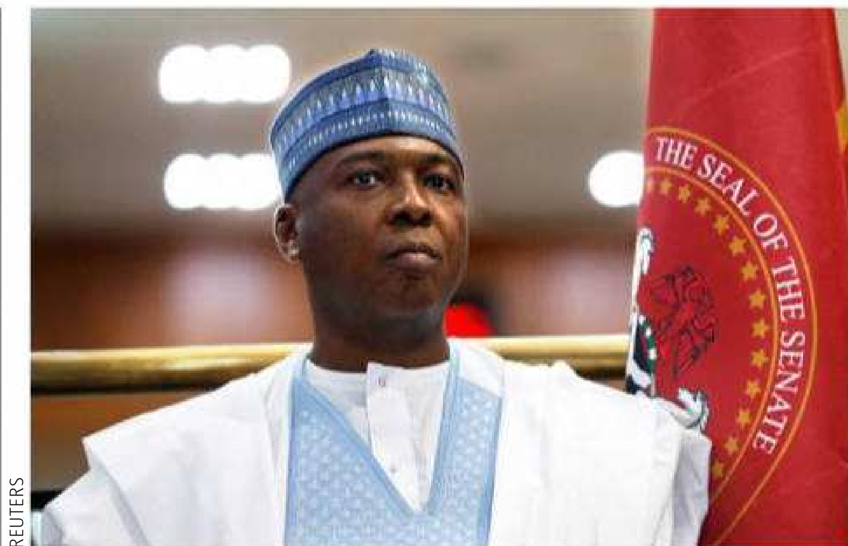
TOUJOURS POPULAIRE DANS LE NORD, LE CHEF DE L'ÉTAT Y GARDE L'APPUI DE NOMBREUX ÉLUS, UN RELAIS ESSENTIEL.

Bukola Saraki montre les crocs

Les relations exécrables qu'entretenaient Bukola Saraki et Muhammadu Buhari n'étaient pas un mystère, mais la défection officielle du président du Sénat, qui a quitté les rangs de l'APC le 31 juillet, a été le plus grand coup dur de ces dernières semaines pour le parti au pouvoir.

Assistant du président Olusegun Obasanjo en 2000, gouverneur de 2003 à 2011 et parlementaire dès 2011, Bukola Saraki, 56 ans, est l'un des hommes forts de la politique nigériane depuis le début des années 2000. D'abord figure du PDP, il avait choisi de rallier l'APC en 2014 en prévision du scrutin de 2015. C'est donc sous les couleurs de la jeune coalition qu'il s'est fait réélire sénateur de son État natal, le Kwara, situé dans le Sud-Ouest.

Mais la lune de miel n'a pas duré : quelques semaines plus tard, c'est contre l'avis du nouveau président qu'il est parvenu à prendre la tête de la chambre haute et à devenir le troisième personnage de l'État. Un premier bras de fer qu'il a remporté grâce au soutien des transfuges du PDP, ceux-là même qui, ces dernières semaines, ont aussi déserté l'APC.



REUTERS

L'ambitieux président du Sénat est l'héritier d'une grande famille.

Comptes offshore

Depuis, c'est la guerre des clans. Saraki et ses hommes n'ont cessé de s'opposer à des projets de loi soutenus par le président tandis que de graves accusations étaient portées contre eux. Un temps ciblé par un mandat d'arrêt, le président du Sénat a été suspecté d'avoir détourné d'importantes sommes d'argent et d'avoir fait de fausses déclarations de patrimoine. Ces allégations ont été renforcées par des révélations des Panama Papers impliquant Saraki et sa famille, mais elles furent finalement balayées par la justice qui, début juillet, déclarait Saraki innocent. Récemment, l'homme a aussi été mis en cause dans une affaire de cambriolage meurtrier. Certains des suspects ont affirmé avoir été payés par Saraki pour réaliser ce vol, qui a fait plus trente morts.

À la tête d'une importante fortune, propriétaire de luxueux appartements au Nigeria et au Royaume-Uni, de véhicules de luxe et de comptes offshore, cet ambitieux est aussi l'héritier d'une grande famille nigériane. Avant lui, son père, Abubakar Olusola, et sa sœur, Gbemisola Ruqayyah, ont été sénateurs de l'État de Kwara. Saraki bénéficie de puissantes relations : au mariage de sa fille Tosin, on pouvait voir le vice-président, Yemi Osinbajo, ou encore Aliko Dangote, l'homme le plus riche du pays.

Symbole de l'affairisme en politique pour ses détracteurs, Bukola Saraki croit en ses chances à la présidentielle de février 2019. Le 30 août, il annonçait qu'il serait candidat et participerait à la primaire du PDP, en octobre. JA

A.S.-T.

TRIBUNE

Jean Ping doit quitter le ring !

Il est des anniversaires au goût amer. S'il avait pris le pouvoir à l'issue de l'élection présidentielle du 27 août 2016, Jean Ping terminerait à présent sa deuxième année à la tête du Gabon. Tant s'en faut ! Défait, il n'a pas accepté les résultats. Le candidat malheureux s'est même proclamé élu.

Deux ans ont passé, mais il n'en démord pas. L'entêté du quartier des Charbonnages s'est retranché dans sa résidence de Libreville derrière de hauts murs d'obstination, sourd aux critiques, sans recul sur ses certitudes. Rien ne semble pouvoir l'en extirper. Jouer au président élu aussi longtemps après le scrutin, c'est exploser tous les records d'endurance en matière de contestation électorale. C'est aussi, malheureusement, donner à voir le spectacle d'un boxeur vaincu qui, s'affranchissant de toutes les règles, veut continuer le combat après le coup de gong.

L'infortuné y a cru jusqu'au bout. En mai 2017, à la suite de l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'État français, Ping, se considérant comme président élu, lui adresse une lettre de félicitations. Le but de la manœuvre ? « Je serai le président de la République du Gabon. Emmanuel Macron sera bien obligé de le reconnaître, même s'il ne le veut pas. » Une fois de plus, il se trompe. Ne voyant rien venir et fâché avec la terre entière, il tente le coup de force en lançant ses troupes à l'assaut du pouvoir : « Je ne vous retiens plus. Je vous enjoins d'organiser, dès aujourd'hui et sans limites, jusqu'au départ des putschistes, toute manifestation civique. » Il croyait disposer d'une armée de partisans prêts à tout pour lui. Il n'a pas vu le désenchantement démobiliser les siens. Ils ne sont plus nombreux à le croire capable d'inverser le cours des choses.

La lassitude faisant suite à l'usure, ses soutiens ont peu à peu renoncé à le convaincre de changer de stratégie. Les visiteurs ne se bousculent plus à sa porte, signe que le gros de ses partisans l'a lâché pour se tourner vers l'avenir. D'ailleurs, une partie majoritairement jeune de ces derniers prendra part, le 6 octobre, au scrutin couplé législatif et local, envers et contre le mot d'ordre de boycott lancé par le « président élu ». Un gâchis.



Georges Dougueli
Journaliste à *Jeune Afrique*

Si Ping avait écouté ses lieutenants les plus aguerris, il aurait transformé ce vote en deuxième tour de la présidentielle. Il aurait mis à profit la dynamique grâce à laquelle il a décroché 48,2 % des suffrages en 2016, talonnant Ali Bongo Ondimba, vainqueur avec à peine 5 594 voix de plus selon les résultats officiels. Il aurait eu la légitimité nécessaire pour se poser en leader d'une opposition parlementaire constructive ou, s'il le souhaitait, d'une force d'obstruction efficace. En choisissant l'activisme protestataire, il se place en marge de la vie politique, d'autant que, âgé de 75 ans, il est loin d'être favorisé par le calendrier électoral. Après le scrutin d'octobre, il n'y aura pas d'élections avant cinq ans.

En 2011, André Mba Obame avait convaincu l'opposition de boycotter les législatives en prenant prétexte de la dissolution de son parti, l'Union nationale. L'opposant décédé en 2015 excluait de cautionner la disparition de sa formation en investissant des candidats indépendants. Il a eu raison, le parti a fini par être réautorisé. En revanche, le boycott prôné par Ping et une poignée d'anciens dignitaires tenaillés par le ressentiment est une entreprise aventureuse dont on ne voit pas l'issue. Et pourtant, son parcours de haut commis sans histoires en témoigne, Ping n'est pas issu d'une culture de l'insurrection.

Le Togolais Gilchrist Olympio, tirant sa révérence politique au bout de quarante ans de tentative de conquête infructueuse de la présidence, en a tiré des enseignements : « Le combat ne doit plus s'exprimer dans la rue. Nous devons apprendre à négocier, approcher nos adversaires et confronter nos points de vue, les rassurer le mieux possible. Il en sort toujours quelque chose. Une nouvelle génération arrive au pouvoir et elle est beaucoup plus ouverte que les précédentes. »

Il n'est pas trop tard. Jean Ping peut encore changer d'avis et peser sur ce scrutin. Cela contribuerait à oxygéner la vie politique gabonaise qui essaie de se renouveler après deux années de guérilla politico-judiciaire dans un contexte de crise économique aiguë. Ce faisant, il s'aménagerait une sortie honorable. JA

MALI

Jusqu'où ira Soumaïla Cissé ?

Le chef de file de l'opposition refuse de reconnaître la victoire d'IBK à la présidentielle. Pas sûr pourtant qu'il soit en mesure d'inverser le rapport des forces.

BENJAMIN ROGER

Poing serré, écharpe d'élu vert, jaune et rouge sur le torse, il a encouragé ses partisans à ne pas baisser les bras. « Nous ne voulons pas un pays où le président est élu par la fraude, le bourrage des urnes et la falsification des résultats ! » a tonné Soumaïla Cissé, le 25 août, devant plusieurs milliers de manifestants. Dix jours après l'annonce de l'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) pour un second mandat, le leader de l'Union pour la République et la démocratie (URD) continue à rejeter les résultats officiels qui ont donné la victoire au président sortant, avec 67,2 % des voix au deuxième tour.

Pour l'ancien ministre des Finances, l'annonce d'une défaite qu'il se refusait à envisager a été dure à encaisser. D'abord parce qu'il est convaincu que la victoire lui a été volée : il a dénoncé de nombreux cas de fraude après le second tour, comme il l'avait fait après le premier. « Je ne me bats pas pour moi mais pour le Mali, insiste-t-il. Nous ne pouvons pas continuer comme cela. Soit nous instaurons une démocratie saine et vertueuse, soit nous nous enfonçons dans un système fondé sur la fraude et les mensonges. » Surtout, à 68 ans, et après trois candidatures infructueuses à la magistrature suprême, il sait qu'il a probablement laissé passer sa dernière chance d'entrer au palais de Koulouba. D'où sa volonté, aussi, de ne pas lâcher prise : « Je suis déterminé à faire reconnaître ma victoire. Je ne vais pas rester là à m'apitoyer sur mon sort. »

Nombreux sont pourtant ceux qui voient déjà en lui un Jean Ping malien. La Cour constitutionnelle a rejeté tous ses recours, et il n'a plus aucun moyen légal pour contester les résultats de la présidentielle. Reste, comme il dit, la « pression populaire, mais toujours dans une logique pacifique et non violente ».

Que peut-il espérer ? Certes, il bénéficie du soutien du chérif de Nioro, chef religieux influent et respecté au Mali. Le 25 août, il est aussi parvenu à rassembler davantage qu'une semaine plus tôt (seul un millier de ses partisans s'étaient alors réunis à Bamako). Pour autant, des doutes persistent quant à sa capacité de mobilisation.



REUTERS/LUC GNAGO

DÉFAITE PROMETTEUSE

Arrivés troisième et quatrième au premier tour, Aliou Boubacar Diallo (8 % des voix) et Cheick Modibo Diarra (7,4 %) entendent profiter de leur bon score à leur première élection présidentielle pour s'installer durablement dans le paysage politique malien.

Le patron de la société minière Wassoul'Or, qui est l'un des hommes les plus prospères du Mali, va organiser un congrès de son parti, l'Alliance démocratique pour la paix-Maliba (ADP-Maliba), avant les législatives. « Nous avons pour objectif de renforcer notre groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Nous voulons nous imposer comme la locomotive du vrai changement au Mali », explique cet homme à la double casquette.

De son côté, Cheick Modibo Diarra, l'ex-Premier ministre de la transition, devrait formaliser l'alliance électorale qu'il a formée avec Moussa Mara, ancien chef du gouvernement également. Les deux hommes, populaires à Bamako, souhaitent constituer une coalition commune pour les législatives afin d'avoir leur propre groupe parlementaire.

B.R.



Le leader de l'URD, à Bamako, le 18 août.

Les manifestations de ces derniers jours ont été bien moins denses que celles organisées avant le scrutin – mi-2017, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient envahi les rues de la capitale pour contraindre IBK à enterrer son projet de révision constitutionnelle.

Sens des responsabilités

Le taux de participation historiquement bas du second tour a également montré que les Maliens s'étaient désintéressés de cette élection. « Ils savent très bien qu'IBK a fraudé. Mais beaucoup préfèrent ça à une crise postélectorale qui enfoncerait encore un peu plus le Mali », croit savoir un diplomate étranger basé à Bamako.

Dans ce combat qu'il entend mener, Cissé ne bénéficie pour l'instant pas de l'appui franc des autres opposants. Ni Aliou Boubacar Diallo ni Cheick Modibo Diarra, arrivés respectivement en troisième et quatrième position du premier tour, n'ont appelé à voter pour lui. Aucun des deux ne le soutient dans sa contestation. « Il y a eu des fraudes massives à nos dépens au premier tour. Tout ce qui s'est passé après, sur la base de résultats que nous ne reconnaissons pas, ne nous concerne pas », tranche Aliou Boubacar Diallo.

« Oui, il y a eu des fraudes et des irrégularités. Mais cela a-t-il pour autant inversé le sens du vote ? s'interroge Moussa Mara, ex-Premier ministre et allié de Cheick Modibo Diarra. L'attitude de Soumaïla Cissé n'est pas constructive. Elle est même de nature à créer des troubles dont nous n'avons pas besoin. »

Autre paramètre important, voire décisif pour Cissé : le positionnement des voisins et des Occidentaux. Et, là encore, la situation ne paraît pas tourner à l'avantage du chef de file de l'opposition malienne. Plusieurs dirigeants occidentaux et africains de premier plan – Emmanuel Macron, Macky Sall, Mohamed Ould Abdelaziz – ont reconnu la victoire d'IBK avant même la proclamation des résultats définitifs. La plupart se font peu d'illusions sur la régularité du scrutin, mais préfèrent privilégier la stabilité du Mali. Ces derniers jours, Soumaïla Cissé a reçu plusieurs coups de fil de responsables étrangers, comme António Guterres, Idriss Déby Itno ou encore Jean-Yves Le Drian, le ministre français des Affaires étrangères. Tous lui ont délivré en substance le même message : « Nous comprenons votre amertume, mais vu la situation nous en appelons à votre sens des responsabilités. »

Dans l'entourage d'IBK, on considère que le match est plié. « Il est seul mais il s'entête. Nous déplorons cette attitude. Qu'il accepte sa défaite pour qu'on puisse avancer », glisse un proche du président. Face à Cissé, qui promet de poursuivre sa mobilisation dans la rue, le pouvoir veut faire preuve de fermeté. « Le gouvernement fera respecter la loi et œuvrera à préserver l'ordre public. Nous considérons que les manifestations liées au processus électoral, qui est définitivement clos, n'auront bientôt plus de raison d'être », prévient le Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga.

IL N'A PAS ENCORE DÉCIDÉ SI SON PARTI BOYCOTTERAIT LES LÉGISLATIVES DU 28 OCTOBRE...

Ce climat tendu peut-il menacer la tenue des législatives, dont le premier tour est prévu le 28 octobre ? Il n'en est pour le moment pas question. Quant au parti de Cissé, l'URD, il n'a pas encore décidé s'il prendrait part à ces élections. « Mais il faudra que les conditions minimales de transparence soient remplies pour que nous participions », prévient Cissé.

Au-delà des postures politiques, il devra surtout composer avec les désirs des barons de l'URD, qui n'ont aucune envie de céder leurs sièges de députés – et les privilèges qui vont avec. En attendant, lui se dit prêt à faire une croix sur son statut de chef de file de l'opposition. « Je n'ai pas besoin de ça pour exister ! » JA

Tuo Fozié, du maquis à la préfecture

Ce n'est pas le plus connu des anciens chefs de la rébellion, mais c'est sans doute l'un des plus respectés. Nommé à Bouaké, une ville réputée frondeuse, il va avoir fort à faire.

***VINCENT DUHEM**, à Abidjan*

Tuo Fozié se souviendra longtemps du 19 septembre 2002. Parce que ce jour marqua le début de la rébellion ivoirienne, mais aussi parce qu'il faillit y perdre la vie. Ce soir-là, des centaines d'hommes en armes tentent de s'emparer de casernes à Abidjan. Le coup d'État a beau avoir été préparé pendant de longs mois entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, c'est un échec. Les putschistes se lancent dans un repli désorganisé. Parmi eux, Tuo Fozié, un adjudant des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (Fanci). Non loin du camp d'Agban, il essuie des tirs, mais les assaillants ratent leur cible. Fozié parvient à rassembler ses éléments et à gagner Bouaké.

Nommé ce 6 août préfet de la grande ville du Centre et installé dans ses fonctions le 22, Fozié n'est pas le plus connu des anciens chefs de la rébellion. Il fut pourtant le premier porte-parole du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI, l'ancêtre des Forces nouvelles, les FN). Les Ivoiriens découvrent son visage sur les écrans de télévision quelques jours après le coup d'État manqué. Il y apparaît aux côtés du sergent Chérif Ousmane et prononce pour la première fois à l'antenne le nom de leur leader, Guillaume Soro. Ils le reverront le 17 octobre 2002, vêtu d'un tee-shirt rouge et d'une veste de treillis sans manches, la démarche hésitante, signer sous une cahute de paille le premier d'une longue série de cessez-le-feu. « Fozié fait partie de ceux qui ont installé le système militaire dans les zones Centre, Nord et Ouest [contrôlées par les rebelles après le 19 septembre] », explique l'un des cadres des FN.

Fozié n'est pas non plus le plus médiatique des anciens chefs rebelles. C'est un homme discret à la voix nasillarde, originaire de Nganon, un village situé entre Korhogo et Boundiali, au cœur de ce pays sénoufo mystique, où sa famille est connue et respectée. Particulièrement imprégné de sa culture et de ses racines, ce musulman pieux y possède depuis 2007 une vaste exploitation agricole. Il y cultive des fruits, y élève des volailles et organise des formations pour les jeunes de la région.

Combattant respecté, décrit comme proche de ses hommes, Fozié, 55 ans, a toujours été un peu à part au sein de la nébuleuse des FN. Sous-officier pendant une dizaine d'années, il entame sa carrière militaire au sein du bataillon blindé d'Abidjan puis la poursuit dans le Groupement des sapeurs-pompiers militaires du général Robert Gueï. Bon sprinteur, il intègre la section sports de l'armée ivoirienne et effectuera plusieurs stages au centre sportif de Fontainebleau, en France, comme quelques-uns des grands noms de la rébellion : Ibrahim Coulibaly (IB), Issiaka Ouattara (dit Wattao) et Chérif Ousmane.

Contrairement à eux, Fozié n'est pas en première ligne lors du coup d'État de Gueï,

Lors des mutineries de 2014, la préfecture de Bouaké est vandalisée, portes et fenêtres arrachées. Depuis, le site n'a toujours pas été réhabilité. Tuo Fozié siégera, comme son prédécesseur, dans une villa d'un quartier résidentiel qui appartient à l'ancien ministre Rémi Allah Kouadio.



en décembre 1999. Il fera en revanche partie de l'équipe qui se retournera contre le nouveau chef de la junte et attaquera sa résidence dans la nuit du 17 au 18 septembre 2000, lors du « complot du cheval blanc ». Arrêté, Chérif Ousmane aura les dents brisées à la pince-monseigneur. Wattao sera roulé dans les barbelés. Fozié, lui, parviendra à s'enfuir au Burkina.

Impréparation fatale

Grimper dans la hiérarchie des FN l'intéresse peu. En mars 2003, il est nommé ministre de la Jeunesse et du Service civique, après la signature des accords de Linas-Marcoussi. Il quitte donc Bouaké pour Abidjan, renonçant de fait au commandement de la zone 3, que lui et Chérif Ousmane se partageaient.

Mais tout le monde ne passe pas facilement de la guerre à la politique. Sans réel budget, mal préparé à la mission qui lui a été confiée, il n'est pas reconduit par le Premier ministre Charles Konan Banny, fin 2005. À sa sortie du gouvernement, il prend la direction de la police et de la gendarmerie des FN. Il habite de nouveau à Bouaké, mais ne dirige plus de camp militaire et ne dispose plus que d'un noyau d'une trentaine de fidèles. Il demeure l'un des cadres de la rébellion et sera un relais important auprès des populations et des chefs traditionnels, mais n'est plus un comzone.

DISCRET ET PROCHE DE SES HOMMES, IL A TOUJOURS ÉTÉ UN PEU À PART AU SEIN DE LA NÉBULEUSE DES FORCES NOUVELLES.



L'ex-comzone a été officiellement installé dans ses nouvelles fonctions le 22 août.

APA

Traversée du désert

Sa nomination comme préfet de la région du Gbêkê a été bien accueillie à Bouaké. « Fozié a plus de crédit que les anciens comzones, souligne un notable local. Son nom n'est pas associé aux abus de la rébellion. Il n'a jamais eu de surnom guerrier, n'a jamais cherché la lumière et les honneurs et n'a jamais flambé dans les boîtes de nuit de la ville. Il n'a pas amassé de fortune et a même connu plusieurs années de galère après sa sortie du gouvernement. »

Un expert militaire français confirme que « Fozié s'est toujours senti mal à l'aise dans l'ambiance de non-droit qui régnait pendant la rébellion ». Seule véritable ombre au tableau : le massacre d'une soixantaine de gendarmes le 6 octobre 2002 à la prison du IIIe bataillon d'infanterie de Bouaké par des éléments du MPCI, dont il était alors le chef des opérations. Fozié a toujours dit n'avoir rien à se reprocher.

Les défis qui l'attendent aujourd'hui sont immenses. La deuxième ville du pays, dont sa femme est originaire, cultive son esprit de contradiction. Sa population s'estime abandonnée par les autorités. Elle a manifesté sa colère en 2014 lors de l'augmentation du prix de l'électricité et fait face cette année à une longue pénurie d'eau. C'est aussi une ville garnison qui fut l'épicentre des mutineries des dernières années. Depuis plusieurs mois, les armes se sont tues à Bouaké. Les meneurs des différents soulèvements ont pour l'instant renoncé à mobiliser les anciens rebelles autour de nouvelles revendications. Certains ont accepté les formations proposées par les autorités. Mais le feu couve toujours.

Dans l'entourage du nouveau préfet, certains estiment que sa nomination, après quatre ans passés à la préfecture de Bounkani, est une marque de confiance de la part du chef de l'État. D'autres sont plus méfiants et craignent que cet homme inclassable, qui ne s'est fait que peu d'ennemis, soit instrumentalisé. « Il y a beaucoup de coups à prendre et Fozié en est parfaitement conscient », conclut un de ses vieux amis. JA

AFRIQUE DU SUD



BRENT STIRTON / GETTY IMAGES

Manifestation contre les meurtres de fermiers blancs, le 25 novembre 2016, à Pretoria.

Des Blancs pas très clairs

Au nom de la défense des droits légitimes de la minorité afrikaner, des groupes d'extrême droite agitent le spectre d'une guerre raciale, parvenant même à se faire entendre jusqu'à Washington.

JULIE BOURDIN

Il aura suffi d'une émission truffée de contrevérités sur la chaîne Fox News à la fin du mois d'août, et du tweet consécutif de Donald Trump déclarant avoir demandé l'ouverture d'une enquête sur les meurtres de fermiers blancs en Afrique du Sud, pour que les relations entre Washington et Pretoria se raidissent brutalement. Agacées, les autorités sud-africaines ont dénoncé des déclarations « alarmistes », « fausses » et « politiquement biaisées ». Mais ça n'est pas la première fois que le mythe d'une guerre raciale est ainsi relayé dans les médias, si bien qu'en mars l'Australie s'était dite prête à accorder des visas aux agriculteurs « persécutés ».

Si de telles thèses sont parvenues à trouver un écho hors des frontières sud-africaines, c'est parce qu'elles sont répercutées par l'*alt-right* américaine, cible d'une intense campagne de lobbying de la part de plusieurs organisations sud-africaines d'extrême droite. Parmi celles-ci, les Suidlanders, un groupe aux accents survivalistes né en 2006, revendiquent près de 10 000 membres. Ils annoncent l'effondrement prochain de l'Afrique du Sud et militent pour un retour à une stricte ségrégation raciale. Son porte-parole, Simon Roche, et l'un de ses cadres, André Coetzee, ont effectué en 2017 un voyage aux États-Unis pour récolter des fonds – officiellement pour acheter de l'essence en prévision de « l'anarchie » à venir. Ils ont approché des figures conservatrices telles que l'animateur de radio Alex Jones, ou encore le groupe néonazi Identity Evropa. Deux années de suite, Roche a été invité à s'exprimer à la Conférence de la renaissance américaine, qui rassemble nombre de suprémacistes blancs.

Campagnes de lobbying

Aujourd'hui, affirme Simon Roche, les membres des Suidlanders accueillent souvent des journalistes étrangers et partagent avec eux leur « vision » de l'Afrique du Sud. Ils ont notamment aidé la Canadienne d'extrême droite Lauren Southern à réaliser un documentaire sur les meurtres de fermiers blancs qui a été diffusé en juin. Les représentants des Suidlanders affirment à JA avoir accueilli le tweet de Donald Trump comme une « bonne nouvelle », précisant qu'ils se préparaient « à une grande bataille ».

Une autre organisation se targue d'avoir popularisé la théorie du « génocide blanc » et de l'avoir fait remonter jusqu'à Donald Trump : Afriforum, une association – controversée elle aussi – de défense de la minorité Afrikaner créée en 2006. Elle se présente comme une ONG de protection des droits des minorités et revendique 186 000 membres. Très présente sur les réseaux sociaux, elle possède sa propre université et son site internet.

Depuis 2017, elle mène d'agressives campagnes de lobbying à l'étranger. Ses dirigeants, Ernst Roets et Kallie Kriel, se sont rendus aux États-Unis en mai, approchant divers think tanks et médias conservateurs, mais aussi l'agence américaine de développement international USAID, le sénateur républicain Ted Cruz, ou encore le journaliste Tucker Carlson... qui n'est autre que le présentateur de l'émission de Fox News qui a déclenché le tweet de Donald Trump.

Ce que Fox News n'a toutefois pas précisé, c'est que, selon l'organisation sud-africaine AgriSA, les assassinats de fermiers sont à leur plus bas niveau depuis vingt ans et que les Blancs demeurent sous-représentés dans les statistiques globales de victimes de meurtres dans le pays. JA



Le Bénin se positionne dans le peloton de tête des pays d'Afrique notés par Standard & Poor's

Le 05 juillet 2018, l'agence de notation internationale Standard & Poor's a attribué la note B+ à la République du Bénin, associée à une perspective stable. Cette notation positionne le Bénin, à l'instar du Sénégal et du Kenya, au premier rang des pays d'Afrique évalués par l'agence Standard & Poor's (hors Afrique du Sud et Maroc), devant des pays tels que le Nigéria ou le Rwanda (B, perspective Stable).



Le Bénin met ainsi fin à sept (07) années sans notation, la dernière datant de 2011

La notation financière souveraine apprécie la capacité d'un gouvernement à faire face à ses engagements financiers. Cette bonne note attribuée au Bénin conforte donc les investisseurs sur la qualité de crédit de l'État.

Standard & Poor's a particulièrement relevé le dynamisme de l'administration actuelle et la stabilité politique - unique dans la sous-région - de la démocratie béninoise.

L'agence de notation explique sa note par une amélioration notable de la gestion macro-économique du pays sous le leadership du Président Patrice Talon

Standard & Poor's met l'accent sur le renforcement de la gouvernance publique et la responsabilité des institutions. Elle souligne également les réformes mises en œuvre pour soutenir la croissance économique et poursuivre l'ajustement budgétaire, dans le cadre du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG).

Standard & Poor's met principalement en avant l'amélioration de la collecte des recettes, grâce à un dynamisme accru de l'activité économique, associé à de meilleures performances de la filière coton et une série de réformes visant à améliorer la collecte de l'impôt. Par ailleurs, les efforts liés au climat des affaires, notamment la création des tribunaux de commerce et l'adoption de décrets et lois visant l'accroissement de la transparence, y compris dans la passation des marchés publics, constituent également des réformes importantes plébiscitées par l'agence de notation. Cette dernière souligne que le succès dans la mise en œuvre de ces réformes stimulera la confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs étrangers.

Standard & Poor's prévoit pour le Bénin un taux de croissance qui restera élevé



Avec un taux de croissance moyen de 6,3% sur la période 2018-2021, soutenu aussi bien par les investissements publics que privés. Le déficit budgétaire devrait se réduire, d'après l'agence, à 4,0% en moyenne sur la période 2018-2021 contre le niveau de 7,6% du PIB enregistré en 2015. Elle anticipe un taux d'endettement d'environ 50% du PIB et un déficit extérieur courant qui se réduirait à 7% du PIB à l'horizon 2021.

En perspective, Standard & Poor's affirme qu'une progression supplémentaire de la note du Bénin est accessible dans un scénario de croissance économique plus forte que prévue, associée à une baisse des déficits budgétaire et extérieur ainsi qu'une réduction significative de la dette publique rapportée au PIB.

Plus d'informations sur **www.finances.bj** et sur **www.revealingbenin.com**

@PresidenceBenin | facebook.com/presidencebenin



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

CAMEROUN

RENCONTRE AVEC...

Christian Penda Ekoka

Conseiller du président et membre du RDPC, cet économiste inclassable ne fera pourtant pas campagne pour la réélection de Paul Biya le 7 octobre. Il explique à JA les raisons de cette prise de position aussi retentissante que courageuse.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Il avait déjà refusé de signer la pétition des dignitaires du Littoral – sa région d'origine – appelant Paul Biya à briguer un septième mandat. À 66 ans, l'économiste Christian Penda Ekoka tourne une nouvelle fois le dos au locataire du palais d'Etoudi dont il est pourtant l'un des conseillers : il ne fera pas campagne pour la réélection de Paul Biya. Et ce n'est pas tout. Encarté au Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) depuis vingt-deux ans, ce militant connu pour ses vidéos virales sur la Toile devrait aussi prendre fait et cause publiquement pour l'un des candidats de l'opposition. S'il affirme ne pas avoir encore décidé lequel, il confesse des convergences de vues avec certains d'entre eux. Mais il avertit qu'il ne leur accordera pas de blanc-seing.

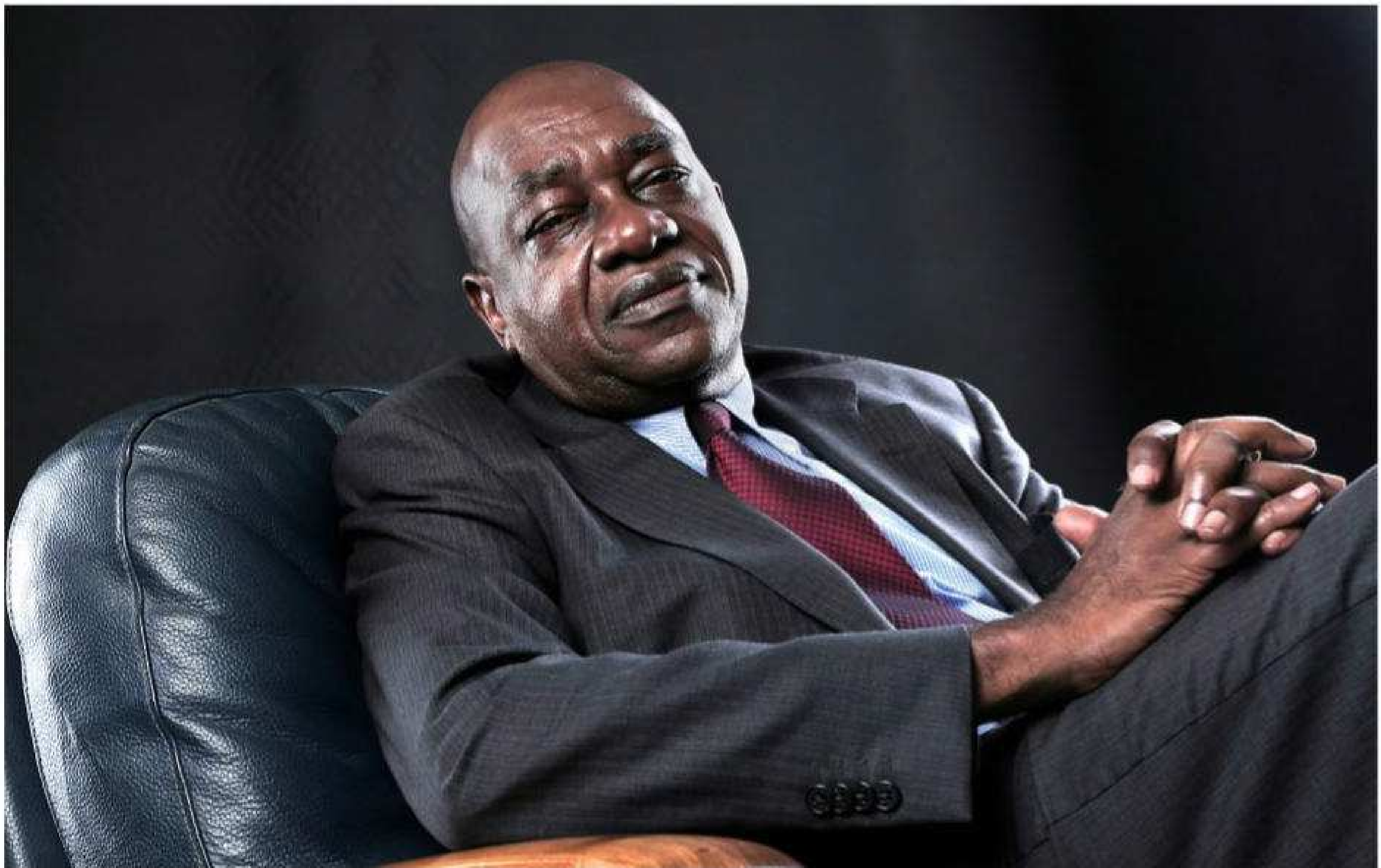
Christian Penda Ekoka reproche au président camerounais sa stratégie des petits pas, qu'il juge dépassée et inopérante au regard de l'importance des enjeux. « Le monde va très vite, le Cameroun, trop lentement », résume celui qui se présente comme un libéral de gauche. Selon lui, c'est ce décalage qui crée des dysfonctionnements et engendre les crises dans lesquelles le pays s'enlise. « Le Cameroun souffre de ses défaillances de leadership et d'insuffisances institutionnelles. » Mais Penda Ekoka est persuadé que le pays peut encore tenir son rang. « Cela exige des réformes en profondeur des institutions, certes. Il faut un dirigeant qualifié pour impulser le changement escompté, un leader qui cesse d'isoler le pays du reste du monde, qui s'arrime au train de la modernité. » Paul Biya en a-t-il encore la force, l'énergie et surtout la volonté ? L'économiste rétorque que ce n'est pas à lui d'en juger, mais glisse : « Après une cinquantaine d'années au service de l'État, on devrait aspirer au repos. » Il se dit également convaincu de ne pas être la seule voix dissonante au sein du RDPC. À l'en croire, beaucoup n'osent pas formuler leur désir de changement. « Nous avons au Cameroun une formule très contre-productive : "On va faire comment ?" Comme s'il n'y avait pas de solution. La société est résignée, défaitiste, fataliste. C'est cette pensée monolithique qui est dangereuse. »

Électron libre

Interrogé sur l'incongruité qu'il pourrait y avoir à être membre du RDPC et à refuser de soutenir son candidat, il explique que la présidentielle n'est pas une élection de partis : « Je ne voyage pas avec l'étiquette RDPC collée au front, mais avec des convictions. »

« APRÈS UNE CINQUANTAINE D'ANNÉES AU SERVICE DE L'ÉTAT, ON DEVRAIT ASPIRER AU REPOS. »

Il y avait pourtant au départ une certaine alchimie entre la classe politique et cet ingénieur diplômé de Polytechnique Montréal qui a suivi des études d'économie, de finance et de management. Haut cadre de la Société nationale d'investissement (SNI) à tout juste 30 ans, il démissionne au début des années 1990 pour créer un cabinet de conseil international. Alors qu'il parcourt l'Afrique et les Caraïbes pour le compte de diverses institutions internationales (dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement), il est régulièrement sollicité par les autorités camerounaises que ses analyses et sa liberté de ton séduisent. Le RDPC aussi le repère. Sans le consulter et alors même qu'il n'en fait pas encore partie, la formation le nomme chargé de mission en 1992. Ce qu'il décline. Il ne rejoindra finalement le parti présidentiel qu'en 1996. Le voici membre d'un groupe de réflexion au côté de Joseph Charles Doumba, alors secrétaire général du parti. En 2004, l'électron libre participe à la création d'un courant moderniste et réformateur, pour faire du RDPC un vrai parti de développement. « Nous voulions libérer le président Paul Biya, pris en otage par quelques-uns de nos militants. » Ce courant a vite disparu, victime de camarades qui voulaient l'utiliser comme tremplin pour leur carrière. « Un jour, Martin Belinga Eboutou [l'ancien directeur


IBOGA STUDIO CAMEROUN

du cabinet civil] m'a demandé si je voulais être ministre ou directeur général de l'une de nos grandes entreprises d'État, raconte Penda Ekoka en évoquant les circonstances de sa nomination comme conseiller du chef de l'État. Mais cela ne m'intéressait pas. » Après deux années de travail sans contrepartie – une étrangeté au Cameroun, où tout se monnaie – dans l'ombre de Belinga, Christian Penda Ekoka se voit proposer en 2010 ce poste qu'il dit n'avoir jamais convoité. Très critique envers le système, il accepte néanmoins « pour changer les choses de l'intérieur ».

En huit ans, il rédige une centaine de notes sur des sujets aussi divers que la promotion du bilinguisme – avant la crise anglophone –, le rétablissement d'une liaison ferroviaire expresse entre Yaoundé et Douala, la renégociation des droits de transit du pipeline Tchad-Cameroun… « Biya lit toutes les notes qui lui sont adressées », dit Penda Ekoka, qui sait que ses recommandations n'ont pas toujours été suivies, et c'est peu dire !

Aux premières semaines de la crise anglophone, il a ainsi appelé en vain à l'ouverture de négociations, y compris avec les sécessionnistes. « Prôner la sécession, c'était simplement adopter une position extrême de négociation. On aurait pu trouver des compromis et éviter l'escalade dans la violence. » Il ajoute que cette crise aura été une occasion manquée de réformer les institutions, en optant par exemple pour une autonomisation profonde des régions.

Ni aigri ni frustré

Penda Ekoka reproche aussi à l'exécutif de laisser libre cours à la corruption en tardant à faire appliquer l'article 66 de la Constitution, qui impose aux personnes occupant de hautes fonctions dans l'administration de déclarer leur patrimoine. « Des fonctionnaires blanchissent en toute impunité, notamment dans l'immobilier, l'argent qu'ils détournent. Ils construisent des immeubles de standing aux loyers prohibitifs qui restent vides. Les propriétaires sont pourtant connus ! » Et d'ajouter : « Ce qui manque au Cameroun, c'est une classe politique responsable, qui s'exprime vraiment au nom de la population. Il n'y a pas chez nous, comme au Sénégal, un personnel politique varié de remplacement. »

Père de trois enfants, deux fois grand-père, ce conseiller pas comme les autres travaille depuis un an à la mise sur orbite, en dehors du RDPC, d'un mouvement, Agir, qui entend influencer la politique camerounaise et pousser les mentalités à changer. À ceux qui lui font remarquer qu'il aurait pu contribuer à l'élaboration du programme du candidat Biya, il rétorque : « Pourquoi me battrais-je pour un candidat que je ne soutiens pas ? »

Pour oser quitter ainsi le camp présidentiel, n'aurait-il pas quelque aigreur, comme l'affirment ses détracteurs ? « Ni aigreur ni frustration. Mes convictions reposent sur des faits et non sur la colère. » A-t-il conscience que ce retrait est un suicide politique ? « Être conseiller n'est pas mon oxygène. On ne fait rien d'extraordinaire la peur au ventre. » JA



MAROC

Royales disg



Mohammed VI lors du lancement du programme « Al Hoceima, ville phare de la Méditerranée », à Tétouan, en octobre 2015.

MAP

râces

En deux décennies de règne, Mohammed VI a limogé une bonne vingtaine de ministres. Pour quelles raisons ? Que sont-ils devenus ? Leur mise à l'écart est-elle irréversible ? De Driss Basri à Mohamed Boussaïd, tentative de recensement.

FAHD IRAQI, *à Casablanca*

Les exemples ne manquent pas. Quand il s'agit de licencier de hauts commis de l'État, le Palais a souvent le sens de la mise en scène. Un directeur d'une entreprise publique qui apprend son limogeage par SMS en pleine cérémonie officielle. Un patron d'office qui reçoit à sa descente d'avion une alerte médias annonçant la fin de ses fonctions. Un autre qui se voit refouler au pied de l'avion royal alors qu'il s'apprêtait à accompagner Mohammed VI lors d'une tournée africaine. Un ministre qui apprend qu'il est suspendu – avant d'être viré – alors qu'il préside, depuis la tribune d'honneur, un événement sportif. Un chef de gouvernement convoqué qui se fait notifier son remplacement par des conseillers royaux…

Soudains et parfois mortifiants, les limogeages prononcés par Mohammed VI ont toujours fait jaser. La première décision du genre a concerné feu Driss Basri, le plus fidèle, le plus craint et le plus exécré des serviteurs de Hassan II, mis sur la touche trois mois après l'intronisation de son fils. La déchéance du grand vizir en disait déjà long sur les affres que pouvait connaître une personnalité bannie par le roi. Alors qu'il avait été le deuxième homme le plus

puissant du royaume, Driss Basri a vécu ses derniers jours à Paris en situation irrégulière, ayant été privé de son passeport pendant plusieurs mois. Le timing relève toujours de la seule initiative royale, comme pour rappeler que la monarchie a la totale maîtrise du temps politique. « Mais il ne faut pas se leurrer, de telles décisions viennent en réaction à un contexte politique, nuance un politologue sous le couvert de l'anonymat. Virer des ministres, c'est comme faire sauter des fusibles quand le courant devient dangereux ou quand la pression de la rue devient trop forte. »

Pris de court

Le rythme des limogeages semble toutefois s'accélérer. Mohammed VI utilise davantage l'article 47 de la Constitution, qui lui permet de nommer ou de destituer des ministres. Sur les trois dernières années, pas moins de dix ministres ont été congédiés tandis que cinq de leurs anciens collègues ont été bannis de la haute fonction publique. Le plus souvent, ces décisions sont justifiées et n'ont nul besoin d'explications supplémentaires. Parfois, elles soulèvent des interrogations auxquelles les communiqués du cabinet ou de la maison royale ne répondent pas. C'est le cas avec Mohamed Boussaïd, dernière victime en date. Le ministre de l'Économie et des Finances avait survécu au séisme politique qui a suivi les événements d'Al Hoceima..., mais il a été débarqué au lendemain des cérémonies officielles de la dernière Fête du trône. Le communiqué du cabinet royal en date du 1er août invoque le sacro-saint principe de reddition des comptes, nouvel élément de langage du discours royal, sans détailler en quoi les comptes de Boussaïd n'étaient pas bons.

« De nombreuses versions circulent, explique le politologue, mais tout porte à croire que c'est pour des considérations politiques qu'il a été mis à l'écart. Entre les suspicions de complaisance au profit de Moulay Hafid Elalamy (cession de son groupe Saham pour 1 milliard de dollars) et la campagne de boycott ciblant directement Aziz Akhannouch, il fallait bien sacrifier un gros calibre du Rassemblement national des indépendants [RNI]. » Le communiqué royal a d'ailleurs pris soin de signifier que ce principe de reddition des comptes s'applique « à tous les responsables, quels que soient leur rang ou leur appartenance ».

Ces considérations politiques ont aussi conduit à supprimer le secrétariat d'État chargé de l'Eau, occupé par Charafat Afilal. La décision a pris de court toute la classe politique, à commencer par le parti de l'intéressée (PPS), qui l'a appris en même temps que l'opinion. « Vu les couleuvres qu'avale Saadeddine El Othmani, il est probable que le roi lui a concédé ce limogeage, décrypte notre source. Une façon de crédibiliser la thèse selon laquelle le chef du gouvernement est consulté lors de tels changements, alors que tout le monde sait que le patron de l'exécutif est juste informé des décisions royales, et non décisionnaire. »

Si le mode de congédiement diffère, les principaux intéressés se réfugient chaque fois dans un silence approbateur. Difficile pour ces hauts commis de commenter une décision royale, quand bien même elle torpillerait leur carrière politique. D'autant que la perspective d'un retour en grâce n'est jamais exclue. L'écrasante majorité de ces « réprouvés » gravite toujours autour de la sphère politique, avec l'espoir caché de rebondir un jour. Car si le désaveu royal peut être d'une cruelle dureté, le pardon du souverain n'a pas son égal. JA

ILS PEUVENT REBONDIR



DR

Ahmed LAKHRIF

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 2007 à 2008

« Le gouvernement de Sa Majesté le Roi a appris que depuis plusieurs mois les autorités espagnoles accordaient la nationalité espagnole à plusieurs hauts responsables marocains. » C'est par ces mots que le cabinet royal a justifié, par communiqué, le limogeage d'Ahmed Lakhrif. Ce natif de Smara, qui venait de boucler sa première année au secrétariat d'État, était en effet candidat à l'obtention de la nationalité espagnole. Et l'a obtenue alors même qu'il était membre du gouvernement.

Le désaveu royal ne l'a pas empêché de poursuivre sa carrière : élu municipal de Laayoune, il est l'un des hommes clés du parti de l'Istiqlal au Sahara et s'est même fait élire à la Chambre des conseillers en 2015. Lakhrif tient désormais un discours plus convaincant à propos de la « marocanité du Sahara », et cette étiquette de Sahraoui pourrait favoriser son retour aux affaires. JA

Mohamed **OUZZINE**

Ministre de la Jeunesse et des Sports de 2012 à 2015

Une raclette géante, des stadiers qui tentent de faire dégorger la pelouse du stade Moulay-Abdellah, transformée en marécage… Les images diffusées en direct dans le monde entier en décembre 2014, lors d'un match du Mondial des clubs qu'abritait le Maroc, ont fait du royaume la risée de la planète football. Mohamed Ouzzine est lourdement sanctionné: le Palais lui interdit de remettre les pieds dans un stade jusqu'à la fin d'une enquête ordonnée par le roi. Message reçu 5 sur 5: il présente sa démission. Elle est validée vingt jours plus tard par un communiqué qui détaille les irrégularités constatées par l'enquête. Mais Ouzzine réussit à se relancer: en 2016, il est élu député dans son fief d'Ifrane. Aujourd'hui, il lorgne le secrétariat général du Mouvement populaire. Le parti servant généralement d'appoint aux majorités gouvernementales, un retour d'Ouzzine n'est pas à écarter. JA


MAP


MOHAMED DRISSI KAMILI POUR JA

Mohamed **BOUSSAÏD**

Ministre des Finances de 2013 à 2018

Deux jours avant son limogeage, il assistait aux cérémonies de la Fête du trône. « Rien dans son comportement ne laissait transparaître qu'il savait qu'il allait se retrouver sur la touche, nous confie un fonctionnaire du département des Finances. Il avait même des réunions et des rendez-vous prévus la semaine suivante! » Mais sa longue expérience de wali et de ministre lui a sans doute appris que de tels fauteuils sont des sièges éjectables. Déjà, en 2010, Boussaïd avait dû quitter subitement le département du Tourisme au profit d'une autre recrue du RNI, Yasser Znagui. Deux mois plus tard, le natif de Fès était nommé wali de la région d'Agadir, avant d'être promu wali du Grand Casablanca, en 2012.

Récemment, sa sortie maladroite contre les boycotteurs – qualifiés d'écervelés – a ruiné la petite cote de popularité dont il jouissait dans l'opinion. Mais il prend ce nouveau désaveu royal avec sagesse, se résignant à servir de bouc émissaire du RNI, violemment attaqué ces derniers mois. Il se fait désormais discret, quittant rarement sa villa de Bouznika. En attendant des jours meilleurs… JA

El Habib **CHOUBANI**

Ministre chargé des relations avec le Parlement de 2012 à 2015

L'idylle dont il a été le héros lui a valu bien des surnoms: Don Juan d'Errachidia (région où il est élu depuis 2002), Roméo de Bejaad (où il est né en 1963)… El Habib – littéralement, « l'amant » – entretenait une relation avec sa directrice de cabinet, Soumia Benkhaldoun, promue ministre déléguée à l'Enseignement supérieur en 2013. Révélée par un rival politique, l'amourette met le Parti de la justice et du développement (PDJ) dans de sales draps, d'autant que l'un est marié et l'autre à peine divorcée. Sous pression, tous deux présentent leur démission du parti islamiste. Et le réajustement ministériel décidé par le roi en mai 2015 vient les « délivrer ». Deux mois après, les amants se marient – en toute discrétion – à Témara. Mais Choubani n'a pas renoncé à la politique. Il entre dans le club très sélect des douze nouveaux présidents de région, élu à Draa Tafilalet. Et reste un cador du PJD, prêt à rebondir. Quant à Soumia Benkhaldoun, elle n'apparaît plus que dans des meetings mineurs. Lors des législatives de 2016, le parti refuse sa candidature dans la circonscription de Rabat… au profit de celle de son frère, Réda Benkhaldoun. JA


AIC PRESS

ILS SONT PRATIQUEMENT HORS JEU


AIC PRESS

Abdelaadim EL GUERROUJ
Ministre délégué à l'Éducation nationale de 2013 à 2015

Dès janvier 2014, le ministre haraki se trouve en difficulté : une facture de 33 000 dirhams (3 000 euros) de chocolat a été réglée par son département pour une livraison destinée à un événement personnel. El Guerrouj a beau répéter qu'il s'agit d'une simple erreur de commande, finalement réglée de sa poche, le mal est fait. Devenu la risée des internautes, le ministre est démis de ses fonctions en mai 2015. Il interprète cette sanction comme une trahison de son parti, le Mouvement populaire.

Ce fils de la très influente confrérie bouchichiya prend alors ses distances. Il se reconvertit dans le secteur du BTP et crée AG&G Strategy, s'associant avec Grupo Casais pour monter la filiale locale de ce groupe portugais. Ses proches assurent qu'il a fait une croix sur la politique, mais rien ne dit qu'il ne changera pas d'avis… JA

Mohamed HASSAD
Ministre de l'Éducation nationale en 2017

Il est l'un des survivants de l'ère Benkirane, repêché lorsque Saadeddine El Othmani est nommé chef du gouvernement. Il passe alors de l'Intérieur à l'Éducation. Preuve que ce dernier département est considéré comme un « ministère de souveraineté » ? Tout le laisse à penser, y compris le profil de technocrate de Mohamed Hassad. À ceci près que l'homme est ministre sous une bannière politique, celle du Mouvement populaire (MP). Le signe ultime qu'il ne jouit d'aucun appui royal apparaîtra en octobre 2017. Son nom figure alors parmi les ministres limogés par Mohammed VI pour leurs manquements dans le projet « Al Hoceima, ville phare de la Méditerranée ». Et surtout parmi ceux qui ne se verront plus jamais attribuer de fonctions officielles, comme le précise le Palais. Le haut commis de l'État – directeur d'offices publics et plusieurs fois wali – devient un paria.

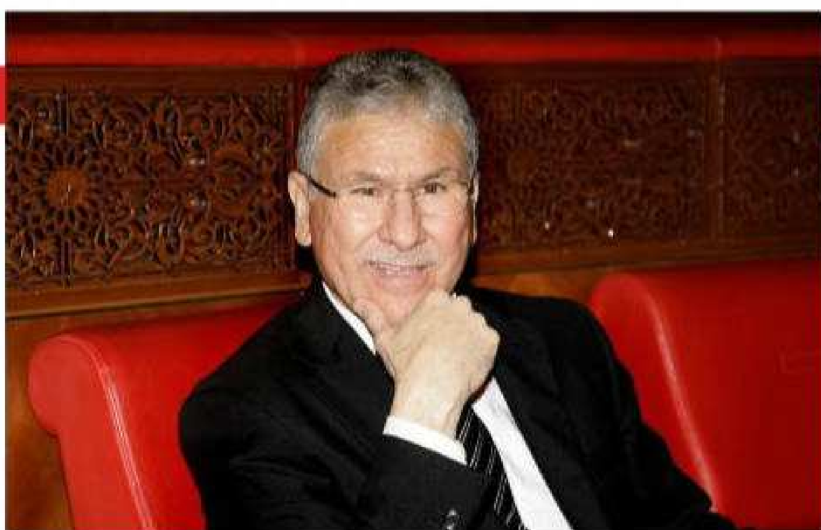
Depuis, il coule des jours tranquilles dans sa villa à Bouznika. Il assiste assidûment aux réunions du bureau politique du MP, dont il est membre de droit en tant qu'ancien ministre, et songerait même à briguer le secrétariat général de son parti. JA


ALEXANDRE DUPEYRON POUR JA

Nabil BENABDELLAH **Ministre de l'Habitat de 2012 à 2017**


AIC PRESS

Sa reconduction en tant que ministre de l'Habitat dans le gouvernement El Othmani a constitué une surprise. C'est qu'à la veille des législatives le chef de file du PPS s'est fait remonter les bretelles par le cabinet royal. Le 13 septembre 2016, un communiqué le recadre après ses propos accusant le plus influent des conseillers de Mohammed VI, Fouad Ali El Himma, d'ingérence dans la vie politique. « La période électorale requiert de s'abstenir d'utiliser des concepts qui portent atteinte à la réputation de la patrie et à la crédibilité des institutions dans une tentative de gagner des voix et la sympathie des électeurs », souligne le texte. Son limogeage après les retards accusés par le projet Al Hoceima a moins étonné. Le vieux routard du PPS a su, malgré tout, se maintenir à la tête de son parti : il s'est fait réélire en mai 2018 pour un troisième mandat de secrétaire général. JA



AIC PRESS

Houcine **EL OUARDI**

Ministre de la Santé de 2012 à 2017

En tenant tête au puissant lobby de l'industrie pharmaceutique, ce médecin issu du PPS a réussi là où beaucoup de ses prédécesseurs avaient échoué : il a pu imposer la baisse des prix des médicaments. Certains l'ont consacré meilleur ministre de la Santé que le Maroc ait jamais eu… et c'est donc en toute logique qu'il a rempilé dans le gouvernement El Othmani, après un mandat plein avec Abdelilah Benkirane, qui le couvrait aussi de louanges.

Mais El Ouardi fera lui aussi les frais des manquements d'Al Hoceima. Il est congédié dans le cadre du « séisme politique » d'octobre 2017. Depuis, il a repris sa fonction de chef du service des urgences à l'hôpital Ibn-Rochd, à Casablanca. Mais ce service a récemment fait le buzz à travers la vidéo diffusée par une ressortissante française montrant l'état d'insalubrité des lieux. Saleté, manque de personnel soignant, matériel désuet…, les images ont choqué. Et sans doute rappelé ses échecs à l'ancien ministre. JA

Lahcen **HADDAD**

Ministre du Tourisme de 2012 à 2016

En octobre 2017, il apprend avec stupéfaction la sanction royale, comme les autres hauts commis ayant fait les frais du séisme politique d'Al Hoceima. Le natif de Bejaad est alors l'un des rares responsables à réagir à ce désaveu. « Je n'ai rien à me reprocher », lance le désormais ancien ministre haraki sur Twitter. Il reprend ensuite du service en tant que professeur de management stratégique à l'université Mohammed-V de Rabat. Il reste très actif, se faisant élire membre du Conseil d'administration du réseau parlementaire mondial de la Banque mondiale, dont il est consultant. Il siège aussi à la commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne. JA



HASSAN OUAZZANI POUR JA



HASSAN OUAZZANI POUR JA

Hakima **EL HAITE**

Secrétaire d'État à l'Environnement de 2013 à 2017

Celle qui se vantait dans les médias de travailler « 22 heures par jour » n'a pas rempilé dans le gouvernement El Othmani. Néanmoins, elle conserve alors son titre de « championne du climat », décerné par l'ONU après l'organisation de la COP22 à Marrakech. Mais les sanctions royales d'octobre 2017 viennent la priver de ce statut. Alors qu'elle s'apprête à participer à la COP23 à Bonn, elle se voit signifier qu'elle n'est plus habilitée à représenter le royaume. Un coup dur pour cette native de Fès qui a fait toute sa carrière dans l'environnement, que ce soit dans le public ou dans le privé. Son nom ne revient désormais que pour évoquer les scandales ayant ponctué son mandat, comme celui de l'importation des déchets italiens, qui a récemment fait l'objet d'un rapport parlementaire. JA

Le bal des courtisans

Une quinzaine de micropartis appellent Abdelaziz Bouteflika à briguer un cinquième mandat en 2019. Enquête sur ces partisans de la dernière heure.

FARID ALILAT

Sur la photo de famille prise ce 15 août à Alger, ils sont quinze. Quinze responsables de parti politique à l'audience très limitée réunis pour défendre une cause commune : la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat. « Le pays a besoin [de lui] pour relever les défis liés à l'approfondissement des réformes sur les plans politique, économique, social, sécuritaire et de politique extérieure », affirme en conférence de presse Belkacem Sahli, secrétaire général de l'obscure Alliance nationale républicaine (ANR).

Sur ces quinze responsables, ceux qui ont croisé Bouteflika une fois dans leur carrière se comptent sur les doigts d'une main. Parmi eux, nul ou presque n'est en mesure de détailler le programme de celui dont ils souhaitent le maintien à la tête de l'État, en dépit d'un âge avancé et d'une santé fragile. « Aujourd'hui, chacun s'empresse non pas de soutenir son programme, mais de prêter allégeance à sa personne », assure un vieil ami. Et plus le raïs garde le silence sur ses intentions, plus ses soutiens rivalisent de zèle pour le prier de briguer un nouveau mandat. L'essentiel n'est-il pas de suivre le mouvement de celles et ceux qui l'appellent à « poursuivre sa mission au nom de la continuité et de la stabilité » ?

Au sein du personnel politique qui gravite ou a gravité autour de Bouteflika, tout le monde ne peut prétendre à la même proximité avec le chef. Certains se prévalent de son amitié et de son compagnonnage. D'autres, plus nombreux qu'ils ne le sont en réalité, affirment avoir son oreille. Mais rares sont ceux qui partagent encore un thé avec lui. Depuis son accession au pouvoir, en 1999, le président algérien a constitué autour de lui, volontairement ou à son corps défendant, une légion de serviteurs, fidèles, courtisans, obligés, laudateurs et même un fou du roi...

NOUVELLE HOSPITALISATION À GENÈVE

Le communiqué est laconique. Le président algérien s'est envolé vers la Suisse lundi 27 août pour « y effectuer des contrôles médicaux périodiques ». Comme à son habitude, la présidence ne livre aucun détail, ni précision sur la nature de ces soins ou de ces contrôles. Qu'il se fasse opérer de l'œil à Barcelone, qu'il soit admis dans une clinique à Grenoble ou qu'il se soigne dans un hôpital de Genève, le plus grand secret entoure la santé d'Abdelaziz Bouteflika, 81 ans. Cette opacité est propice à la propagation de toutes sortes de rumeurs. Et cette nouvelle hospitalisation pose de nouveau la question de l'état de santé du raïs, qui ne reçoit plus en audience et ne communique plus que par voie épistolaire. De l'évolution de sa santé dépend l'issue de la présidentielle de 2019. Si elle s'améliore ou demeure en l'état, Bouteflika peut envisager une nouvelle candidature. Si elle se dégrade, d'autres options devront être considérées.

F.A.



Les commensaux

L'appétence de Bouteflika pour les monarchies et émirats de la péninsule Arabique, où il a passé quelques années au cours de sa « traversée du désert », dans les années 1980, ou encore son inclination pour les régimes marqués par une présidence à vie, comme ceux de Mouammar Kadhafi, Saddam Hussein ou Hafez al-Assad, ont sans doute forgé l'idée de l'existence d'une cour autour de lui. « Ceux qui gravitent autour du pouvoir l'ont compris et assimilé, explique l'une de ses connaissances. On est dans le culte de la personnalité... Ce qui n'est pas pour lui déplaire. » Un de ses anciens ministres abonde dans le même sens : « Bouteflika n'a pas d'amis, il a des


BECHIR RAMZY/ANADOLU AGENCY/AFP

Arrivée du chef de l'État dans un bureau de vote d'Alger, lors de la présidentielle de 2014.

affidés. Quand il n'en a plus besoin, il s'en débarrasse. » Un peu tels les commensaux au Moyen-Âge, invités à la table du roi tant qu'ils étaient utiles. Les Premiers ministres successifs du président algérien en seraient les équivalents contemporains.

En vingt ans, Bouteflika a usé sept chefs de l'exécutif: Ahmed Benbitour, Ali Benflis, Ahmed Ouyahia, Abdelaziz Belkhadem, Abdelmalek Sellal et Abdelmadjid Tebboune. Si le poste confère une proximité avec le chef, il ne permet pas pour autant de faire partie du cercle des intimes. Surtout, il ne met pas à l'abri des revers de fortune, de la disgrâce ou du bannissement. Chef du gouvernement entre décembre 1999 et août 2000, Ahmed Benbitour n'a plus jamais recroisé la route de Bouteflika. Son successeur, Ali Benflis, a été frappé d'excommunication pour avoir osé prétendre à la magistrature suprême. Depuis leur divorce, en mai 2003, les deux hommes, qui furent pourtant proches, ne se sont plus adressé la parole. Si Benbitour et Benflis n'ont jamais fait partie de la cour de Bouteflika, il en est autrement de leurs successeurs.

Abdelaziz Belkhadem, l'un des rares à avoir connu le président avant même son retour aux affaires, chef du gouvernement entre 2006 et 2008, a été congédié du jour au lendemain, sans explications. Secrétaire général du FLN jusqu'en 2013, il a, lui aussi, été banni pour avoir osé s'afficher avec les adversaires du chef de l'État. Quant à Abdelmadjid Tebboune, qui faisait également partie de ceux qui ont intimement fréquenté Bouteflika lors de ses années difficiles, il a été débarqué de la tête du gouvernement en août 2017 après 80 jours d'exercice. Sans fleurs, ni couronnes.

Le fou du roi et les cardinaux

Fidèle serviteur pendant plus de quatre ans, Abdelmalek Sellal a été évincé en mai 2017 sans un mot de remerciement de la part du président... dont il avait pourtant dirigé les campagnes victorieuses de 2004, 2009 et 2014. En coulisse, certains le soupçonnaient de rêver à terme de prendre la place du calife.

Fin connaisseur du sérail et vieux briscard de la politique, l'actuel Premier ministre, Ahmed Ouyahia, sait ce qu'il en coûte d'afficher un soupçon de déloyauté au vieux raïs. Lui qui rêve secrètement du palais d'El-Mouradia ne manque pas une occasion de renouveler son engagement à Bouteflika. Un cinquième mandat? Il signe des deux mains. Tout autant que Djamel Ould Abbes, secrétaire général du vieux parti, qui clame *urbi et orbi* connaître l'agenda du président sans l'avoir rencontré une seule fois depuis sa nomination, en octobre 2016. Les caricaturistes algériens prennent un malin plaisir à le dessiner avec un nez rouge, comme pour lui assigner la fonction peu flatteuse, mais ô combien reconnue, de fou du roi *(lire p. 43)*.

Bien qu'il n'ait jamais été un intime du président, le chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaïd Salah, est l'une des rares personnes qui lui vouent respect et fidélité. Soutien indéfectible depuis sa nomination à la tête de l'armée en 2004, sa loyauté n'a jamais été prise en défaut. Même en privé, l'imposant chef d'état-major se garde de critiquer →



Les responsables des quinze petites formations qui défendent la candidature du président sortant, le 15 août, à Alger.

→ le chef de l'État. « Je lui dois tout », a-t-il confié un jour à l'un de ses amis. Le vice-ministre de la Défense loue souvent le passé révolutionnaire de Bouteflika. Sorte de « cardinal de la République », il se dresse comme un rempart face à ceux qui souhaiteraient l'application de l'article 102 de la Constitution, qui prévoit la destitution du président si, « pour cause de maladie grave et durable, [il] se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions ». Bouteflika candidat, Gaïd Salah le soutiendrait sans ciller. Il demeure un allié précieux, dont le poids politique s'est renforcé avec le remaniement qui a affecté les chefs des régions militaires, d'autres structures de l'armée, la direction de la police et celle de la gendarmerie.

La régence

Privilégiée, la famille est le seul et unique noyau auquel Bouteflika accorde une confiance absolue. C'est d'autant plus vrai que cet homme qui cultive une méfiance avérée et une certaine forme de dédain envers la classe politique vit retranché dans la résidence de Zeralda, sur le littoral ouest d'Alger, qui lui sert de lieu de vie et de travail depuis son AVC, en 2013. Le cercle intime est formé des deux frères, Saïd et Nacer, et de la sœur, Zhor. Ils sont les seuls à avoir un accès direct, constant et sans limites au raïs. Ancienne sage-femme, la sœur fait office de gouvernante et de confidente, et s'assure du bien-être de l'aîné, au point de le veiller lors des déplacements médicaux à l'étranger. Contrairement à ses deux frères, elle ne voit pas d'un bon œil l'idée d'un cinquième mandat. « Elle n'était déjà pas favorable à sa candidature en 2014, confie une amie. Elle souhaite qu'il quitte la scène avec les honneurs pour se reposer et se soigner. »

Conseiller spécial à la présidence, Saïd Bouteflika, à qui l'on prête la volonté de prolonger le règne de son frère ad vitam aeternam, reste la véritable interface entre le chef de l'État et les institutions. Lui seul a son oreille. Et son influence croissante et inédite en fait, de facto, le régent. Il transmet les instructions de Bouteflika au Premier ministre, aux membres du gouvernement ou aux interlocuteurs étrangers. Car la maladie handicapante du président ainsi que sa réclusion ultrasécurisée à Zeralda ont

considérablement réduit son agenda de travail. Contrairement aux années précédentes, il ne reçoit plus son Premier ministre en tête à tête. Et ses entretiens avec Ahmed Gaïd Salah se sont espacés au fil du temps. Quant aux audiences avec les hôtes étrangers, médiatisées par la télévision nationale, la dernière remonte au 3 avril, lors de la visite officielle en Algérie du président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy.

Mais pourquoi tout ce beau monde court-il derrière un cinquième mandat, au point de braver les moqueries et le mépris de l'opinion publique ? Ceux qui occupent déjà des postes à responsabilité rêvent de se maintenir. Les autres espèrent obtenir un strapontin dans un ministère, à l'Assemblée nationale, au Sénat ou ailleurs. Rester dans la cour ou y entrer. Dans les deux cas, se réchauffer à l'ombre d'un « roi-soleil ». Mais ceux qui exhortent Bouteflika à se maintenir au pouvoir seront-ils toujours à ses côtés s'il vient à y renoncer demain ? À l'un de ses proches qui lui conseillait, à l'automne 2008, de ne pas renoncer à un troisième mandat, Bouteflika répondit ceci : « Si j'annonce que je ne suis pas candidat, ils sont capables de ne plus me ramener les journaux le matin... » La république peut se montrer régicide. JA



BILLAL BENSALEM/NURPHOTO/AFP

Saïd Bouteflika (à g.) et le chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah, le 10 décembre dernier, à Alger.

PROFESSION : AMUSEUR PUBLIC



Le dessinateur de presse Le Hic croque d'un trait malicieux le personnel politique algérien. Quand Abdelaziz Bouteflika est coiffé d'une couronne, Djamel Ould Abbes est quant à lui représenté avec des chaussures de clown et un nez rouge. Une façon de railler la maladresse avec laquelle le secrétaire général du FLN défend le président, comme lorsqu'il accrédite lui-même la thèse d'une monarchie, le 14 juillet dernier, en conférence de presse : « J'ai dit qu'il [Bouteflika] ressemblait à un lion qui observe et attend. Au moment opportun, il donne son coup de patte. Le lion est le chef, le roi. » Lors de la présidentielle de 2014, ce sont les propos du directeur de campagne Abdelmalek Sellal qui déclenchaient tantôt l'hilarité, tantôt la controverse. « Pendant ce temps-là, nul n'évoque la maladie du président », expliquait alors un membre de son équipe.

NEÏLA LATROUS

TUNISIE-LIBYE

Pour le meilleur et pour le pire

Deux mois après la fermeture de Ras el-Jdir, la colère gronde de part et d'autre du poste-frontière. Une tension révélatrice de l'interdépendance des deux voisins.

FRIDA DAHMANI, *à Tripoli et Tunis*

Point insignifiant sur une carte, Ras el-Jdir focalise ces jours-ci toutes les attentions. La fermeture du principal poste-frontière du sud-est de la Tunisie vers la Libye, il y a près de soixante jours, a déclenché l'ire des habitants de la commune voisine de Ben Guerdane, où des heurts ont éclaté dans les nuits de dimanche 26 à mardi 28 août. Ils voient se tarir une importante source de revenus. « Les petits trafics – café, thé, tabac, pétrole – permettaient à de nombreuses familles de vivre, et les politiques ont fermé les yeux, explique un militaire tunisien. Mais, depuis 2011 [la chute de Ben Ali et de Kadhafi], des contrebandiers transbordent aussi des armes et de la drogue. » Bien qu'à l'initiative de la fermeture du poste frontalier, la Tunisie se défend de toute rupture.

« Nous n'avons jamais coupé les liens avec la Libye, a insisté Kamel Akrout, conseiller à la Sécurité nationale de Béji Caïd Essebsi, au Sommet Moyen-Orient–Méditerranée de Lugano. Nous sommes le seul pays à ne pas avoir imposé de visas [après la révolution]. »

Partenaires historiques

De part et d'autre de la frontière, l'amertume est palpable. Côté tunisien, on s'inquiète de la multiplication des agressions de milices à l'encontre des Tunisiens. Et de l'instauration d'une nouvelle taxe d'entrée de 30 dinars (9,30 euros). Côté libyen, on rétorque, par la voie du gouvernement d'union à Tripoli, que c'est bien « l'agression de voyageurs libyens » qui a conduit à fermer cette route. Jour après jour, l'affaire prend un tour politico-économique.

QUESTIONS À...

Ahmed Miitig

Vice-Premier ministre du gouvernement Sarraj et vice-président du conseil présidentiel

« Notre économie est facile à restructurer et à développer »


DR

Comment qualifieriez-vous la situation actuelle en Libye ?

Je dirais que la plupart de nos problèmes sont d'ordre économique. Nous sommes le troisième pays africain en superficie, nous avons la plus large ouverture sur la Méditerranée et nous sommes un important producteur d'hydrocarbures. La Libye a besoin d'assurer ses revenus pétroliers et d'un soutien international pour retrouver sa stabilité sans ingérence étrangère. En 2012, nous avions même réussi à exporter 15 % de pétrole et de gaz en plus ! Mais les batailles intestines à partir de 2014 ont divisé le pays. Et nous avons vu des mouvances totalement étrangères s'immiscer dans les affaires de notre pays, pourtant modéré. La relance de l'investissement par le secteur privé et plus de dynamisme dans l'économie sont des éléments de sortie de crise. Le rôle de l'État est d'inciter à l'investissement et à la libre entreprise en donnant des garanties, notamment légales. Beaucoup de compétences libyennes à l'étranger sont prêtes à revenir. L'État doit s'occuper des secteurs de la santé et de l'éducation et laisser le reste au privé. Notre atout est la jeunesse, en prise directe avec un monde devenu un village et capable de nouvelles initiatives loin du tribalisme et du régionalisme.


HANSCHKE HANNIBAL/DPA/ABACA

Point de passage de Dehiba, à 200 km au sud de celui de Ras el-Jdir.

Jeudi 30 août, l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica) a exprimé sa préoccupation face à la situation au passage frontalier. La première centrale patronale tunisienne met en garde contre les graves répercussions sur les entreprises. Certaines seraient déjà au bord de la banqueroute, selon elle. Car même si les quelque 1200 entreprises tunisiennes en Libye n'ont pu réaliser que 69,5 millions de dollars au premier semestre 2018 (contre 3 milliards en 2010), Tripoli reste le premier partenaire économique arabe de Tunis.

Durant les années de vaches maigres, le marché libyen a offert une soupape pour l'emploi et l'économie de son voisin. Des données remarquées par une poignée →

Quels sont les freins à la relance ?

La régulation et l'unification des taux de change lèveraient 90 % des problèmes économiques libyens. Tout est lié à la maîtrise du taux de change. Notre économie est facile à restructurer et à développer par le biais des partenariats et la création de fonds d'investissement. Quelque 300 projets de PME sont en cours de création à travers cinq fonds d'investissement régionaux. Nous envisageons de mettre en place plus d'incitations en direction des catégories sociales défavorisées, dont une compensation sur l'énergie. Nous ne devons plus raisonner à l'ancienne. Il faut s'unir. Voyez ce qu'apporte par exemple le G5 Sahel !

Vous plaidez pour davantage d'intégration régionale ?

L'idée est de réfléchir au développement autrement, en valorisant la complémentarité entre la Tunisie, l'Égypte et la Libye pour créer un hub entre l'Europe et l'Afrique. Nos liens avec la Tunisie sont profonds et séculaires. Les soutiens internationaux sont temporaires, tandis qu'un développement conjoint est un gage de pérennité. Nous devons également mener une réflexion commune sur la sécurité. Un projet ambitieux de zone franche à Zouara, entre Sabratha et Ben Guerdane, soulagerait les tensions dans la région frontalière et créerait de l'emploi. La crise libyenne a envoyé des messages négatifs. Une reprise soutenue des échanges et des projets bilatéraux contribuerait à la stabilité des deux pays.

Propos recueillis par ***F. D,*** *à Tripoli*

LES SOUTIENS INTERNATIONAUX SONT TEMPORAIRES, TANDIS QU'UN DÉVELOPPEMENT CONJOINT EST UN GAGE DE PÉRENNITÉ.

→ d'hommes d'affaires tunisiens qui se sont mis en tête de développer la relation d'affaires en dépit des obstacles, nombreux. Une trentaine d'entre eux, emmenée par le Tunisia-Africa Business Council (TABC), s'est rendue à Tripoli début juillet. Une première depuis quatre ans. Dorsaf Toumi Ben Mahmoud, cofondatrice d'African Skills Network, a pu apprécier au cours de cette visite de prospection le potentiel des hôpitaux et autres établissements locaux et cibler les services à proposer.

Handicaps réglementaires

La santé est l'un des axes qui doit permettre de relancer des projets communs tuniso-libyens. Le docteur Mohamed Issaoui, lui, se voit bien « développer la télémédecine et le transfert de compétences » en Libye. Abdallah Mudi, promoteur à Tripoli d'un établissement de soins similaire à l'hôpital américain de Paris, cherche quant à lui des appuis auprès du secteur privé tunisien pour mener à terme son projet.

« La volonté permet de trouver des solutions », se félicite l'homme d'affaires Bassem Loukil, à la tête du TABC. Bien qu'optimiste, l'homme a conscience que le chemin peut être long. Les Tunisiens demandent la levée des taxes sur leurs produits. Et une lutte accrue contre la fraude, comme la vente de produits chinois sous label tunisien. « C'est dans l'intérêt de tous », note un lobbyiste de Tripoli, qui voudrait œuvrer pour que les patrons de cliniques tunisiennes récupèrent les 218 millions de dinars d'arriérés que leur doit la Libye.

L'écart entre le taux de change officiel et celui pratiqué sur le marché parallèle libyen reste un handicap saillant. À la fin juin, le dollar s'échangeait à 1,35 dinar auprès des banques, contre 7 dinars au noir. La spéculation plombe l'activité économique « en raison de l'incapacité de la banque centrale à adopter une politique monétaire flexible qui lui permette d'influencer les prix », se désole Farhat Ben Gadara, ancien gouverneur de la Banque centrale de Libye.

L'État tunisien, lui, se dit prêt à accompagner ses opérateurs économiques. La compagnie publique Tunisair envisage de rétablir la desserte aérienne de Tripoli. Et des accords bilatéraux sont signés, notamment sur la santé, ou pour autoriser le paiement en pétrole de produits agricoles tunisiens. Les Libyens – qui jugent « la Tunisie trop protectionniste » – souhaiteraient, eux, harmoniser les procédures entre les deux pays, notamment en matière de douane et de code des investissements.



AUGUSTIN LE GAL/HAYTHAM PICTURES

Essence de contrebande en provenance de Libye sur la route entre Ras el-Jdir et Ben Guerdane.

VOISINS ET AMIS

Les liens politiques entre la Tunisie et la Libye tiennent souvent à des histoires très personnelles. Le grand-père du vice-Premier ministre, Ahmed Miitig, *(lire p. 44-45)* était l'hôte de Habib Bourguiba chaque année pour l'Aïd. Le fondateur de la Tunisie moderne lui exprimait ainsi sa reconnaissance et son amitié. La famille Miitig, en mars 1945, avait, elle, accueilli et abrité à Misrata le leader tunisien, alors en fuite vers le Moyen-Orient.

Interlocuteurs légitimes

L'idée de création d'une zone franche à Zouara, pour entraver la contrebande qui contourne les barrières tarifaires et profite de la compensation des produits de base, a aussi été relancée..., mais dépend, elle, de la réouverture de Ras el-Jdir. Face à l'urgence, les maires de Zouara et de Ben Guerdane ont convenu de s'entretenir une deuxième fois « dans les prochains jours ».

« La réouverture de cette frontière pose la question des interlocuteurs, balaie un officiel tunisien. Deux tribus berbères revendiquent leur légitimité à contrôler le passage. » En l'absence d'élections locales dont le résultat serait accepté de tous, le problème semble pour l'heure insoluble. La France pousse pour l'organisation d'un scrutin le 10 décembre. « Les élections ne se dérouleront peut-être pas à ce moment-là. Elles pourraient être retardées, de deux ou trois mois, ou même d'un an... Mais c'est négligeable si on arrive à faire en sorte que celui qui est élu soit pleinement légitime », poursuit notre source. La résolution politique du conflit libyen est aussi une question de survie économique en Tunisie. JA

TRIBUNE

Mort d'un héros postsioniste

Ému par le décès, à Tel-Aviv, de son ami Uri Avnery, à l'âge de 94 ans, Walid Joumblatt, le leader druze libanais, s'est laissé aller à une allégorie mystique : « Mort le 20 août, à la veille d'Aïd-el-Adha, Uri Avnery a été sacrifié sur l'autel de l'extrémisme [juif]. » Plus conventionnel, Mahmoud Abbas a envoyé pas moins de cinq de ses ministres se recueillir sur la dépouille du militant pacifiste israélien.

Dans son pays, Uri Avnery était à la fois haï et respecté. Le président de l'État d'Israël, Reuven Rivlin, a déclaré : « Uri Avnery a le statut spécial d'éternel opposant. Ses batailles pour la liberté d'expression ont contribué à forger le jeune État d'Israël. » Pour l'historien Tom Segev, il fait partie des dix Israéliens qui ont le plus contribué à forger l'identité de leur pays.

Côté haine, sa propre mère ne fut pas en reste. Avant de mourir, elle ne lui légua pas le moindre shekel, lui reprochant « d'avoir préféré rendre visite à l'assassin Arafat plutôt que de s'occuper de sa mère. » Un rabbin s'est réjoui qu'il ait choisi de se faire incinérer car, ainsi, « il n'aura pas souillé la terre sainte d'Israël »...

Ce prototype parfait du sabra – ce nouvel homme sans peur et sans complexe – fit de la défense des droits des Arabes la grande affaire de sa vie. Quitte à ferrailler avec tous les gouvernements d'Israël, n'hésitant pas, entre autres, à révéler les activités de pilleur de sites archéologiques de l'icône sioniste Moshe Dayan.

Le jeune Uri Avnery – alors Helmut Ostermann – fuit l'Allemagne nazie en 1933 pour la Palestine. Son passage par l'Irgoun de Menahem Begin – il participe alors à des attentats contre les Arabes et les soldats britanniques – et son engagement dans la guerre d'indépendance de 1948 lui font, paradoxalement, prendre conscience de l'intangibilité de l'existence d'un peuple palestinien et de la nécessaire coexistence de deux États sémites indépendants mais fraternels. Il exclut, toutefois, toute idée d'État binational.


DR

Raphaël Mergui
Docteur d'État en science politique

De 1950 à 1993, il dirige l'hebdomadaire à grand succès *HaOlam HaZeh*. C'est alors un curieux objet journalistique mêlant politique, sexe et rumeurs. La défense des droits des Palestiniens et les scandales politiques voisinent avec des photos de femmes dénudées. Lu en cachette sous les bancs d'école, il déniaise politiquement (et sexuellement) une génération d'adolescents israéliens.

Uri Avnery siégera également une dizaine d'années à la Knesset. Il dénonce, en octobre 1953, le massacre de 69 villageois jordaniens. Des soldats israéliens, auteurs de ce forfait, lui fracturent les deux bras. En 1955, une bombe explose au siège de son journal. Quand il me reçoit à son domicile à Tel-Aviv, en 1982, il me parle sans jamais quitter des yeux le colt posé sur son bureau. La mort est devenue sa plus fidèle compagne.

En 1982, dans Beyrouth assiégé par Tsahal, Arafat demande à rencontrer Avnery. C'est probablement le premier Israélien dont il ait serré la main. Le coup de foudre est immédiat. Les deux hommes ne cesseront plus de se voir pour disputer de longues parties d'échecs. En 2003, Avnery sert de « bouclier » à son ami à Ramallah, encerclé par les troupes de Sharon. Uri Avnery franchit une dernière ligne rouge quand il se lie d'amitié avec Mahmoud al-Zahar, ancien ministre des Affaires étrangères du Hamas. Il adresse ces mots émouvants aux Gazaouis après la « Marche du retour » du 15 mai dernier : « Mon cœur est avec la population de Gaza. Je désire lui demander pardon... »

Penseur original, Uri Avnery a fait peu d'émules dans son pays. Il a conservé de son adhésion passée à l'éphémère Union cananéenne – de Canaan, la Terre promise par Dieu aux Hébreux à leur sortie d'Égypte – le postulat que les Israéliens, et non les juifs, étaient les héritiers des Hébreux. Il écrit : « Y a-t-il une nation israélienne ? À coup sûr, oui. Y a-t-il une nation juive ? Bien sûr que non. » Et de qualifier logiquement la loi « Israël, État-nation du peuple juif » de « semi-fasciste ». Postsioniste, ce héros du Proche-Orient disparaît sans laisser d'héritiers. JA

Économie

Têtes d'affiche / Stratégie / Affaires déclassées / Débats



L'ex-ministre française de l'Économie et des Finances, 62 ans, est à la tête de l'institution internationale depuis 2011.

STEPHEN VOSS/REDUX-REA

INTERVIEW

Christine Lagarde

Directrice générale du FMI

« Je ne peux rien faire pour annuler la commande d'un jet privé. Sauf refuser un crédit »

Crise de la dette, poids de la Chine, philosophie d'intervention, fiabilité des données, industrialisation… La patronne du Fonds livre son analyse des grands dossiers économiques du continent.

Propos recueillis par **PATRICK SMITH**

Le Fonds monétaire international (FMI) ne peut pas avoir raison. Qu'il en fasse trop ou pas assez, il est critiqué. Un temps la plus puissante institution financière du monde, dans les années 1970 et 1980, le FMI était devenu l'arbitre en chef de l'économie des pays en développement. Les gouvernements qui n'ont pas suivi ses préceptes ont été contraints, plus ou moins discrètement, de repenser leurs politiques sous peine d'être exclus de la communauté des pays financièrement responsables.

Un éminent économiste nigérian, Pius Okigbo, comparait le Fonds à une escouade d'inspecteurs de l'hygiène économique. Ses remèdes, incluant d'importantes coupes budgétaires dans les dépenses publiques, furent largement critiqués, tant ils mettaient en péril la stabilité politique des nations. En Afrique et en Amérique du Sud, ils ont été suivis de plusieurs changements de régime.

Aujourd'hui, le Fonds est taxé de bavardage. Quand sa méthode était jugée trop brutale et intrusive, les critiques reprochent désormais à l'institution de ne pas être suffisamment active, de perdre son statut et d'être mise sur la touche par des marchés financiers dérégulés et par la Chine, devenue l'un des principaux bailleurs pour les économies en développement.

En particulier en Afrique, le FMI est accusé de passivité juste après avoir mené un effort sans précédent dans le cadre de l'initiative « pays pauvres très endettés » (PPTE). Le FMI, la Banque mondiale et le Club de Paris ont annulé des milliards de dollars de dettes des trente-six pays les plus pauvres de la planète, dont trente étaient africains. L'initiative PPTE



aurait dû permettre à ces gouvernements de se réendetter de manière responsable, de relancer leurs économies et de créer des emplois.

Cela n'a pas fonctionné aussi bien que ce fut imaginé. Depuis la crise financière mondiale de 2008 et l'effondrement du prix des matières premières qui s'est ensuivi, les pays en développement se sont lourdement réendettés. Sur soixante pays à bas revenus, vingt-quatre subissent actuellement une crise de la dette ou sont sur le point d'en connaître une. Au cours des cinq dernières années, leur nombre a doublé.

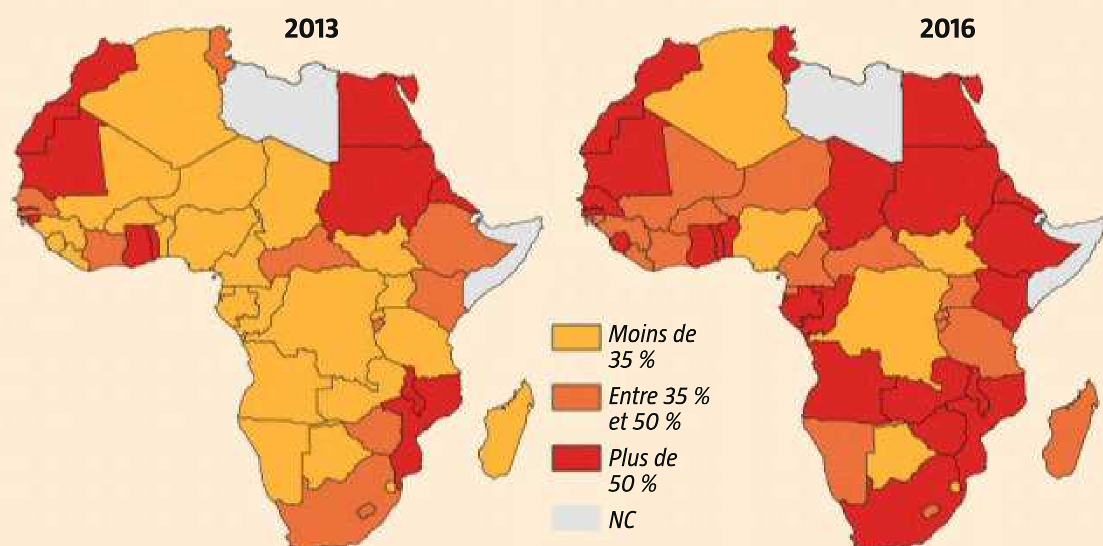
C'est dans ce contexte que Christine Lagarde, directrice générale du FMI, a donné une interview au groupe Jeune Afrique, défendant le rôle de son institution et expliquant comment elle tente d'arrêter la propagation de cette nouvelle crise. Elle reconnaît le besoin d'améliorer nettement la qualité de la collecte des données et de travailler plus étroitement avec la société civile pour améliorer la surveillance des économies et l'efficacité des programmes du FMI. Sortir de cette nouvelle crise et empêcher que davantage de pays soient entraînés dans le tourbillon de la dette implique désormais beaucoup plus d'acteurs que ceux engagés dans l'initiative PPTE. Entre 2013 et 2016, la part de la Chine dans la dette des pays pauvres a dépassé le total détenu par le Club de Paris, la Banque mondiale et toutes les banques de développement régionales, selon Masood Ahmed, président du think tank Center for Global Development.

Durant la même période, les prêts concessionnels des pays riches aux économies les plus pauvres ont diminué de 20 %. Les critiques ajoutent que les règles suivies par le FMI et la Banque mondiale pour l'octroi de prêts sont trop rigides, forçant ces pays à contracter des dettes commerciales avec des taux d'intérêt plus élevés et des échéances plus courtes. Et, bien que le nombre et la variété des créanciers opérant en Afrique – des banques commerciales aux négociants en matières premières comme Glencore – aient augmenté de façon exponentielle, Lagarde insiste sur la volonté du Fonds de jouer un rôle de premier plan dans l'accompagnement des États afin d'orienter leurs politiques et de leur éviter les écueils du passé.

L'ACCORD SUR LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE AFRICAINE NE CONDUIRA PAS INSTANTANÉMENT AU DÉVELOPPEMENT, MAIS C'EST UN SIGNAL TRÈS FORT.

Jeune Afrique : L'environnement commercial et financier mondial actuel semble aller à l'encontre des institutions internationales. Quelles conséquences pour l'Afrique ?

Christine Lagarde : Je vois deux tendances parallèles pour le moment. D'une part, il y a cette montée des mesures protectionnistes, la montée des tarifs, les barrières non tarifaires, les restrictions au commerce entre certains pays. Nous pensons aux face-à-face entre les États-Unis et la Chine, les États-Unis et l'Europe, à ce que font certains pays européens. C'est préoccupant pour ces économies, mais aussi pour l'Afrique. Et vous avez une voie parallèle de renforcement des accords de libre-échange : entre l'Union européenne et le Japon, entre le Canada et l'UE, les négociations entre le Mercosur [Marché commun réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela] et l'Europe, et l'accord sur la zone de libre-échange africaine. Cela ne va pas conduire instantanément au développement, car il y aura une longue période de transition. Mais





RYAN RAYBURN

Visite à l'association Amal avant une conférence sur la croissance, l'emploi et l'inclusion dans le monde arabe, le 29 janvier, à Marrakech.

pour les pays africains qui essaient de construire leurs chaînes d'approvisionnement, en déterminant quels marchés seront les moteurs dans dix ans, c'est un signal très fort. Si nous examinons la première piste – la montée du protectionnisme et les restrictions commerciales –, cela aura des répercussions indirectes. Si vous incluez la dimension confiance, avec une escalade dans les réactions, vous obtenez un impact plus concret et direct pour l'Afrique.

Vous avez affirmé que la stratégie des « Routes de la soie » de la Chine pourrait signifier que certains pays lourdement endettés devraient supporter des projets non viables qui ne répondent pas aux priorités nationales. Est-ce un risque particulier en Afrique ?

Quel que soit le pays ou l'organisation, la dépendance totale à un fournisseur est un facteur de risque. Je sais que la Banque mondiale essaie de concevoir un instrument de garantie contre les pertes passées afin d'inciter le secteur privé financier à participer aux projets d'infrastructures. La création d'un outil capable d'inciter le secteur privé à investir, en diversifiant les partenaires, est une bonne chose et constitue un facteur d'atténuation des risques. Dans ces projets, il faut être attentif à la viabilité de la dette, veiller à ce que le financement soit transparent et qu'il soit appliqué à de bons projets menés efficacement, c'est la clé de la réussite.

Aujourd'hui, beaucoup sonnent l'alarme concernant l'augmentation de la dette et la baisse de la croissance par habitant. Avec le recul, pensez-vous que les promoteurs du décollage de l'Afrique (*Africa Rising*) étaient imprudents ou seulement mal informés ?

Il est vrai que beaucoup de gens se sont un peu emportés à l'époque. Je me souviens qu'en 2014 nous avons organisé la conférence au Mozambique et avons décidé d'adopter une approche en deux volets, à savoir *Africa Rising / Africa Watching*. Nous étions déjà préoccupés par la montée de la dette, le choc de la chute des cours des matières premières et ses incidences sur le continent, alors que de nombreux pays connaissaient encore une croissance significative relativement à la population et au produit intérieur brut. Les principaux indicateurs économiques étaient tous très flatteurs. Mais je regarde le PIB par habitant parce que c'est ce qui met en évidence l'impact sur les gens. Si je considère les pays à faibles revenus, nombre d'entre eux se trouvent en Afrique subsaharienne. Nous en avons six qui sont actuellement en situation de surendettement et neuf à haut risque de surendettement.

Concernant les pays en surendettement, quels sont les remèdes ? Le FMI et la Banque mondiale joueront-ils un rôle de premier plan dans la crise, comme ils l'ont fait avec l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés dans les années 1990 et 2000 ?

La situation est très différente de ce qu'elle était à l'époque. Et le paysage des créanciers est plus diversifié avec une combinaison d'acteurs publics et privés. Certains pays ont une forte dette intérieure à long terme, essentiellement avec des banques locales et peu sous forme d'obligations souveraines. D'autres, en revanche, ont émis d'importantes obligations souveraines au cours des dix dernières années – généralement en devises, ce qui les expose au risque de variation de change et de pressions monétaires. Je suis sûre que nous serons appelés à jouer un rôle si des restructurations de la dette sont nécessaires dans l'un de ces pays.

Dans certains pays, tels que le Mozambique, la Zambie et le Congo, les autorités ont sous-estimé leur dette. Cela a faussé vos analyses. Comment avez-vous fait ?

Cela a des répercussions sur notre travail d'analyse, sur la conception des programmes, et nous devons

constamment revérifier l'exactitude des données qui nous sont transmises. De concert avec la Banque mondiale, nous avons pris l'initiative d'améliorer la qualité des données, en confrontant davantage les informations reçues des pays débiteurs et des pays créanciers. Nous avons présenté le premier rapport au G20 il y a six mois et nous poursuivons le projet pour mieux vérifier les données. Il suffit de quelques pays pour saper la confiance que nous avons dans les données que nous utilisons.

Depuis plusieurs mois, les observateurs attendent le vote d'un programme FMI en faveur du Congo. Où en êtes-vous dans les négociations avec Brazzaville ?

Il y a des négociations en cours entre Brazzaville et ses autres créanciers (les négociants Trafigura, Glencore, mais aussi la Chine). J'espère qu'elles aboutiront pour que nous puissions fournir le financement que nous apportons aux autres pays de la Cemac. Je suis optimiste, mais je ne veux pas fixer de date pour la réunion du conseil.

Au Tchad, la société de trading Glencore est également l'un des bailleurs de fonds de l'État. C'est un nouveau rôle pour ce genre de sociétés. Qu'en pensez-vous ?

Cette diversification de leurs activités implique de la transparence et de l'équité dans les négociations. Ce sont deux conditions essentielles à mes yeux.

Comment les relations entre les États africains et le FMI ont-elles évolué depuis l'apogée de l'ajustement structurel ? Êtes-vous moins intrusifs, plus diplomatique pour prodiguer vos conseils politiques ?

Nous essayons d'aider les pays à atteindre une croissance durable et inclusive. Donc, quand on dit qu'il faut réduire le déficit budgétaire, cela signifie soit augmenter les revenus, soit réduire les dépenses inutiles. Parfois, cela amène à avoir des discussions tendues. Si un pays décide d'ignorer notre point de vue, je ne peux pas faire grand-chose pour annuler la commande d'un jet privé.

Mais ils n'obtiendront pas de crédit du FMI.

Non, je ne le pense pas, cela nuirait aux recommandations que nous faisons en matière de dépenses publiques.

Il y a des pays comme l'Éthiopie, le Maroc et le Rwanda qui poursuivent des politiques économiques plus hétérodoxes et dirigistes. Ils misent sur des politiques industrielles, qui étaient perçues comme des hérésies au sein du FMI et de la Banque mondiale. Les relations avec ces pays sont-elles plus difficiles ou simplement plus intéressantes ?

Je pense que cela rend notre vie et notre travail plus intéressants, en fait. Nous venons de terminer un programme avec le Maroc, qui a eu une ligne de crédit préventive au cours des quatre dernières années et n'a pas besoin de plus. Je ne pense pas que le gouvernement en ait pleinement tiré parti, mais elle était disponible, et le pays était très heureux d'y avoir accès. Nous avons eu des échanges très intéressants concernant leurs politiques de croissance et de développement, tant du point de vue fiscal que monétaire. Nous avons un programme avec le Rwanda, pour lequel il reste encore un an. Nous avons eu un partenariat très solide. Si vous me demandiez de quel pays africain je pourrais louer la politique, je citerais probablement le Rwanda. Je suis allée en Éthiopie en décembre 2017, et le nouveau Premier ministre éthiopien nous a rendu visite à la fin du mois de juillet. Nous avons eu une réunion formidable, qui annonce un renforcement de nos relations. Nous examinons la situation macroéconomique, la pérennité et la stabilité des pays. S'ils remplissent ces critères, il ne nous appartient pas d'émettre un veto idéologique sur tel ou tel modèle.

> **SI VOUS ME DEMANDIEZ DE QUEL PAYS AFRICAIN JE POURRAIS LOUER LA POLITIQUE, JE CITERAIS PROBABLEMENT LE RWANDA.**

Quelles répercussions l'intelligence artificielle et la robotique ont-elles sur les modèles de croissance et de développement utilisés dans les économies africaines ?

La quatrième révolution industrielle n'est pas le pré carré des économies de l'Asie du Sud-Est. Cela touchera tous les pays, y compris l'Afrique. Nous allons davantage travailler sur ce sujet. Nous organisons au Ghana, en décembre, une conférence sur le travail à effectuer sur le continent. En octobre 2017, à l'époque du rapport « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, une étude concluait qu'un pays pouvait passer d'une prédominance du secteur agricole à une prédominance du secteur des services sans passer par le secteur secondaire [industriel] et sans perdre sa productivité. C'est un développement vraiment positif pour certains pays africains. Ils n'auront pas à traverser le douloureux processus d'industrialisation. On voit l'impact des développements technologiques dans de nombreux domaines. En agriculture, on constate une amélioration des rendements des cultures grâce à l'utilisation de dispositifs technologiques qui informent les agriculteurs sur l'état du sol. L'accès au financement est beaucoup plus large grâce à la banque mobile. L'utilisation des transports s'améliore grâce au développement des applications. Je ne suis pas naïvement optimiste à ce sujet, mais je pense que de nombreux effets positifs vont profiter à l'Afrique. JA

TÊTES D'AFFICHE

FACE-À-FACE

ROLAND PIRMEZ
Président Afrique, Moyen-Orient et Europe de l'Est de Heineken

RICARDO TADEU
Président Afrique de Anheuser-Busch InBev


DR
REUTERS

La fin des prés carrés

« Devenir le numéro un ou un challenger de poids sur tous les marchés », telle est l'ambition affichée par Heineken, deuxième brasseur mondial (environ 10 % de parts de marché), notamment en Afrique. Roland Pirmez, 58 ans, y déroule actuellement une stratégie offensive dont son concurrent français Castel (et sa filiale BGI) a déjà subi les effets en Côte d'Ivoire et, surtout, en Éthiopie, où la firme hollandaise lui a ravi le leadership en à peine sept ans. Mais c'est avec un autre concurrent que la bataille fait rage ces temps-ci : le numéro un mondial belgo-brésilien AB InBev (ABI), qui accapare près de 30 % du marché global depuis le rachat en 2016 de SABMiller pour 112 milliards de dollars. Le géant né à Louvain (Belgique) en 1366, dont la zone Afrique est dirigée par le brésilien Ricardo Tadeu, 42 ans, a vu Heineken s'immiscer dans son pré carré austral, et notamment au Mozambique, où l'amstellodamois a investi 100 millions de dollars en 2017 pour la construction d'une usine près de Maputo (prévue en 2019).

La réponse ne s'est pas fait attendre, ABI annonçant la construction prochaine de sa première usine dans ce pays. En Afrique du Sud, où ABI est le leader incontesté (80 % du marché) avec des marques comme Castle ou Carling Black Label, Heineken n'est pas en reste. Il a racheté Stellenbrau en avril 2017 et vient d'y annoncer une croissance à deux chiffres lors du premier semestre 2018. Mais le brasseur de Louvain sait aussi attaquer. Et c'est sans doute au Nigeria, où Heineken règne en maître (près de 70 % de parts de marché) avec des marques comme Star, 33 Export ou Legend, que son offensive est le plus notable. Présent depuis 2009 (à travers SABMiller), le leader mondial a finalisé la fusion de ses trois filiales locales en une nouvelle entité, International Breweries, y a démarré dans la foulée la construction d'une quatrième usine pour un investissement record de 250 millions dollars et vient d'y lancer en avril sa marque emblématique, Budweiser.

JULIEN WAGNER

ON EN PARLE


DR

NADIA GAMHA
Banque centrale de Tunisie
Succédant à Mohamed Rekik, la Tunisienne, diplômée de l'Institut de financement du monde arabe, devient la première femme à occuper le poste de vice-gouverneur de cette institution dont elle aura gravi tous les échelons et où elle aura effectué la totalité de sa carrière. Elle était auparavant directrice générale de la supervision bancaire.


DR

KAPIL KAPOOR
BAD
Avant sa nomination comme DG du bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique australe, cet Indien, docteur de l'université George-Washington, aux États-Unis, était directeur de la stratégie et des politiques opérationnelles depuis 2012. Auparavant, il avait fait l'essentiel de sa carrière à la Banque mondiale.


DR

LOUBNA TRICHA
OFPPT
Diplômée de l'école Mohammadia d'ingénieurs, à Rabat, elle est la première femme à prendre la tête de l'Office marocain de la formation professionnelle et de la promotion du travail. Ex de l'OCP, elle occupait depuis 2014 le poste de chargée de mission auprès du PDG et dirigeait l'office public par intérim depuis janvier 2018.

STRATÉGIE

Gestion Les villes marocaines s'émancipent de l'administration

Casablanca a confié une partie de ses projets à sept sociétés de développement local. Un nouveau mode de gouvernance, également expérimenté à Rabat et à Tanger, qui a les avantages de la souplesse, mais pèche par manque de transparence.

EL MEHDI BERRADA, *à Casablanca*

Le 25 juillet, les 147 élus de la ville de Casablanca se sont réunis pour une session extraordinaire à laquelle le maire, Abdelaziz El Omari, du PJD, les avait conviés. Au menu du jour: la création de Casa Ressources, la nouvelle société de développement local (SDL). Ni les détails techniques concernant ce nouveau-né ni ses actionnaires ne sont pour le moment connus, mais l'on sait déjà que la municipalité va lui confier le recensement des biens et la gestion de ses ressources financières. Une structure qui jouit certes de la souplesse du statut de société anonyme de droit privé, mais dont le capital doit être majoritairement détenu par des instances publiques, comme l'impose la loi. Six autres SDL sont actives dans la capitale économique, et une vingtaine à travers le pays, un modèle de gouvernance hybride – entre gestion directe et gestion déléguée – que tous les élus ne portent pas nécessairement dans leur cœur.

Casa Ressources devra aider la ville à stimuler ses entrées d'argent en allant toquer à la porte des contribuables les moins pressés d'acquitter leur taxe locale. « Grâce à sa flexibilité, cette structure sera certainement d'une meilleure efficacité en matière de recouvrement des impôts, et même pour l'élargissement de l'assiette fiscale », promet Lakhdar Hamdani, élu PJD et président de la commission chargée du budget et des finances au conseil de la ville. L'inefficacité de l'administration fiscale communale entraîne pour la métropole un déficit dans la collecte d'impôts de plus de 5 milliards de dirhams (environ 455 millions d'euros) par an. « Nous avons recensé des locataires qui n'ont pas payé leur loyer depuis plus de quinze ans. Avec Casa Ressources, ce problème ne se posera plus », ajoute notre interlocuteur. Malgré les arguments avancés par le maire et son équipe, les élus se sont montrés perplexes.

240 millions de dirhams accordés par le conseil de la ville en 2017

Ils estiment que ces entités empiètent sur leurs prérogatives. « Si nous sommes élus, c'est parce que des gens ont confiance dans notre programme. Sauf qu'avec leurs larges compétences les SDL viennent mordre sur notre champ d'action », regrette un conseiller du PJD, qui s'est livré sous le couvert de l'anonymat.

> **« EN PLUS DE LA DILUTION DES RESPONSABILITÉS, LE DANGER VIENT DE L'ABSENCE DE CONTRÔLE DE LA PART DES ÉLUS SUR LES DÉCISIONS DES SDL. »**

Le même débat s'invite à chaque session des conseils municipaux qui ont opté pour ce mode de gestion: Rabat, Marrakech, Tétouan ou encore Nador. « Les schémas de gouvernance adoptés par ces SDL marginalisent le rôle des élus dans la prise de décision. En plus de la dilution des responsabilités, le danger vient de l'absence de contrôle de la part des élus sur les décisions prises par les SDL », regrette Omar El Hayani, élu de la Fédération de gauche démocratique au conseil de la ville de Rabat. Ce qui irrite aussi les conseillers, c'est l'opacité dans laquelle opèrent les SDL. Un flou qui a interpellé la Cour des comptes, dont le rapport est attendu avec beaucoup d'impatience.

Depuis leur apparition, certaines SDL cumulent quelques déceptions.



Chantier – mené par Casa Transport – des nouvelles trémies de la route de Rabat, dans la capitale économique.

CASA TRANSPORTS

« Malgré le budget qu'elles obtiennent du conseil de la ville (240 millions de dirhams en 2017 pour Casablanca), elles continuent de se servir dans ses caisses, les utilisant pour payer les cabinets d'études ou compétences externes », s'indigne notre source au sein du PJD.

À Casablanca, Mohamed Jouahri et la SDL qu'il dirige, Casa Events, sont ceux qui essuient le plus de reproches. Après avoir relancé en 2017 le Festival de Casablanca, la structure a décidé de ne pas poursuivre cette année. Une suspension synonyme de grosses pertes d'argent. Interrogé, son patron a refusé de répondre à nos questions. Il s'est aussi illustré en 2016 en dévoilant le coût du logo de la ville, pour lequel la SDL avait déboursé 3,6 millions de dirhams. Un tollé s'est ensuivi, avant que la structure ne faille à sa tâche dans l'organisation des matchs de football des deux clubs, le Wydad et le Raja, dans la métropole.

DES RETARDS SANCTIONNÉS

À Casablanca, les retards d'exécution de chantiers comme la réhabilitation de l'église Sacré-Cœur et la rénovation de la coupole Zevaco ont irrité le Conseil de la ville et le maire, Abdelaziz El Omari. Il s'agit principalement de ceux qui ont été confiés à Casa Patrimoine et Casa Prestations. Le second a déjà été transféré à Casa Aménagement, jugée plus apte à livrer dans les temps, et d'autres pourraient suivre le même chemin. L'existence de ces deux sociétés de développement local n'est toutefois pas remise en cause d'après nos informations.

E.M.B.

De son côté, Casa Aménagement, gérée par Driss Moulay-Rachid, qui détient plus de dix-huit projets structurants, est blâmée depuis la fin des travaux du complexe sportif Mohammed-V. La SDL avait dépensé 220 millions de dirhams pour une opération de rénovation très peu convaincante. « Ce sera l'un des dossiers les plus fouillés par la Cour des comptes, nous n'avons jamais eu les informations attendues », ajoute notre source au sein du PJD. Dans les autres villes, les couacs se répètent et noircissent les pages des journaux locaux. De leur côté, les SDL ne communiquent que très peu à propos de leurs résultats opérationnels et économiques.



Plus performantes en matière de financement

L'existence de ces jeunes entités peut être justifiée par la difficulté des administrations à fournir des prestations et des services de grande qualité. « La création des SDL peut avoir du sens quand il s'agit d'un périmètre bien précis où la commune a besoin de s'allier à un partenaire qui possède une expertise technique ou des moyens financiers dont elle ne dispose pas, dans la gestion d'un service public en particulier », explique Omar El Hayani. Les SDL peuvent revendiquer un certain nombre de succès comme la construction du parc de jeux Sindibad, des trémies (voies de contournement souterraines) à Casablanca ou la gestion de nombreux parkings à Tanger et à Rabat.

Leur capacité à lever des fonds, à alléger la pression sur le budget des communes et, en cas de besoin, à s'endetter constitue l'un de leurs principaux atouts. Elles sont plus performantes en matière de financement car dans leur tour de table on trouve toujours, au moins, un groupe bancaire. Une prise de participation qui pour les banques n'a certes pas une vocation économique, mais qui leur permet de revendiquer une contribution à des projets d'intérêt général. Autre intérêt majeur : auparavant, certains projets étaient bloqués pendant des mois parce que les conseils des villes n'arrivaient pas à s'entendre pour désigner un prestataire. Avec les SDL, ce temps-là est révolu. JA



NAOKI TAKYO/SCANIA

Transports
À Ouaga, Scania confirme ses ambitions

Déjà présente à Accra et à Lagos, la filiale de Volkswagen s'active autour d'un schéma urbain de déplacement par bus au Burkina Faso. Avec le concours de la RATP.

PIERRE-OLIVIER ROUAUD

Ouagadougou bientôt en pointe en matière de transport urbain ? Si à Dakar ou à Abidjan, les projets de trains citadins fleurissent, c'est sur le bon vieux bus que la capitale burkinabè veut miser avec le déploiement de quatre lignes et des véhicules tout neufs. Derrière les autorités de la ville et du pays, deux acteurs de poids, la RATP et surtout Scania. Le constructeur de poids lourds et de bus se trouve en première ligne sur ce projet peu commun. Il s'agit de créer un réseau intégré, quasi clés en main, devant culminer à 550 bus, de 12 mètres ou plus, d'ici à quatre ans.

Le projet comprend la vente à la ville de bus Scania mais aussi d'un dépôt et d'un centre de maintenance, l'installation des arrêts de bus, du système de gestion des opérations ou encore la formation des chauffeurs et la billettique. Sans compter la création d'un schéma de transport et d'une gouvernance *ad hoc*, développés par Ratp International, une filiale de l'opérateur français spécialisée dans l'assistance technique. Un protocole d'accord a été conclu à la mi-juin avec le ministre burkinabè des Transports, Vincent Dabilgou, Scania et la RATP. « Il reste à finaliser ce projet majeur, nous l'espérons à court terme », lance Fredrik Morsing, directeur général de Scania pour l'Afrique de l'Ouest.

Facteur clé : la filiale de Volkswagen a aidé à structurer le financement avec des banques internationales, en partie avec garantie souveraine. Chiffré à 200 millions d'euros, le projet pourrait être lancé l'an prochain après décision finale du gouvernement. « Dans cette métropole de 3 millions d'habitants, moins de 1 % des déplacements s'effectuent à travers un système organisé. Ce projet bouleversera les modes de déplacement, proposant à une grande partie de la population une véritable offre de transport alternative, d'où la très forte implication des autorités gouvernementales via la création nécessaire d'un cadre réglementaire idoine », appuie Thibault de Lambert, directeur général de Ratp International. Cet accord confirme les ambitions africaines de Scania, qui affiche déjà de gros contrats au Ghana ou au Nigeria. Pour cela, le groupe a, ces dernières années, renforcé ses activités en Afrique de l'Ouest autour de sa filiale Scania West Africa, à Accra. Celle-ci, compte une trentaine d'employés et couvre la région pour les poids lourds, son activité principale, mais aussi les bus. « Nous sommes le seul fabricant de bus à disposer d'une filiale dans la région, un atout en matière de service », pointe Fredrik Morsing.

À Accra, Scania a déjà vendu il y a deux ans 245 bus à l'opérateur public Gapte. Ce service de bus, frappés de vert, jaune et rouge, est exploité sous le nom d'Aayalolo dans le cadre d'un projet devant conduire à créer une ligne BHNS (bus à haut niveau de service), autrement dit en site propre. Quant à Lagos, métropole en pleine réorganisation de ses transports, son opérateur TSL a acheté à Scania en mars 250 bus. À Abidjan,

UN MARCHÉ CONTINENTAL EN DEVENIR

Très fluctuant d'une année à l'autre, le marché africain des bus urbains reste modeste. Il se chiffrerait autour de 2 000 unités par an sur un marché mondial estimé par Frost & Sullivan en 2015 à 111 000 unités, en hausse de 8,4 % par an. Le plus gros de la croissance d'ici à 2025 viendra de l'Asie du Sud-Est et d'Afrique. Les géants comme l'italien Iveco, l'indien Tata, les chinois Golden Dragon ou Yutong l'ont bien compris. À l'instar de Scania, ils sont à la manœuvre sur le continent. Iveco a ainsi vendu en Côte d'Ivoire, en début d'année, 50 bus lourds de type BHNS (bus à haut niveau de service) motorisés au gaz naturel, à Sotra, l'opérateur d'Abidjan. Un contrat accompagné de la création d'un site d'assemblage de minibus, véhicule qui reste, envers et contre tout, le moyen de transport roi sur le continent.

P.-O.R.



Le groupe a vendu il y a deux ans à l'opérateur public Gapte 245 bus qui assurent la desserte de la capitale ghanéenne.

Scania est aussi sur les rangs pour un projet de BHNS.

Pour emporter ces marchés, Scania dispose d'un atout. Il est associé au brésilien Marcopolo, qui fabrique les carrosseries et aménagements intérieurs sur châssis et motorisation Scania à la norme Euro 3. De quoi limiter les coûts et fournir des véhicules tropicalisés de série. Un schéma retenu à Ouagadougou. « Ces produits sont adaptés aux contraintes d'exploitation des villes africaines. Sur la durée, leur coût complet d'exploitation est moins élevé que celui des bus d'occasion », plaide Fredrik Morsing.

Centre de maintenance et projet de biodiesel

Pour séduire les villes avec ses produits, bien plus coûteux (autour de 200 000 euros l'unité) que les minibus ou les bus européens en seconde vie, fréquents en Afrique, Scania joue aussi la carte des services. À Accra, il a piloté le recrutement et la formation des chauffeurs en mettant l'accent sur les femmes. Soixante-dix chauffeuses, dont la plupart n'avaient pas le permis, ont été formées. À cela s'ajoute un centre de maintenance dernier cri ou encore un projet à l'étude de biodiesel à base de jatropha. Cette production locale de biocarburant pourrait être aussi déployée à Ouagadougou.

Reste que, pour conforter ces marchés, le facteur clé pour Scania et ses concurrents tient à la performance des villes et des opérateurs de transport, publics ou privés. Dans la capitale ghanéenne, par exemple, des dysfonctionnements, relayés par la presse, commencent à apparaître pour Aayalolo. Et les couloirs de bus se font attendre, le schéma directeur semblant mal structuré. « La gouvernance, la séparation des missions entre opérateurs et autorité délégante est une condition essentielle à la pérennité des systèmes en Afrique comme ailleurs », note Thibault de Lambert. Pour soutenir ce marché des bus, « la constitution d'un schéma d'exploitation où les différents modes de financement – part des usagers, subventions, fiscalité locale – sont clairement identifiés et construits sur un modèle économique équilibré et durable est essentielle », poursuit le directeur général de Ratp International. Sinon, les systèmes peuvent dériver très vite, comme on l'observe souvent sur le continent. Au Burkina Faso justement, le gouvernement doit approuver en Conseil des ministres un cadre réglementaire inédit créant une autorité délégante et un opérateur à capitaux mixtes dans lequel s'intégrera l'actuelle société privée Sotraco. De bons ingrédients pour faire du projet une vitrine pour Scania ? JA

AFFAIRES DÉCLASSÉES

Retour sur les sujets traités récemment dans *Jeune Afrique*


Économie
STRATÉGIE

Électricité En coulisses, Yaoundé et Actis se préparent à l'affrontement

Les désaccords se multiplient entre le gouvernement et le fonds d'investissement, actionnaire de référence d'Eneo, pierre angulaire du système électrique camerounais. Au cœur du conflit, le renouvellement anticipé du contrat de concession de l'énergéticien.

La diplomatie britannique à la rescousse

VENT DE RENATIONALISATIONS ?

ÉLECTRICITÉ

Rassuré, Eneo se projette au Cameroun

Après avoir soufflé le chaud et le froid pendant près d'un an *(JA nº 2997)*, Yaoundé a finalement décidé de proroger de dix ans, à partir du 18 juillet 2021, le contrat de concession de l'énergéticien Eneo (The Energy of Cameroon), filiale à 56 % du fonds d'investissement britannique Actis. Si aucune annonce officielle n'a eu lieu, le directeur général d'Eneo, Joël Nana Kontchou, s'est bien vu notifier par le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, à la mi-juin, presque en catimini, cette décision venant directement du palais d'Etoudi. Depuis, les équipes d'Eneo travaillent d'arrache-pied avec le gouvernement pour rédiger l'avenant que les parties devront signer durant ce second semestre. Un soulagement pour tout le secteur électrique camerounais, qui va enfin pouvoir bénéficier des investissements tant attendus des bailleurs de fonds et d'Actis afin de rénover le parc existant (barrages de Song LouLou et de Lagdo), construire de nouvelles infrastructures de production (barrage de Nachtigal, centrales solaires) ou réhabiliter et étendre le réseau de distribution. JA

AÉRIEN

Ethiopian investit tous azimuts

Alors qu'au début du mois d'août six ministres des Transports d'Afrique centrale liquidaient officiellement Air Cemac, projet né en 2001 et qui n'aura jamais vu décoller un avion, Ethiopian annonçait sa participation au lancement de nouveaux pavillons nationaux, en prenant 49 % de Chadian Airlines et de Guinea Airlines, 45 % de Zambia Airlines et 100 % de Mozambique Airlines, censés démarrer avant la fin de l'année. Il assurera aussi la gestion du futur transporteur équato-guinéen, entend devenir partenaire du projet Nigeria Air et discute avec le gouvernement ghanéen… Une stratégie en ligne avec le plan d'expansion d'Ethiopian *(JA nº 2935-2936)*, passant par la création de hubs multiples, à l'instar de ceux d'Asky, à Lomé, et de Malawi Airlines, à Lilongwe. Et un avantage pour ces compagnies, notait en octobre 2017 dans JA Jean-Paul Boutibou, vice-président Afrique de Bombardier : « Quand Ethiopian s'étend sur un marché et noue un partenariat, les avions sont déjà budgétés au travers d'Ethiopian. » JA



PIERRE HAVRENNE/PACHACAMAC-REA

FINANCE

L'offre de Sawiris pour Oragroup refusée

Fin août, Beltone Financial Holding, société du milliardaire égyptien Naguib Sawiris, a annoncé l'échec de son offre de rachat d'Oragroup, comme l'a révélé *Jeune Afrique Business +*. Elle n'a pas convaincu Emerging Capital Partners (ECP), qui détient 60 % de la banque présente dans douze pays. Le capital-investisseur panafricain prépare sa sortie depuis le second semestre 2017 *(JA nº 2965)*. ECP privilégie une cession de ses parts sur la Bourse régionale des valeurs mobilières à Abidjan et espère obtenir bientôt l'approbation de son dossier par le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers de la zone Uemoa. En 2016, la valeur comptable d'Oragroup était estimée à 171 millions de dollars. L'année suivante, en 2017, son bénéfice a augmenté de moitié, à 22 milliards de F CFA (33,5 millions d'euros), pour un produit net bancaire de 108 milliards de F CFA (+ 5,7 %). JA

AVIS
D'EXPERTS



Aymeric de REYNIES
Directeur Général de l'UBAF

Accompagner la croissance des pays africains au travers des services et produits de trade finance

Accompagner la croissance des pays africains au travers des services et produits de trade finance : une stratégie payante mais exigeante car axée sur la connaissance approfondie des acteurs et des filières

Le développement des échanges commerciaux avec les pays africains s'appuie notamment sur la qualité et la solidité des relations d'affaires entre les banques des exportateurs et celles des importateurs.

Le trade finance regroupe l'ensemble des services qui sécurisent les échanges commerciaux internationaux. C'est le cœur de métier de l'Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F., une institution de droit français disposant d'un réseau international et en relation avec près de 900 banques dans le monde ainsi qu'avec les principaux négociants de matières premières et sociétés exportatrices.

regrouper l'ensemble des services qui sécurisent les échanges commerciaux internationaux, c'est le cœur de métier de l'UB.A.F. (Union de Banques Arabes et Françaises)

Le contexte réglementaire actuel, les exigences prudentielles, la fragmentation du secteur financier dans certains pays ainsi que la connaissance nécessaire des acteurs et des filières sont autant de facteurs qui peuvent inciter certaines banques à se désengager de l'activité de trade finance en Afrique.

De par son actionnariat, l'U.B.A.F. était historiquement concentrée sur le monde arabe. En 2014, la Banque a néanmoins choisi d'étendre son champ d'action en misant sur le continent africain.

En quatre années, les équipes commerciales ont ainsi noué des partenariats avec près de 130 banques au travers de 30 pays en privilégiant les relations globales avec les groupes panafricains mais aussi avec de nombreuses banques locales ou régionales. Nous apportons des solutions adaptées de financement et de sécurisation des opérations d'import – export en particulier liées aux secteurs de l'énergie, des biens manufacturés et d'équipements ainsi que des produits agro-alimentaires et pharmaceutiques.

Le réseau de l'U.B.A.F. (France, Japon, Corée, Singapour, Bangladesh, Algérie, Emirats Arabes Unis, Égypte) permet d'accompagner efficacement les échanges commerciaux entre les banques africaines et les fournisseurs étrangers. Le traitement des opérations et notamment des crédits documentaires s'effectue à Paris et dans nos agences implantées en Asie ce qui constitue incontestablement un gage d'efficacité et de réactivité.

Notre volonté est de nouer des relations d'affaires durables avec nos clients banques et entreprises en apportant une valeur ajoutée basée sur près de 50 années d'expérience du trade finance mais aussi sur notre connaissance des entreprises africaines et de leurs clients ou fournisseurs en Asie et en Europe.

Notre ambition est de devenir la banque de référence en Afrique pour les acteurs du négoce international.

TRIBUNE

Pourquoi l'Afrique a tout à craindre d'un Brexit dur

Durant sa première tournée africaine, à la fin du mois d'août, le Premier ministre britannique, Theresa May, a affiché son ambition d'investir plus de 4 milliards de livres (4,4 milliards d'euros) en Afrique. Le Royaume-Uni a l'intention de devenir le premier investisseur des pays du G7 en Afrique avant 2022. Il compte déjà parmi les plus importants sur le continent (55 milliards de dollars d'investissements boursiers en 2016). Après le Brexit, il sera désireux de se distinguer sur le plan international, notamment vis-à-vis d'un continent dont la population et les marchés ne cessent de croître. Theresa May a observé lors de son discours du 28 août au Cap que « le PIB du continent pourrait doubler entre 2015 et 2030. En 2050, un quart de la population mondiale et un quart des consommateurs du monde vivront en Afrique ».

À l'heure actuelle, la plupart des pays africains bénéficient d'un accès préférentiel au marché européen, donc au marché britannique. Ce dernier absorbe une part significative des exportations de nombreux pays africains (tels l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Égypte, la Gambie, la Guinée équatoriale, le Kenya, le Malawi, Madagascar, le Maroc, Maurice, le Mozambique ou encore les Seychelles) ou de certains secteurs (comme le thé, le sucre, les légumes frais, la banane, les diamants, la viticulture ou encore l'horticulture). Pour toute l'Afrique, la valeur ajoutée de l'accès préférentiel au marché britannique est évaluée à 391 millions d'euros par an.

Certains commentateurs considèrent que le Brexit constitue une chance pour le continent si les pays négocient en bloc. Le nouvel accord continental de libre-échange, signé à Kigali le 21 mars, consolide cet élan, d'autant plus que l'Afrique du Sud a rejoint l'initiative.

Reste que cet accord ne pourra être un atout pour les pays du continent tant qu'il n'aura pas été signé par un autre poids lourd, le Nigeria, et qu'au moins 22 pays le ratifient afin d'assurer sa mise en œuvre. L'exécution de cet accord dépendra par ailleurs de la coopération entre les communautés régionales économiques. Le pouvoir de négociation des pays africains face au Royaume-Uni ne sera réellement renforcé qu'au terme d'une évolution du continent vers une union douanière permettant l'adoption de tarifs extérieurs communs.


EDG

Emmanuel De Groof
European Centre for Development Policy Management

L'annonce récente d'un accord entre le Royaume-Uni et les cinq pays de l'Union douanière de l'Afrique australe, rejoints par le Mozambique, laisse croire que les pays africains, avec des intérêts économiques divergents, pourraient opter pour la voie régionale (plutôt que continentale) ou bilatérale s'ils la jugent plus efficace. Autrement dit, l'accord africain de libre-échange pourrait certes offrir la possibilité de redéfinir les liens commerciaux entre le continent et le Royaume-Uni, mais plutôt à moyen ou long terme. La question est donc de savoir ce qu'il peut arriver à court terme.

Il s'agit, en premier lieu, d'exiger plus de clarté des partenaires européens, car beaucoup dépendra de la politique commerciale suivie par le Royaume-Uni et des termes d'un éventuel accord avec l'UE.

Le risque d'un *cliff-edge Brexit* (c'est-à-dire un Brexit sans accord ou période de transition) grandit de jour en jour. Le régime commercial britannique serait alors autonome de l'UE à partir du 29 mars 2019. Sans période de transition, sans accord commercial UE-Royaume-Uni et sans plan de circonstance, les pays africains perdraient soudainement leur accès préférentiel au marché britannique. Les nouvelles entraves au commerce (notamment de transit) affecteraient tous les partenaires de l'Europe, dont les pays africains. Le Royaume-Uni a toutefois déjà indiqué qu'il maintiendra l'accès libre de droits de douane aux pays les moins avancés.

Il s'agit en tout cas d'activer des plans de circonstance dans les plus brefs délais. Un premier plan de circonstance consiste à reproduire les accords existants pour éviter l'interruption soudaine des échanges commerciaux avec l'Afrique – c'est le mode opératoire que Theresa May vient d'adopter en Afrique australe et qui requiert bien sûr l'accord des partenaires commerciaux africains. Un second plan de circonstance consiste à adopter un régime préférentiel unilatéral (et de demander rétrospectivement l'aval de l'OMC).

Une période de transition permettrait au Royaume-Uni de continuer de faire

partie du marché intérieur et de l'Union douanière entre le 29 mars 2019 et le 31 décembre 2020, lui laissant le temps d'entamer sérieusement les négociations avec l'UE sur leur future relation commerciale.

Si, au terme d'un accord conclu durant la transition, le Royaume-Uni fait partie de l'Union douanière, il continuera de suivre la politique commerciale de l'UE. S'il fait partie du marché unique, il devra harmoniser sa réglementation avec celle de l'UE. S'il ne fait partie ni de l'Union douanière ni du marché unique, la période de transition lui permettra de définir sa propre politique commerciale « en douceur », y compris vis-à-vis de l'Afrique. Il n'est pas exclu que le Royaume-Uni doive renégocier plus de 700 accords commerciaux et il voudra se concentrer sur ses partenaires les plus importants, sans doute au détriment de certains pays africains, nonobstant la récente offensive de charme de Theresa May.

Les pays africains ont tout à gagner à une période de transition pour amorcer des négociations avec le Royaume-Uni, même si l'application de tout nouvel accord doit attendre 2021. Ils pourraient l'encourager à leur accorder des accès préférentiels supérieurs à ceux de l'UE en incluant par exemple les services.

En somme, sans l'articulation d'une politique visant à minimiser les perturbations des flux commerciaux entre le Royaume-Uni et les pays africains, l'effet du Brexit pour plusieurs pays africains, surtout les pays les moins avancés, pourrait être désastreux. Une période de transition serait de nature à réduire ce risque, et même à moyen ou à long terme, à inverser la tendance. JA



JULIEN CLÉMENÇOT

Journaliste à *Jeune Afrique*

La « blockchain », l'héritage prometteur du bitcoin

La bulle a fini par éclater. Depuis avril, le bitcoin évolue entre 5000 et 8000 dollars, après avoir atteint près de 19000 dollars en décembre 2017. L'écroulement de ce marché est la preuve de la dimension spéculative de la cryptomonnaie, jugeait récemment le *Financial Times*. Les traders ont changé de cible pour d'autres occasions de profits. Au plus fort de l'engouement, ils avaient soutenu les cours de nombreux avatars du bitcoin. Début janvier, 39 cryptomonnaies totalisaient une valeur supérieure à 1 milliard d'euros.

Si le bitcoin risque de souffrir d'une période de désintérêt, sa création il y a dix ans par Satoshi Nakamoto, dont la véritable identité est toujours inconnue, laisse d'ores et déjà un héritage prometteur: la technologie *blockchain*. Ce concept de registre décentralisé et infalsifiable, validant les transactions de façon quasi immédiate et sans organe central de contrôle, ouvre la voie à de nombreuses innovations.

Parmi les avantages de la *blockchain*, on peut citer la traçabilité des transactions en temps réel et la possibilité de les partager entre plusieurs institutions, le tout en réduisant les prix de transmission.

Au début d'août, la Banque mondiale a émis un premier emprunt obligataire utilisant cette technologie. L'an dernier, elle avait déjà lancé un laboratoire pour évaluer ses répercussions dans les domaines de la logistique, de la santé, de l'éducation, des paiements frontaliers, etc.

Si aujourd'hui un transfert bancaire international peut prendre cinq jours via le système Swift en faisant intervenir pas moins de cinq intermédiaires, cette technologie mène au même résultat en quelques secondes et pour un coût moindre.

Aux banques centrales d'adopter rapidement une réglementation

Évolution du bitcoin, le protocole Ethereum (qui utilise l'*ether* comme unité) a introduit en plus la possibilité, au moyen d'applications appelées *Smart Contracts*, de créer des *tokens*. Ces jetons permettent de gérer d'autres actifs numériques (potentiellement à peu près tout, jusqu'aux droits de propriété intellectuelle) en se servant d'une *blockchain*. L'an dernier, Axa avait grâce à ce système créé une assurance indemnisant les retards des compagnies aériennes.

L'Afrique est loin d'être indifférente à ces promesses de révolution. Sur un continent où 90 % des biens immobiliers ne sont pas enregistrés, le Ghana expérimente la création d'un registre utilisant cette technologie. À la clé, la facilitation des transactions, la possibilité d'émettre des hypothèques et l'amélioration de la collecte des impôts fonciers.

Reste aux banques centrales à favoriser l'innovation en adoptant rapidement une réglementation. Europlace, actif sur ce sujet, a organisé en mai à Tunis l'Africa Blockchain Summit, en partenariat avec la Banque centrale de Tunisie. La discussion est ouverte. JA

Littérature

Gauz « Je voulais être le colon blanc qui débarque sur une plage ivoirienne »

Dans un second roman inventif et provocateur, *Camarade Papa*, l'auteur raconte la progression des explorateurs français sur le continent et l'histoire récente de l'immigration africaine.



Propos recueillis par **LÉO PAJON**

Il faut croire qu'il aime être précisément là où on ne l'attend pas. En 2014, Armand Patrick Gbaka-Brédé, alias Gauz, promenait sa carrure d'armoire à glace sur les plateaux de télévision pour assurer la promotion d'un premier ouvrage tout en humour et en finesse. Avec *Debout-payé*, gros succès de librairie (plus de 50 000 exemplaires vendus), il portait un regard acide sur la société de consommation en s'appuyant sur ses expériences de vigile. Oui, on peut donc avoir joué les gros bras devant des magasins Sephora ou Camaïeu et se poser en observateur lucide de ses contemporains. Être un natif du quartier du Plateau, à Abidjan, et se montrer plus à l'aise devant les caméras que les fins lettrés de la place parisienne. Puis il a fallu échapper au rôle du « grand noir sympa » qu'on invite à la télévision. À 47 ans aujourd'hui, de retour à « Babi », Gauz a concocté un nouveau roman décoiffant : *Camarade Papa*, toujours à contre-courant. Dans le livre, deux trajectoires se répondent. Celle d'un gosse d'immigrés africains et communistes, à Amsterdam, en 1980, et celle d'un ancêtre français parti tenter l'aventure coloniale à la fin du XIXe siècle. →



ALEXANDRE GOUZOU POUR JA

→ **Jeune Afrique : Avec *Debout-payé,* une partie de la critique s'est demandé comment un vigile pouvait écrire un ouvrage aussi fort…**

Gauz : Le storytelling qui accompagnait la sortie du bouquin était effectivement de me présenter comme un vigile. En fait, l'histoire est plus compliquée que ça. Quand je suis arrivé en France, en 1999, c'était pour suivre des études. J'avais ici des cousins, des oncles qui étaient dans la sécurité, ils m'ont donc permis de travailler dans le secteur pour me faire un peu d'argent… Mais quand je surveillais le siège du laboratoire Sanofi, à Paris, ironiquement je bossais en même temps mes cours de biochimie !



Debout-payé, de Gauz, Le livre de poche, 216 pages, 6,60 euros

Et plus tard, chez Sephora ou Camaïeu, vous preniez des notes pour votre ouvrage…

De toute façon nous ne servions pas à grand-chose. J'étais un épouvantail embauché pour assurer le standing des magasins. L'emploi d'un vigile est absurde. Fais le calcul : il vaut mieux te faire voler trois robes à 20 euros l'unité que de payer une société 5 000 euros par mois pour t'offrir un gardien. Au moins, ça m'a donné accès à un bon poste d'observation. Lorsque, à l'ouverture des portes, tu manques de te faire piétiner par des ménagères de 50 ans qui viennent juste faire du shopping, ça t'interroge sur la société.

Comment vous est venue l'idée de ce nouvel ouvrage, *Camarade Papa* ?

Bien avant *Debout-payé*, j'ai eu envie d'écrire un grand roman sur l'aventure coloniale, une fresque inspirée du travail mené par Maryse Condé dans *Ségou*. Or aujourd'hui il y a deux manières de parler de colonisation : l'une hyperrevendicative et politique, l'autre scientifique, se basant sur les faits. Aucune ne me convenait. Il fallait trouver un subterfuge et rester crédible. Et voilà qu'un jour, sur la plage de Grand-Bassam, je me suis dit : « C'est là que les Blancs sont entrés dans le pays… Ils ont vu ce bout de terre depuis la mer, il faut que je sois avec eux, que je sois l'un de ces colons blancs qui ont débarqué, que je sois le plus étranger, le plus gaou – "naïf" – possible. »

Votre roman est très documenté…

Je prends des notes depuis trois ans. Et j'ai consulté beaucoup de sources. Fait « amusant », la mémoire coloniale de l'Afrique se trouve… en France, aux Archives nationales d'outre-mer, à Aix-en-Provence. Les administrateurs coloniaux consignaient tout, de façon presque maladive. À la Bibliothèque nationale de France, il y a aussi beaucoup de choses, et notamment des extraits de correspondances qui permettent de savoir comment parlaient ces hommes du XIXe siècle.

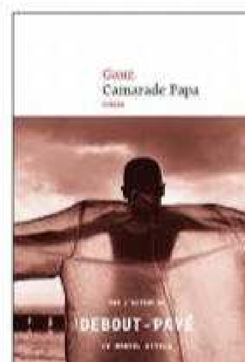
Ces recherches vous ont beaucoup apporté ?

Ça m'a « remis les trous en face des yeux » (rires) ! Nous revendiquons sans cesse nos racines africaines, mais nous ne nous rendons pas compte à quel point nous sommes imprégnés de l'histoire et du discours coloniaux. Prenez juste la gastronomie, le tieb, le plat national sénégalais…, c'est incroyable ! La culture du riz était délaissée dans le pays : on a importé

EXPÉDITION LITTÉRAIRE

Dans *Camarade Papa*, Gauz veut être sur tous les fronts. En suivant le nommé Dabilly, Français qui débarque en Côte d'Ivoire en 1893, il dépeint l'aventure coloniale dans ce qu'elle a de détestable (les clichés humiliants véhiculés par les « négrophiles » valent bien ceux des « négrophobes »), de grotesque, mais aussi de fascinant, en se plaçant à hauteur d'homme. Le « sauvage », rappelle-t-il, n'est pas forcément celui qu'on croit. L'auteur décrit également l'enfance communiste d'un gosse d'Amsterdam dans les années 1980, où la réalité est transfigurée par la politique. En recréant son univers teinté de rouge, il mêle les registres littéraires et nous offre quelques trouvailles en évoquant les « suppositoires du grand capital », ou les « pays tordus non alignés »… L'exploration – d'un continent, de l'autre, du monde des adultes – est aussi et surtout dans cet ouvrage une formidable exploration de la langue. On peut parfois être un peu déboussolé par les allers-retours entre la trajectoire du colon et celle du gamin, mais aussi enivré par le télescopage de leurs expériences, l'éloquence amusée de Gauz et le regard bienveillant qu'il porte sur ses personnages.

L.P.



Camarade Papa, de Gauz, Le Nouvel Attila, 256 pages, 19 euros

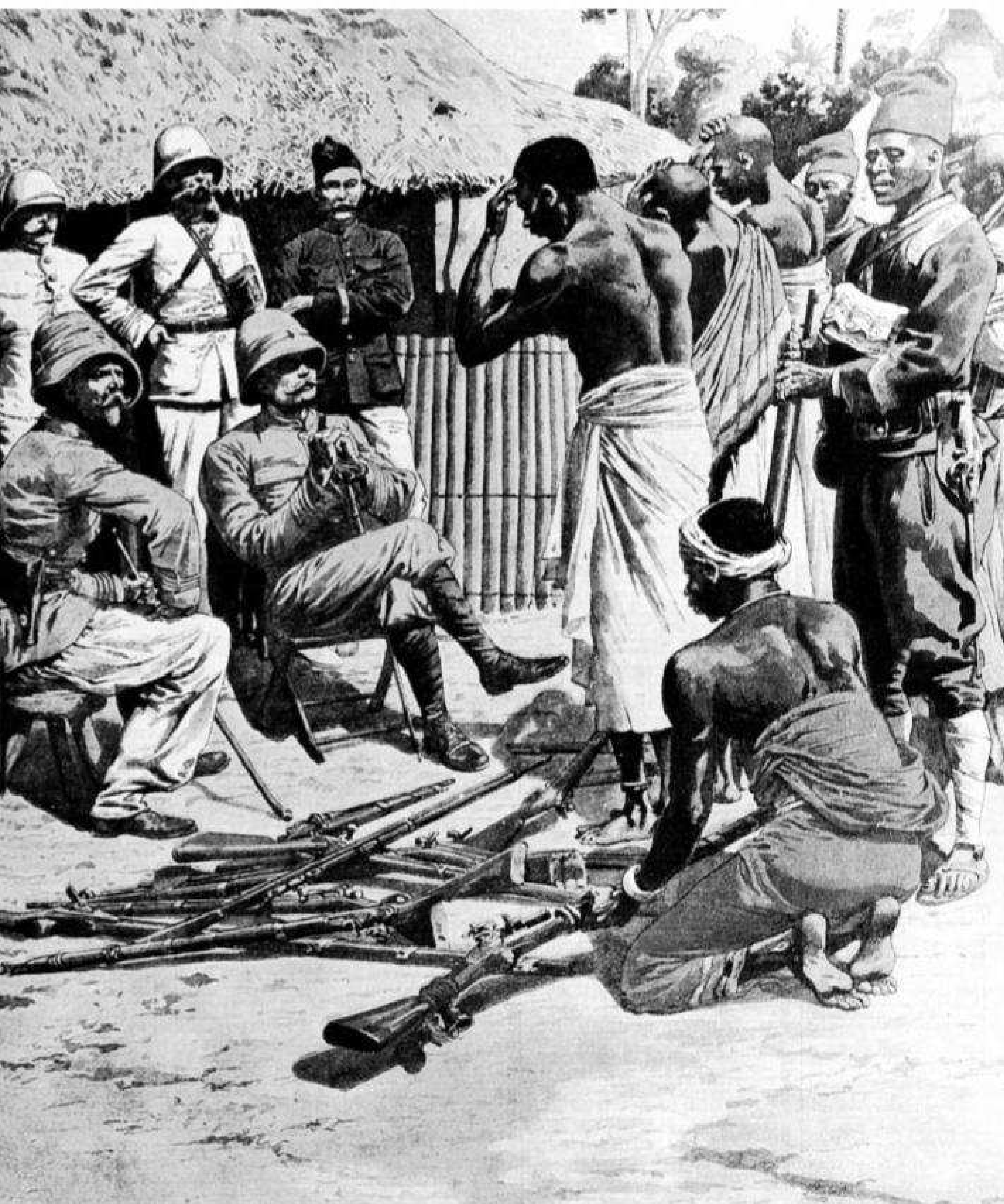


PHOTO12/ARCHIVES SNARK

En Côte d'Ivoire, en 1893, la reddition des Abés.

massivement des brisures de riz d'Indochine. Au-delà, notre alimentation est tellement sous influence que les principales causes de mortalité sont aujourd'hui les accidents cardio-vasculaires, le diabète, l'insuffisance rénale, avant même le sida.

Dans votre ouvrage, vous ne portez pas un regard manichéen sur la colonisation.

L'idée la plus répandue est que nous étions manipulés par les Blancs…, mais nous aussi nous manipulions les Blancs ! Et puis j'essaie de montrer qu'au-delà des crimes, des atrocités, il y a aussi une aventure humaine incroyable. Mais pour comprendre ça, il faut se mettre à hauteur d'homme. C'est pour cela que j'essaie de faire de l'Histoire une histoire intime.

Ce n'est pas compliqué de s'imaginer dans la peau d'un Blanc ?

Nous sommes tous schizophrènes en Côte d'Ivoire. Dans une soirée qui mélange sociétés parisienne et abidjanaise, tu passes constamment du français au nouchi [argot ivoirien, NDLR], d'une référence à l'autre. Et puis notre génération, issue de la classe moyenne africaine née dans les années 1970, a été la première à vivre dans la double culture en permanence. Nous étudions les bouquins de l'école française, tout en écoutant les contes des grands-parents au village.



Je suis communiste. Je me fous de Lénine, de Staline. Ce qui importe, c'est l'idéologie, l'idéal.

On sent dans votre ouvrage une tendresse pour le communisme…, ce qui n'est pas courant chez les auteurs contemporains.

Oui, je suis communiste. Je me fous de Lénine, de Staline… Ce qui m'importe c'est l'idéologie, l'idéal. Abattre les différences liées notamment à la couleur de la peau. Plutôt que d'adopter une grille de lecture différenciant les Noirs des Blancs, ce qui est l'approche qui domine aujourd'hui, je pense qu'il faut rétablir un discours de classes et d'égalité.

Il y a aussi beaucoup d'humour dans votre livre…

Oui, je suis assez loin d'Édouard Louis (rires) [jeune romancier français qui dépeint dans plusieurs ouvrages une enfance traumatisante, NDLR]. Je crois que quand tu arrives à faire rire quelqu'un, tu parles directement à son intelligence… Celui qui rit, c'est celui qui a compris ! Et puis le rire est une manière de résister, un appel au recul, au calme, une manière de réunir un maximum de monde autour de soi.

Vous avez déjà un autre projet en cours ?

Oui, un roman qui s'intitulera *Classe de putes* : l'histoire de deux jeunes étudiants qui donnent des cours d'alphabétisation à des prostituées. Cela se passera dans les années 1990 à Abidjan, entre l'église Saint-Jean, l'hôtel Ivoire, la Banque mondiale et le lycée classique de Cocody. Une nouvelle aventure. JA

Tendance

Quand l'image engage

Entre revues et sites internet, les jeunes bédéistes d'Afrique du Nord assurent une production riche qui a souvent valeur de témoignage sur notre époque.

JULES CRÉTOIS

« Astro Boy et Slim », répond Rym Mokhtari, dessinatrice de bandes dessinées algérienne et enseignante à l'École des beaux-arts d'Alger, quand on lui demande quelles sont ses références. La première est une série japonaise de manga pour enfants mettant en scène les aventures d'un petit robot aux traits humains. Slim, Menouar Merabtène de son vrai nom, est un dessinateur né en 1945 près de Sidi-bel-Abbès. Ses personnages, Bouzid, Zina et leur chat, créés dans les années 1960 pour la presse algérienne, incarnent un traitement humoristique du quotidien.

Rym Mokhtari, elle, cultive son propre style : elle signe des strips épurés, modernes, parfois à la limite de l'onirique, en noir et blanc. Biberonnée aux productions à la fois étrangères, arabes et nationales, publiant une partie de son travail en ligne et évoluant dans un réseau régional de dessinateurs à la fois francophone et arabophone, Mokhtari symbolise bien la nouvelle génération de bédéistes maghrébins. Autour de la vingtaine ou la trentaine pour la plupart, ils sont des dizaines en Algérie, au Maroc et en Tunisie à créer des œuvres qui témoignent d'une grande richesse graphique et narrative. Si beaucoup de leurs travaux partagent souvent un ton poétique et un aspect universel par le scénario graphique, ils sont aussi largement des outils de témoignage et d'engagement. Les dessinateurs maghrébins rejoignent ainsi leurs pairs du Liban et d'Égypte, déjà bien pourvus en associations et en titres spécialisés.

Bricolage

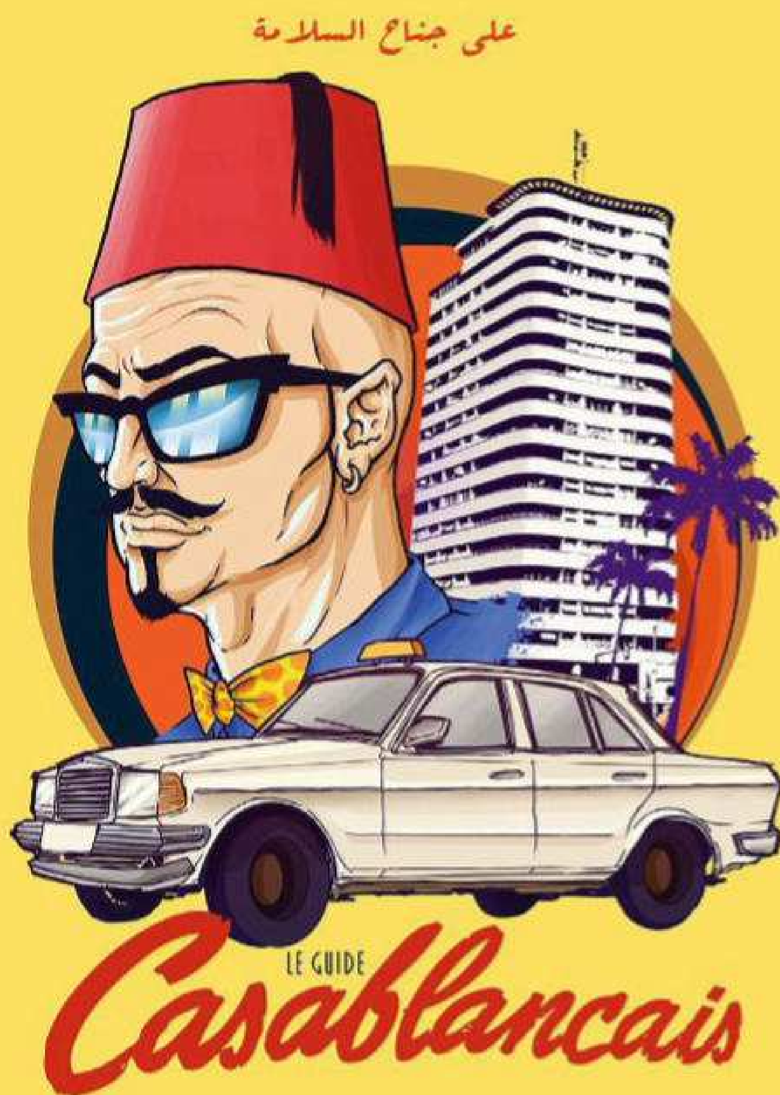
Dans une large mesure, la bande dessinée indépendante trace sa route dans le bricolage. La revue reste centrale. C'est pour en publier que des artistes se retrouvent et c'est à travers elle qu'ils existent. *Skefkef* – le nom d'un petit sandwich de rue –, au Maroc, ou *Lab 619*, en Tunisie, ont été créées en 2013 dans la plus totale autonomie. Avec leur propre argent, activistes et artistes ont monté ces revues, diffusées en librairie ou en marge de rencontres culturelles. Les auteurs algériens ont pu, de leur côté, jouir d'un réseau plus dense de titres et d'événements, soutenus par le ministère, comme le Fibda, le Festival international de la bande dessinée d'Alger, qui a plus de dix ans. Quoi qu'il en soit, pas de quoi non plus nourrir des fantasmes d'underground ici : institutions, curateurs ou éditeurs étrangers s'intéressent depuis quelques années maintenant à cette riche production sud-méditerranéenne. Sa force ? sa richesse. Romans graphiques fins, clins d'œil à un univers manga, illustrations formalistes ou strips cyniques et désabusés volontiers désarticulés... L'hommage au thé et à la

Le secteur de l'édition maghrébin reste en général trop peu solide pour permettre aux auteurs de vivre de leur (neuvième) art.



Un strip épuré de Rym Mokhtari.





Avec ce guide, Rebel Spirit célèbre le chaos de la ville marocaine.

musique marocaine traditionnelle d'Ayoub Abid et la cavalcade casablancaise d'un livreur de pizzas d'Anass Saidi n'ont rien à voir et, pourtant, ils ont été publiés dans la même revue marocaine. La BD maghrébine s'écrit au pluriel.

En 2018, en France, deux recueils ont été publiés. *Nouvelle Génération. La bande dessinée arabe aujourd'hui*, chez Alifbata, et *La Nouvelle Bande dessinée arabe*, coédité par le français Actes Sud et l'algérien Barzakh. Mais le secteur de l'édition maghrébin reste en général trop peu solide – et les subventions sont quasi inexistantes – pour vivre de son (neuvième) art. Ce sont des ONG ou des associations qui viennent le plus souvent en soutien, à l'instar de la fondation allemande Rosa Luxembourg, qui dispose d'une antenne à Tunis, ou de L'Uzine, lieu dédié aux arts jeunes et urbains à Casablanca. Quelques-uns parviennent à multiplier des projets professionnels en plus de pratiquer librement leur discipline. En janvier 2015, Mohamed El Bellaoui, alias Rebel Spirit, a publié *Le Guide casablancais*, célébration du chaos de la ville marocaine dans un langage vernaculaire et cru. En 2017, il sort un second tome dans lequel il croque un couple peu conventionnel et publie par ailleurs une œuvre de commande pour la société de développement de la capitale économique. Un objet bien plus policé, évidemment. Depuis quelques années, la presse collabore de plus en plus souvent avec des dessinateurs comme Rebel Spirit. Les personnages plus casablancais que la caricature du Casablancais et survitaminés du jeune homme ont un succès tout particulier.

Militantisme en ligne

Mais la bande dessinée arabe s'écrit aussi massivement en ligne. Pages Facebook, comptes Instagram et blogs sont les outils de diffusion les plus prisés. Pour un projet précis, Hshouma – « honte » en marocain –, Zainab Fasiki, 24 ans, a ouvert un site homonyme. Le portail est un espace d'expression artistique autant que d'engagement féministe.

Cet aspect militant n'est pas un fait totalement nouveau. Au Maroc, parmi les titres →



Super Khadija – une femme en or, de Zainab Fasiki.

→ emblématiques de la bande dessinée indépendante, on trouve des récits publiés à l'orée des années 2000. Dans *Les Sarcophages du complexe* et *On affame bien les rats*, Mohamed Nadrani et Abdelaziz Mouride, militants marxistes emprisonnés dans les années 1970, ont ainsi raconté leur expérience carcérale. Aujourd'hui, si la BD marocaine militante avait un visage, ce serait sans doute celui de Zainab Fasiki. Après la diffusion en 2017 de la vidéo d'une agression sexuelle dans un bus casablancais, Zainab Fasiki met en ligne – elle est suivie par environ 17 000 internautes sur Facebook et plus de 10 000 sur Instagram – un dessin simple, direct, aux couleurs vives. Une jeune femme, mine abattue et seins nus, son débardeur arraché, au milieu d'un bus vide. Le dessin fait le tour des réseaux sociaux. En 2017, le magazine tunisien *Lab 619* a publié en ligne et sur papier un numéro entièrement consacré à la migration pour lequel des artistes égyptiens ou libanais ont aussi livré des planches. Dans le viseur : le racisme au Maghreb et en Europe, continent devenu forteresse.

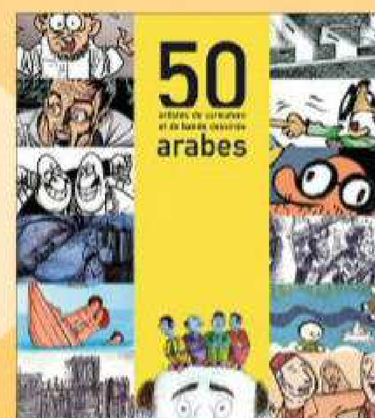
Corruption, violences faites aux jeunes, présence policière étouffante… Les questions de société qui donnent l'impression de ne pas être prises en considération par les élites politiques sont des sujets dont s'emparent les dessinateurs. La tradition algérienne de caricature mordante pour traiter de l'actualité n'est pas perdue. En Tunisie, le site d'informations militant Nawaat publie régulièrement des strips de Sadri Khiari au ton délirant et au fond politique, quand ce n'est pas philosophique. JA

DES CASES AUX MURS

Une exposition, « Nouvelle génération, la bande dessinée aujourd'hui », se tient à la Cité internationale de la bande dessinée et de l'image, dans la ville d'Angoulême (France), jusqu'en novembre 2018. Si le Maghreb occupe une place importante dans le parcours, les dessinateurs libanais et égyptiens sont aussi très présents. La revue cairote *TokTok* trône ainsi en bonne place. Les instituts culturels nord-africains et moyen-orientaux ont été d'une aide précieuse pour monter cet événement, soutenu par un mystérieux mécène libanais fan de BD en arabe. Jean-Pierre Mercier, commissaire de l'exposition, cherche maintenant un moyen d'envoyer l'exposition dans les instituts culturels français du pourtour méditerranéen.
J.CR.



Nouvelle Génération. La bande dessinée arabe aujourd'hui, Alifbata, 208 pages, 22 euros



50 Artistes de caricature et de bande dessinée arabes, Alifbata, 224 pages, 22 euros



La Nouvelle Bande dessinée arabe, Actes Sud et Barzakh, 270 pages, 27 euros

L'espadrille contre-attaque

Elles habillent le pied et séduisent par leur simplicité. Ces chaussures estivales reviennent en force grâce à des créateurs en quête d'originalité.



TIECOURA SANGARE

Les créations de Tiécoura Sangaré.

AYSE SISSOKO

Bastille, 11e arrondissement de Paris : c'est là que se trouve la boutique éphémère TSGR, au 24, rue de Lappe. « J'hésite entre les jaunes et les rouges », lance un client. Ici, les acheteurs sont plutôt jeunes, branchés, à la recherche du petit détail qui fera la différence. Beaucoup sont impressionnés par la diversité des produits. Le créateur de la marque ? C'est Tiécoura (« l'homme nouveau » en dioula) Sangaré, pas encore 30 ans, taille mannequin et sourire chaleureux. Il vend ses espadrilles depuis plus de trois ans. « Je cherchais un moyen original de faire découvrir l'espadrille en Afrique », explique-t-il. Pour réaliser ses modèles, il s'est inspiré de son pays, la Côte d'Ivoire. Son objectif ? Moderniser le wax… Tandis que les espadrilles traditionnelles sont sobres, de couleur unie et sans talon, il propose lui des modèles adaptés à tous les goûts, utilise le wax hollandais et le pagne kita. « Ce qui est sympa, c'est que l'on peut jouer avec les motifs et s'amuser avec les couleurs. » Il fait fabriquer ses paires en Espagne afin d'obtenir un produit solide et authentique.

Vraisemblablement créées au XIVe siècle en Catalogne, maintes fois ringardisées, ces stars de la plage reviennent une nouvelle fois en grâce tant du côté de la gent masculine que de la gent féminine. Légères et confortables, elles conviennent à tous les styles, chics ou détendus. Pour ne pas passer à côté d'un créneau juteux, toutes les chaînes de prêt-à-porter l'ont investi… et les créateurs africains sont de plus en plus nombreux à s'y intéresser.

La marque La Brousse, de Sandra Andrea, puise son inspiration en Ouganda et au Congo. Pour sa collection, la jeune femme a inventé douze paires : le modèle Kololo, du nom d'un quartier de Kampala, un tissu wax vert décoré de cercles bleus, ou encore le modèle Jua, composé d'un pagne aux motifs de palmes bleu, jaune et blanc. Une société française, Archiduchesse, a également misé sur les espadrilles avec la collection « Ça wax pour moi ». Contrairement à TSGR et à La Brousse, elle propose des espadrilles made in France. « Nous avions dans l'idée de lancer une minicollection capsule inspirée de motifs wax. Notre fabricant établi en France nous a proposé ce nouveau modèle qui nous a tout de suite séduits », raconte Marie, la créatrice de la marque.

C'est grâce aux réseaux sociaux que ces chaussures estivales se sont frayé un passage jusqu'aux amateurs de sape. « Quand les gens achètent, on fait une vidéo, on les tague et leurs amis les voient », explique Sangaré. La com 2.0 paie : ses chaussures sont vendues entre 40 et 65 euros la paire, soit deux à trois fois plus que les tarifs généralement pratiqués. Le succès ne s'arrête pas là puisque de nombreuses personnalités ont succombé aux jolies paires : le comédien Moussier Tombola ou encore la blogueuse Fatou N'diaye. JA

Modèle Paya, marque La Brousse.



LA BROUSSE

LE LIEU

Hôtel Ducor

Il fut le plus beau palace de Monrovia, l'un des derniers bastions des soldats de Samuel Doe, puis un abri pour des dizaines de familles. Aujourd'hui, plusieurs groupes lorgnent le joyau en ruines.

ANNA SYLVESTRE-TREINER

Lorsqu'elle pénètre dans l'hôtel Ducor, Victoria Tolbert entend encore l'argenterie qui tinte, le ronronnement des climatiseurs... Même le brouhaha des clients dans le vaste hall semble lui parvenir. Elle qui a passé une enfance dorée à Monrovia n'a rien oublié des cris des bambins avec lesquels elle aimait jouer dans la grande piscine surplombant l'océan.

Les souvenirs sont intacts, mais il ne reste qu'eux à l'hôtel Ducor. Voilà trente ans que la fierté de Monrovia n'accueille plus aucun client. Il ne subsiste qu'un gardien, qui, moyennant un dollar glissé dans le creux de la main, laisse entrer le visiteur sans trop se faire prier. Pour visiter l'hôtel, il n'y a plus de porte à pousser. À l'intérieur, pas une seule fenêtre à ouvrir, pas un lit, pas une table, pas une chaise. La moisissure s'est emparée de la piscine, et la végétation a conquis le béton. Seuls ses huit étages continuent de surplomber la capitale libérienne. Vestiges d'un ancien monde, dignes d'un décor de cinéma.

Il faut emprunter le grand escalier en colimaçon, éviter les trous béants dans les marches et gravir un à un les étages. Explorer là ce qui était la cage d'ascenseur dorée, glisser ici un œil dans ce qui était autrefois une chambre, remarquer les restes d'une luxueuse céramique, traquer les vestiges de la splendeur passée. Il faut monter jusqu'à la terrasse dont le garde-corps s'est depuis longtemps effondré, lutter contre le vertige et, depuis le plus haut point de la ville, admirer Monrovia. De là-haut, on peut voir Mansion House, qui abrite la présidence, le Sénat, l'ambassade américaine et le grand temple maçonnique. Ça ne trompe pas : les lieux de pouvoir sont à deux pas.

Cinq étoiles

Construit en 1959 sous la présidence de William Tubman, le Ducor était l'un des plus beaux hôtels du continent, sans doute le plus grandiose d'Afrique de l'Ouest. Mélange de luxe et de raffinement, il accueillait à l'époque de puissants personnages. La légende raconte que l'Ougandais Idi Amin Dada a nagé armé dans la piscine. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien, y a passé une nuit en 1960 et en est ressorti tellement émerveillé qu'il voulut le même hôtel – en mieux – pour Abidjan. Dès l'année suivante, Moshe Mayer, l'architecte du Ducor d'origine israélienne et proche de Tubman, commença les travaux de l'hôtel Ivoire sur les bords de la lagune Ébrié. Y trône désormais une grande tour géométrique, semblable à celle de l'hôtel libérien.

Palace administré par le groupe InterContinental, l'un des rares à avoir décroché à l'époque une cinquième étoile, le Ducor était aussi le lieu de rendez-vous des expatriés et de la haute société libérienne. On y venait le samedi et le dimanche midi pour bruncher. Reflet de la ségrégation qui prévalait dans le pays, les clients étaient alors presque tous des Congos, ces Libériens d'origine africaine-américaine qui détenaient tous les leviers du pouvoir, tandis que les employés étaient, eux, des *natives*.

« Chaque fois que je reviens à Monrovia, je vais voir le Ducor et prendre quelques photos », raconte Victoria Tolbert. La jeune femme est la petite-fille de l'ancien président William Richard Tolbert. « C'est un miroir du Liberia. La bâtisse est si solide que même le temps n'est pas parvenu à la détruire. Les hommes, en revanche, lui ont enlevé sa splendeur. C'est un lieu au goût doux-amer pour moi. »

La chute du Ducor a débuté avec celle de son grand-père, en 1980. Arrivé au pouvoir neuf ans plus tôt,



La piscine au temps de la splendeur et aujourd'hui, plus de dix-neuf ans après la fermeture...

DR

le président Tolbert est assassiné cette année-là dans Mansion House par un groupe de soldats. Leur chef, le sergent Samuel Doe, prend la tête du pays. C'est la première fois qu'un *native* dirige le Liberia, mais le coup d'État inaugure aussi plus de deux décennies d'instabilité et de violences.

Point culminant

Les investisseurs et les touristes fuient, les Congos s'exilent, le Ducor se vide peu à peu, l'entretien laisse à désirer, mais c'est seulement neuf ans plus tard que le palace ferme définitivement ses portes. Les rebelles conduits par Charles Taylor lancent l'offensive pour déloger Doe, la guerre civile commence.

Le Ducor, lui, est abandonné et pillé. Les Monroviens s'emparent alors de ce lieu jusque-là réservé à l'élite. Petits commerçants, travailleurs, des familles entières s'installent dans ce qu'il reste du grand hôtel. Ils sont ensuite remplacés par des hommes armés: le Ducor, point culminant de la ville, est stratégique. Depuis sa tour, on voit l'Atlantique et la ville à plusieurs kilomètres à la ronde.

L'arrivée au pouvoir de George Weah, en janvier, a relancé tant les appétits que l'envie du gouvernement libérien de voir le complexe rouvrir.

En 1990, alors que les forces gouvernementales sont cernées dans la capitale, il est l'un des derniers bastions des soldats de Doe. De là, ils voient parfaitement leurs ennemis, situés à leurs pieds, juste de l'autre côté du pont. Des impacts de balles sur les murs, et un surnom, Bloody Hill, « la colline sanglante », donné un temps au quartier sur lequel est érigé le Ducor, témoignent de la violence des combats de l'époque.

Ce n'est qu'avec la paix que le Ducor sera évacué. Deux ans après son accession au pouvoir, Ellen Johnson Sirleaf en fait expulser les squatteurs. La nouvelle présidente libérienne convainc Mouammar Kadhafi du potentiel de ce lieu et signe un accord avec le gouvernement libyen: plusieurs dizaines de millions de dollars sont prévues pour redonner vie au grand hôtel libérien. Le projet, sans cesse repoussé, est oublié avec la mort du Guide, en 2011, mais pas les difficultés. Selon plusieurs sources, le terrain et le bâtiment appartiennent aujourd'hui au groupe libyo-tunisien Laico, ce qui complique leur cession à de potentiels investisseurs. Car l'arrivée au pouvoir de George Weah, en janvier dernier, a relancé tant les appétits que l'envie du gouvernement libérien de voir le Ducor rouvrir. Trois groupes hôteliers, dont deux africains, ont déjà fait savoir qu'ils étaient intéressés. L'un de ces projets arrivera-t-il à son terme? Après les espoirs suscités par l'élection de l'ancien footballeur, la renaissance du Ducor deviendrait à coup sûr un symbole de renouveau pour le pays. JA



NIC BOTHMA/EPA/MAXPPP

Cinéma


MEMENTO FILMS

Tu accoucheras dans le mensonge

Avec *Sofia,* prix du scénario au Festival de Cannes, la Marocaine Meryem Benm'Barek s'interroge sur les hypocrisies d'une société qui stigmatise les mères célibataires.

RENAUD DE ROCHEBRUNE

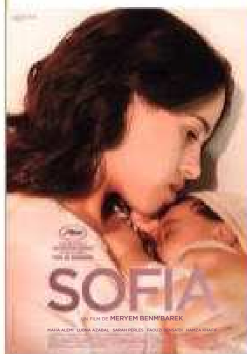
« Cent cinquante femmes accouchent chaque jour hors mariage au Maroc. Elles encourent la prison, elles sont stigmatisées et leurs enfants aussi. » C'est de cette réalité que Meryem Benm'Barek a voulu rendre compte dans *Sofia*. Ce premier film lui a valu une reconnaissance internationale : à Cannes, dans la section Un certain regard, il a obtenu le prix du scénario.

Sofia pourrait passer pour un drame social classique évoquant la situation des mères célibataires dans un pays où elles sont, plus qu'ailleurs, ostracisées. Mais l'histoire est plus complexe. D'abord parce que la postadolescente dont on suit les pérégrinations ne sait pas qu'elle est enceinte. Prise de douleurs durant un repas de famille, elle est accompagnée clandestinement aux urgences par sa cousine Lena, étudiante en médecine, qui subodore un déni de grossesse. L'histoire prend alors des allures de thriller avec la course échevelée des deux jeunes femmes pour trouver un lieu où l'on acceptera de mettre au monde l'enfant inattendu. La loi interdit de le faire sans prévenir les autorités, qui peuvent menacer la mère de prison si elle n'identifie pas le père. Cette course-poursuite sera suivie d'une autre pour trouver ledit père, que Sofia devra dénoncer afin de pouvoir organiser un mariage.

Critique radicale

Omar, le jeune homme désigné par Sofia, commence par nier tout rapport sexuel, avant de se résigner afin d'éviter une condamnation pour viol. Vivant dans le quartier populaire de Derb Sultan, à Casablanca, il appartient à un tout autre monde que la famille petite-bourgeoise de Sofia, qui réside dans le centre-ville. Et à un univers encore plus éloigné de celui que cette famille entend rejoindre grâce à un projet de business avec les parents de Lena, qui vivent dans le quartier d'Anfa, où se concentrent les grandes propriétés… Le spectateur doit s'attendre à d'autres rebondissements : et si, par exemple, Sofia avait totalement inventé sa version des faits ?

Meryem Benm'Barek abandonne ainsi le fil narratif convenu autour de la femme victime pour proposer la critique radicale d'un Maroc où règnent inégalités et violence sociale. Où, pour se débrouiller, nombreux sont ceux qui doivent se résigner à l'hypocrisie, voire au mensonge. « Si je fais du cinéma, assure-t-elle, c'est par nécessité, pour réaliser des films dont les séquences sont construites comme autant de questions que je me pose et qui ont trait à l'humain. Des questions qui ne concernent pas que le Maroc. » Fille de diplomate, ayant longtemps vécu en France, en Belgique et ailleurs, Benm'Barek se veut une réalisatrice internationale et espère tourner ses prochains films en Europe et en Indonésie. Vu la détermination de la cinéaste et sa maîtrise de la mise en scène, nul doute qu'on entendra reparler de ses questions sur grand écran. JA



Sofia, de Meryem Benm'Barek, sortie en France le 5 septembre



ROBERT NZAOU

CONGO
L'heure des comptes

Pour sortir de la crise, l'État a amorcé une stratégie visant à restructurer la dette, relancer la croissance hors hydrocarbures et améliorer les conditions de vie. Surtout, il s'engage à plus de transparence.



Cécile Manciaux

@cecilemanciaux

Coup de balai

« Gouvernance » : exemple type de mot-valise furieusement à la mode ces jours-ci dès qu'il s'agit du Congo. Dans la bouche du président Sassou Nguesso lors de son discours du 14 août et dans celle de ses opposants, qui semblent en avoir découvert le sens une fois éloignés du pouvoir ; à la une du Plan national de développement et à chaque étape du décapant Rapport sur la gouvernance et la corruption publié en juin par le ministère des Finances ; au cœur, bien sûr, des négociations-marathons avec le FMI. Mais saisit-on vraiment, à Brazzaville, tout ce qu'implique et exige l'appropriation de ce terme ? C'est encore loin d'être évident.

Opacité, clientélisme, mauvais climat des affaires, immodestie de l'État et de ses serviteurs, train de vie ostentatoire de celles et ceux que leur proximité avec le régime a enrichis, repli identitaire… La liste de ces « antivaleurs » que le chef de l'État appelle rituellement à éradiquer depuis sa réélection, en 2016, est longue. Chaque soir, le *20 heures* de Télé-Congo consacre des reportages aux incivilités ordinaires qui en disent long sur la dépravation de la notion de bien commun chez les Congolais : La Patte-d'Oie, poumon vert de Brazzaville, saccagée par les creuseurs de charbon ; université de Kintélé vandalisée avant même son inauguration, tout comme les logements attenants destinés aux sinistrés du 4 mars 2012 ; hôpital Blanche-Gomez vidé d'une partie de ses équipements pendant sa rénovation ; berges du fleuve dégradées par les constructions anarchiques de villas, etc.

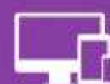
S'y attaquer avec la volonté de trancher dans le vif est d'autant plus urgent que la saison des pluies approche, avec son cortège de tracas quotidiens. En toute ingénuité, le maire de la capitale a déjà prévenu ses concitoyens : son administration étant rongée par lesdites « antivaleurs », il sera dans l'incapacité de les soulager pendant cette période à hauts risques.

Bonne nouvelle tout de même : le retour de la paix dans le Pool se consolide. Et, avec elle, la réouverture de l'artère vitale Pointe-Noire-Brazza, qui permet au Congo de mieux respirer. Même si, en entendant le pasteur Ntumi ériger au premier rang de ses revendications la construction d'une villa et une fonction officielle avec la rémunération qui convient, on se dit que le mal décrit plus haut est profond.

Dangereux prédateurs

À deux ans et demi d'un scrutin présidentiel auquel, depuis l'adoption de la nouvelle Constitution, rien ne lui interdit de se présenter, Denis Sassou Nguesso doit pourtant savoir que ce simple retour à la normale, joint à la conclusion prochaine d'un accord avec le FMI, ne suffit pas à dresser un bilan. Au préalable, il lui faudra sans doute couper les branches mortes au sein du gouvernement et n'y garder que celles qui conservent assez de sève et de crédibilité pour obtenir l'adhésion de l'opinion. Mettre de l'ordre aussi au sein d'un parti qui, faute de tenir enfin son congrès (pour des raisons d'ordre financier), est ballotté entre les ambitions contradictoires de ses caciques, à la tête d'« écuries » tentaculaires.

Le fils de chasseur qu'est Denis Sassou Nguesso sait que les prédateurs les plus dangereux sont en général ceux que masque la forêt profonde. Sur ce plan comme sur celui de la nécessaire rupture avec la mauvaise gouvernance (les deux, d'ailleurs, se rejoignent puisqu'ils concernent les mêmes individus), le chef de l'État congolais serait fondé à méditer l'aphorisme de Mao Zedong : « Là où le balai ne passe pas, la poussière ne s'en va pas d'elle-même. » JA



Suivez toute l'actualité du Congo sur **www.jeuneafrique.com**

ENJEUX

À l'épreuve des faits

Une dette publique écrasante, des recettes toujours portées par les produits pétroliers… Trois ans après le début de la crise financière, les efforts consentis n'ont pas encore relancé l'économie et peinent à convaincre le FMI. Ce que va tenter de faire le nouveau Plan national de développement.



La route de la Corniche, à Brazza, a bénéficié d'importants financements chinois et français.

OLIVIER CASLIN

« Signer avec le FMI est une affaire classée », affirmait Clément Mouamba, au cœur de l'été 2017, dans une interview à *Jeune Afrique*. Le Premier ministre congolais pronostiquait alors la finalisation d'un accord « d'ici à la fin du mois de septembre ». Ce n'est pourtant qu'un an plus tard – le 3 août dernier – qu'il a fait parvenir à l'institution financière la lettre d'intention détaillant la stratégie que son gouvernement entend suivre pour remettre le pays en marche, si possible avec le soutien financier du Fonds, dont le conseil d'administration, le même jour, repoussait pour la cinquième fois en deux mois l'examen de la situation économique du Congo.

L'affaire n'est donc pas classée. Et elle ne le sera pas tant que la facilité élargie de crédit (FEC), qui a été consentie l'an dernier au Gabon et au Cameroun, ne sera pas accordée au Congo. Craignant une mise sous tutelle de l'économie, qui n'aurait rien à envier aux programmes d'ajustement structurel des années 1980, et dans un contexte social déjà tendu, les autorités congolaises ont d'abord cherché des alternatives, notamment auprès des pays du Golfe, avant, semble-t-il, de se résigner à suivre la feuille de route proposée par le FMI.

Longtemps réticentes, elles montrent un empressement inhabituel depuis le mois de juin, avec l'élaboration et l'adoption d'un nouveau Plan national de développement (PND 2018-2022, *lire p. 97*), préalable à la lettre d'intention envoyée, donc, début août à Washington. Comme pour se faire pardonner leur contrevérité de mars 2017, quand Brazzaville annonçait un endettement à hauteur de 77 % du PIB… avant qu'il se révèle quelques mois plus tard atteindre 117 %, une fois intégrés les emprunts gagés sur la production pétrolière conclus avec différentes →



WANG TENG/XINHUA-REA

→ sociétés internationales de négoce. Une dette qualifiée d'« insoutenable » par les experts du FMI, qui, depuis leur visite à Brazzaville, en avril, enjoignent au pays de faire de sérieux efforts en matière « de gouvernance et de transparence ». Ne serait-ce que pour redonner confiance à ses créanciers. À commencer par le premier d'entre eux, la Chine, qui détiendrait près de 35 % de la dette extérieure totale du Congo – actuellement estimée à un peu moins de 10 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros).

Allé à Pékin à la fin de juillet pour renégocier les conditions de remboursement, Clément Mouamba n'est pas encore parvenu à obtenir des autorités chinoises le feu vert nécessaire à la conclusion d'un accord avec le FMI. Attendu dans la capitale chinoise au tout début de septembre dans le cadre du septième sommet sino-africain, le président Sassou Nguesso devait lui-même se charger de ce dossier pour, enfin, le faire aboutir.

Le Congo va en effet devoir mobiliser rapidement d'importantes ressources financières pour mettre en œuvre son PND 2018-2022. Faute de pouvoir se permettre un nouveau dérapage budgétaire dans l'immédiat, le gouvernement compte faire appel au secteur privé local et international, ainsi qu'à d'autres investisseurs étrangers, notamment chinois, pour apporter les deux tiers des 15 510 milliards de F CFA (environ 23 milliards d'euros) nécessaires au PND d'ici à 2022.

« Un bon signe »

En attendant le « verdict » du FMI, la définition de ce nouveau plan quinquennal a déjà été plutôt bien accueillie par les autres partenaires multilatéraux. Arrivée dans ses nouvelles fonctions au début de juillet, la résidente de la Banque mondiale au Congo, l'Ivoirienne Korotoumou Ouattara, voit dans ce PND « un nouveau cadre de partenariat ».

Rien de neuf sous le soleil, mais « la volonté de poursuivre ce qui a été commencé lors du précédent plan, notamment en matière de réforme du système éducatif et de diversification économique, est un bon signe », apprécie un fonctionnaire international. Surtout, comme un gage donné au FMI, le PND insiste sur le volet de la gouvernance, avec d'importantes réformes annoncées pour moraliser la vie politique, réduire le train de vie de l'État et lever un coin du voile qui couvre la gestion de la rente pétrolière. Une volonté saluée à Washington, où l'on attend désormais les preuves concrètes d'une plus grande discipline budgétaire.

Cela aurait pu être le cas dès cette année. Porté par les promesses d'un baril à nouveau au-dessus des 70 dollars et par une production en hausse, dopé par le démarrage, à la mi-2017, du champ pétrolier de Moho-Nord, le budget prévisionnel, alimenté à 70 % par les hydrocarbures, prévoyait une augmentation de 18 % des recettes (alors que ces dernières avaient chuté de 43 % entre 2013 et 2017) : une bouffée d'air frais, qui devait « permettre de rétablir la viabilité financière du pays », voulait croire le FMI… Las, le ministre des Finances, Calixte Nganongo, a dû revoir ses chiffres à la baisse. À la fin de juillet, il annonçait un trou de trésorerie de 550 milliards de F CFA, soit un tiers du budget initialement prévu, imputé « à la mauvaise conjoncture persistante dans les secteurs non pétroliers » – qui ont enregistré une baisse de 9,2 % de leurs activités en 2017.

Raison de plus pour ne pas faire l'économie d'un nouveau « plan d'ajustement budgétaire », selon la terminologie du FMI. Le président Denis Sassou Nguesso n'a d'ailleurs pas dit autre chose lors de son discours du 14 août. Après avoir reconnu que le pays faisait face « à une crise grave et préoccupante », il s'est montré rassurant, affirmant qu'elle sera surmontée avec l'aide du FMI. Il a même déclaré que « le programme pourrait entrer en vigueur au cours du dernier trimestre de l'année en cours ». Espérons que, cette fois, les faits donneront raison au Congo. JA

Tableau de bord macroéconomique

	2015	2016	2017	2018 (Estimations)	2019 (Estimations)
	(variation annuelle, en %)				
PIB réel, à prix constants	2,62	– 2,83	– 4,61	0,74	4,64
Inflation	3,17	3,19	0,45	1,54	1,60
	(en % du PIB)				
Solde budgétaire global	– 27,25	– 22,56	– 7,21	3,85	5
Total des recettes et dons	25,92	27,44	23,09	27,70	28,22
Total des dépenses et prêts nets	53,17	50,0	30,30	23,85	23,22
Dette publique totale	97,13	114,60	119,07	110,38	105,01

SOURCES : AUTORITÉS CONGOLAISES ET FMI, AVRIL 2018

PEUT VRAIMENT MIEUX FAIRE

Dans le rapport « Doing Business » 2018 de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires, le Congo émarge au 179e rang sur 190 pays étudiés, en recul de trois places comparé à 2017. Parmi les principaux freins à la pratique des affaires : la faiblesse de l'État de droit, notamment le non-respect des droits de propriété (le pays est classé 155e sur 190 en matière d'application des dispositions contractuelles), et, surtout, le poids de l'administration fiscale, c'est-à-dire des formalités relatives aux impôts et aux cotisations sociales (185e sur 190). Selon le rapport, les entreprises actives au Congo doivent payer en moyenne 50 taxes différentes par an, contre 37,2 dans la sous-région, ce qui leur prend deux fois plus de temps en préparation, en classement et en paiement. Un lourd handicap dont le gouvernement se dit conscient et qu'il s'est engagé à résoudre dans le cadre du PND *(lire p. 97).*

CÉCILE MANCIAUX

Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers de Brazzaville



LA CCIAM, VOTRE PARTENAIRE STRATÉGIQUE POUR LES AFFAIRES



Président de la Chambre de Commerce de Brazzaville

PAUL OBAMBI

Suivant le Décret 95/245 du 4 Décembre 1995, la Chambre Consulaire de Brazzaville a pour missions de :

- Représenter et défendre les intérêts commerciaux, industriels, agricoles, miniers, énergiques, forestiers, halieutiques, artisanaux, des métiers, des services et d'une manière générale, de tous les secteurs de l'économie ;
- Assister et conseiller les entreprises et leur donner toutes les informations utiles pour l'exercice de leurs activités, promouvoir le commerce intérieur et établir les certificats d'origine et autres attestations concernant les échanges commerciaux.

APPUI AUX ENTREPRISES

Représentée au Centre de formalités administratives des entreprises, qui est une structure de facilitation de création rapide des entreprises, la CCIAM joue un rôle majeur dans les milieux des affaires. Elle développe une abondante activité d'encadrement et surtout de promotion des entreprises. Les principales activités d'appui aux entreprises sont :

- L'appui à la création des entreprises ;
- La promotion des produits et des services des entrepreneurs congolais par le biais de la participation aux foires, salons, conférences, forums, etc... ;
- L'assistance en matière de recherche de partenaires et de financements ;
- La formation professionnelle (formation diplomante, formation continue, séminaires, conférences) grâce à son centre de formation et de perfectionnement professionnel.
- La publication des revues et bulletins d'information (échos de la chambre de commerce).

Dans son ambition de dynamiser davantage son appui aux entreprises, la CCIAM compte dans les prochains jours développer d'autres outils, notamment :

- la création d'un centre d'information sur l'AGOA ;
- la création d'un centre incubateur des entreprises ;
- la mise en place d'un guide de création d'entreprise ;
- la création d'un centre de formation des techniciens pour la maintenance du matériel bio-médical ;
- la création du centre d'arbitrage et de médiation.

DU PARTENARIAT

Outre d'être membre du réseau CPCCAF (Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones), la CCIAM entretient un vaste réseau de relations consulaires. Elle a signé des conventions (accords) de coopération avec plusieurs consœurs de par le monde, de même qu'elle entretient de bonnes relations avec des organismes internationaux intéressés par les activités du secteur privé (Union Européenne, Banque mondiale etc...).



Avenue Amilcar CABRAL, Centre Ville - B.P. 92, Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 05 067 99 79/ 05 551 15 06 - Fax : (+242) 22 281 16 08 - Mail : cciam_brazza@yahoo.fr

www.cciambrazza.com

Congo telecom
Le Bonheur d'être chez vous !

Congo Télécom, levier de la construction de la société de l'information et de la communication au Congo

Congo Télécom est un opérateur historique des télécommunications en République du Congo, créé en mars 2003 à la suite de la dissolution de l'Office National des Postes et Télécommunications. Congo Télécom est une société anonyme avec administrateur général, régie par le droit OHADA et au capital de 5 200 000 000 de Francs CFA entièrement détenu par l'état congolais. Congo Télécom a pour but d'apporter à l'ensemble de ses clients, grâce à des produits innovants, le confort nécessaire à l'amélioration de leur qualité de vie tant professionnel que domestique.

Des infrastructures

Longtemps en hibernation du fait de la destruction à près de 80 % de ses infrastructures pendant la guerre civile de 1997, Congo Télécom opérateur historique du Congo entame depuis 2012 sa rénovation grâce au projet de couverture nationale en infrastructures de télécommunications dit PCN, initié par le Président Denis SASSOU-N'GUESSO dans son projet de société. En effet, le projet de couverture nationale en infrastructures de télécommunications est un projet qui consiste à **déployer des infrastructures de télécommunications basées sur la fibre optique sur l'ensemble du territoire national**. Il se déploie séquentiellement en trois phases et aujourd'hui les deux premières phases sont terminées offrant ainsi trois centraux NGN répartis entre Pointe-Noire, Brazzaville et Oyo ; deux fibres entre Pointe-Noire et Owando et une fibre entre Owando et Ouesso à l'extrême nord du Congo et des boucles métropolitaines à Brazzaville, Pointe noire et Oyo ainsi que dans les chefs lieux de département, soit un total de près de 3000 km de fibre optiques déployés.
Congo Télécom est également membre du consortium West Africa Câble Système (WACS) qui gère un câble sous-marin allant de l'Afrique du Sud à Londres avec des bretelles sur la côte ouest. Grâce à cette appartenance au WACS, Congo Télécom dispose d'une station d'atterrage de la fibre optique sous-marine située à 15 km de pointe noire.

Des services

Avec cet arsenal infrastructurel Congo Télécom est aujourd'hui à même d'offrir à sa clientèle entreprises, institutions et particuliers des gammes de services variés tels que la voix, la data et internet. Congo Télécom a entrepris malgré une conjoncture de crise et en l'absence de la troisième phase au remplacement complet de son réseau de distribution cuivre qui lui permettait d'offrir des services sur l'ADSL par un réseau entièrement en fibre optique. Avec une distribution totalement en fibre optique Congo Télécom a su séduire les entreprises et les institutions par la qualité et la stabilité de ces services. Le clou de tout a été l'offre FTTH (Fiber to the home) destiné aux particuliers qui a fait de Congo Télécom l'un des premiers opérateurs à offrir ce type de service dans la sous-région Afrique Centrale. Dans le cadre de ses missions de service public, Congo Télécom a déployé depuis décembre 2016 plusieurs points d'accès wifi très haut débit dans la capitale Congolaise et certaines localités de l'intérieur afin de permettre aux populations de bénéficier gracieusement de l'internet haut débit. **Ces exploits ont eu pour effet de placer Congo Télécom en position de leader sur le marché de l'Internet au Congo.**

Conquête internationale

Conscient de la nécessité d'accompagner sa clientèle disposant des activités dans plusieurs pays dans leur expansion internationale Congo Télécom a entrepris depuis juillet 2018, sa conquête internationale en établissant deux points de présence à Londres qui est l'une des places culminantes du secteur des télécommunications dans le monde. Les points de présence de Paris et Johannesburg en cours de construction seront totalement opérationnels d'ici mi-octobre 2018.
Disposant ainsi de ces points de présence actuels et à venir, Congo Télécom pourra s'affranchir des opérateurs de transit et les coûts y afférents et **offrir de meilleurs services, sur un réseau entièrement contrôlé et maîtrisé par elle même**.

Transformations internes

Congo Télécom a entrepris en interne de nombreuses transformations dont l'une des plus importantes est le rajeunissement des ressources humaines qui sont passés de l'âge moyen de 55 années à 28 années. Congo Télécom dispose ainsi d'une équipe jeune et dynamique aux capacités opérationnelles renforcées au service de sa clientèle 24heures/24 et 7jours/7.



Congo Télécom, Boulevard Denis SASSOU-N'GUESSO, B.P 2027 Centre-Ville, Brazzaville - Tél. : + (242) 22 260 10 11 / 22 660 60 60
www.congotelecom.cg

DIPLOMATIE

Stratégie orientale

Entre le soutien apporté par le Maroc à la création du Fonds bleu pour le bassin du Congo et l'adhésion à l'Opep, Brazzaville entretient ses amitiés et multiplie les échanges avec les pays du Maghreb et du Moyen-Orient.



Denis Sassou Nguesso (à dr.) et Mohammed VI, le 29 avril à Brazzaville.

MAP

ROSE-MARIE BOUBOUTOU, *envoyée spéciale*

Brazzaville multipliait depuis un an ses échanges avec les États du Golfe, en quête de soutiens pour sa demande d'adhésion à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Dans l'espoir, aussi, d'attirer des investisseurs et de bénéficier des fonds et programmes d'appui pour le développement de projets dans les pays membres, en particulier dans le domaine de l'agriculture. « Les liens avec les pays du Moyen-Orient se sont en effet resserrés à la faveur de l'option prise par notre pays de diversifier son économie, mais aussi dans le but d'élargir le champ de ses partenaires », reconnaît le député Ferréol Gassackys, rapporteur de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

Soutenu dans sa démarche par le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, le Congo a intégré le cartel pétrolier le 22 juin. Sa production reste cependant modeste, même si, avec la mise en activité des champs de Moho-Nord et Banga Koyo, elle promet de dépasser les 350 000 barils par jour en 2018 et de permettre au pays de se hisser au rang de 3e producteur en Afrique subsaharienne (devant la Guinée équatoriale, mais très loin derrière le Nigeria et l'Angola). « Le Congo a désormais son mot à dire sur le négoce relatif au secteur, surtout lorsque les décisions portent sur l'ajustement du prix du baril », souligne Jean-Claude Gakosso, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

Liens du cœur

Avec le Maghreb, l'amitié est ancienne. « Nos relations avec ces pays plongent leurs racines dans l'histoire des mouvements de libération », explique le ministre. Des liens presque affectifs unissent le président congolais avec l'Algérie et le Maroc.

Denis Sassou Nguesso a reçu sa formation militaire à l'académie militaire de Cherchell, en Algérie – où il est « considéré comme un fils du pays », souligne Jean-Claude Gakosso. Il s'investit dans le règlement de la crise libyenne avec l'Algérie (*lire p. 82*). Lors de sa dernière visite d'État à Alger, en mars 2017, une quinzaine d'accords de coopération ont été signés.

Des liens du cœur l'unissent également au Maroc. Denis Sassou Nguesso fut

ainsi l'un des tout derniers chefs d'État à s'entretenir avec le roi Hassan II avant sa disparition.

Une relation qui s'est poursuivie avec Mohammed VI. Lequel a parrainé l'initiative de création du Fonds bleu pour le Bassin du Congo, lancée par le chef de l'État congolais lors de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP22) de Marrakech, en novembre 2016, pour financer le développement de l'économie bleue dans douze pays de la sous-région. Un an et demi plus tard, le souverain chérifien était l'invité d'honneur du premier sommet des chefs d'État signataires, à Brazzaville, fin avril. En marge de cette rencontre, les autorités marocaines et congolaises ont signé, là encore, une quinzaine d'accords de coopération bilatérale dans des domaines très divers. Denis Sassou Nguesso se prépare à effectuer très prochainement une visite d'État à Rabat.

Partenaires traditionnels

La Turquie est également plus présente au Congo, qui est devenu son deuxième partenaire dans la zone CEEAC, après l'Angola. Hormis les bourses d'études qu'il octroie chaque année, Ankara a notamment permis la reconstruction de l'hôtel M'Bamou Palace et la réalisation du Centre international de conférence de Kintélé, inauguré en juin 2017, au nord de Brazzaville. Jouxtant le complexe sportif de la Concorde (où se sont tenus les XIe Jeux africains en 2015), ce centre a été construit par le groupe stambouliote Summa et financé pour 134,45 milliards de F CFA (205 millions d'euros) par Eximbank Turquie, qui s'est engagée à financer la future Cité gouvernementale de Brazzaville.

Ces rapprochements ne remettent pas en cause la relation avec les partenaires traditionnels. « La France et la Chine restent des partenaires privilégiés, qui ont bien compris que l'ampleur de la crise économique doit encourager notre pays à élargir le champ de sa coopération, souligne Ferréol Gassackys. Ils nous incitent à aller dans cette voie et maintiennent leur soutien de la manière la plus concrète. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. »

Passés de 290 millions de dollars en 2002 à 6,5 milliards en 2015, les échanges bilatéraux avec la Chine ont marqué le pas en 2016, à 3 milliards de dollars, à cause de la crise financière. Quant à la part de marché de la France au Congo, elle est passée de 20 % en 2012 à 13 % en 2016. Les exportations de Paris vers Brazza ont diminué de 20 %, et les importations (essentiellement des produits pétroliers) ont chuté de 52 % entre 2015 et 2016. « Le rapprochement du Congo avec les autres pays exportateurs de pétrole et son adhésion à l'Opep sont de nature à asseoir sa crédibilité et sa solidité dans le cénacle mondial, estime Jean-Claude Gakosso. Et c'est un facteur plutôt rassurant pour nos principaux partenaires, dont la France. » JA

DSN, LE MÉDIATEUR AFRICAIN DE LA CRISE LIBYENNE

Le président Denis Sassou Nguesso (DSN) faisait partie du comité des cinq chefs d'État désignés en 2011 par leurs pairs de l'Union africaine (UA) pour se rendre à Tripoli et tenter une médiation auprès du colonel Mouammar Kadhafi.

C'est donc sans surprise que, lors de la 27e session ordinaire de la conférence de l'UA, réunie à Kigali à la mi-juillet 2016, DSN a été chargé de présider le comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, institué afin de permettre à l'organisation de reprendre l'initiative et de coordonner les efforts entre tous les acteurs pour tenter d'aboutir à une solution politique négociée et durable.

En 2017, Brazzaville a abrité deux réunions du comité de haut niveau, en janvier puis en septembre, avec des délégations des autres pays membres du comité (Niger, Mauritanie, Afrique du Sud, Éthiopie), des pays voisins de la Libye (Tchad, Soudan, Égypte, Tunisie, Algérie), le président du Conseil libyen, Fayez el-Sarraj, et le chef de l'armée nationale, Khalifa Haftar. Entre ces deux sommets, la capitale congolaise a accueilli, en mai, une rencontre avec les chefs des principales tribus libyennes.

En mars et en août 2017, DSN s'est par ailleurs rendu à Alger pour faire avancer la médiation. En tant que président du comité de haut niveau de l'UA, il a évidemment été convié par son homologue français, Emmanuel Macron, à la conférence internationale sur la Libye qui s'est tenue le 29 mai à Paris sous l'égide de l'ONU.

Le dossier libyen était également au menu des discussions avec le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors de sa visite à Brazzaville, le 7 juin.

R.-M.B.



Vue aérienne du TAC.

LE MANAGEMENT DU PAPN PAR LA QUALITÉ : UN RÊVE DEVENU RÉALITÉ



La création en Octobre 2015 de l'Agence Congolaise de la Normalisation et de la Qualité a été une volonté de notre pays à faire en sorte que nos entreprises tant privées qu'étatiques puissent répondre de façon appropriée aux exigences de développement industriel et de modernité de son économie.

En appliquant les normes, une entreprise anticipe sur les futures exigences de son marché, valorise et protège ses pratiques, ses produits ou ses services ce qui en retour améliore sa performance, accroît la confiance de ses clients et augmente ses parts de marché…

Répondant à cet appel depuis janvier 2017, le Port Autonome de Pointe-Noire s'est lancé dans une démarche de management par la qualité en même temps qu'il poursuit la réalisation de la phase d'urgence de son plan de développement des infrastructures et ce, en dépit de la morosité économique observée.

En effet, dans le climat actuel caractérisé par la concurrence âpre des autres ports de la côte ouest africaine, le PAPN a élaboré sa politique qualité dont la mise en œuvre repose sur trois axes d'amélioration suivants :

- La satisfaction durable de nos clients et l'anticipation de leurs besoins et attentes, ainsi que des autres exigences ci-dessus mentionnées ;
- Le développement des compétences de nos Ressources Humaines à travers une plus grande intégration dans la réalisation des objectifs de l'entreprise et la formation
- L'amélioration continue de l'efficacité des processus internes.

Après s'être fait accompagner pendant 18 mois par le cabinet de renommée internationale CIC Relais Consult Group, le Port Autonome de Pointe-Noire vient de passer un audit de certification mené par le bureau VERITAS. Effectué du 01 au 03 août, cet audit conclut la démarche de certification du Port Autonome de Pointe-Noire de son activité «Accueil des Navires» selon la norme ISO 9001 dans sa version 2015.

Cette certification du Port Autonome de Pointe-Noire complète celle de Congo Terminal pour ses activités d'acconage et de manutention et place ainsi notre port parmi les plus performants de la côte ouest africaine.

Le Port Autonome de Pointe-Noire est donc de fait la toute première de nos entreprises d'État à être certifiée conformément à une norme internationale.

Dans un contexte en mutation qui exige à la fois de la réactivité et de la proactivité, afin de maintenir un niveau de compétitivité souhaitable et assurer une croissance durable, il est indéniable que le PAPN a amorcé sa mue.

DIFCOM/DF- PHOTOS : DR.







PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Avenue de Bordeaux - B.P. 711 - Pointe-Noire, République du Congo
Tél. : +242 22 294 00 13 - E-mail : info@papn-cg.org - www.papn-cg.org

TRIBUNE



Clément Mouamba
Premier ministre du Congo

DR

Un combat que les Congolais gagneront ensemble

Face à la gravité de la crise économique et financière qui ébranle le pays, le gouvernement a opté pour un train de mesures de stabilisation et de relance de la croissance. Les dispositions internes prises en 2016, en particulier sur les réformes des finances publiques, la sécurisation de la recette et la rationalisation de la dépense, n'ont en effet pas suffi à résorber les déséquilibres nés du retournement brutal du marché pétrolier mondial. Ce qui a conduit le gouvernement à participer à la démarche collective arrêtée par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) le 23 décembre 2016, lors du sommet de Yaoundé, visant l'ouverture des négociations avec le FMI et la conclusion d'un programme économique et financier à moyen terme.

Ce programme sera la référence des politiques publiques et le cadre complémentaire d'exécution du Plan national de développement (PND) 2018-2022, adopté par le Parlement congolais le 13 août dernier. Afin de relever les défis auxquels il est confronté, en plus de ce nouveau plan quinquennal, le gouvernement a engagé des actions portant sur les institutions, la gouvernance et les finances publiques, le dialogue social, ainsi que sur la situation dans le département du Pool.

Elles sont la clé du changement qui permettra de renforcer les acquis d'un Congo solidaire, résilient et compétitif. Le 25 octobre 2015, par voie référendaire, le peuple congolais a décidé d'adopter une nouvelle Constitution. Ce choix a ouvert la voie à un processus de renouvellement des institutions existantes et de création de nouvelles institutions, dans lequel le pays s'est engagé, malgré les sévères contraintes financières du moment.

Les institutions

Les échéances électorales ont été respectées. Après la présidentielle de 2016, l'Assemblée nationale, les conseils départementaux et communaux, puis le Sénat ont été renouvelés en 2017. L'opposition républicaine est désormais instituée, et son chef de file désigné.

Il a déjà été procédé à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature et à la mise en place des conseils consultatifs nationaux prévus par la Constitution (notamment ceux des sages et des notabilités traditionnelles, de la femme, de la jeunesse, de la société civile et des ONG...), pour lesquels le processus de nomination des secrétaires permanents est en cours.

Le gouvernement s'attelle par ailleurs méthodiquement à la réforme des autres institutions, dont la Cour constitutionnelle, le Conseil économique, social et environnemental, et la Commission nationale des droits de l'homme.

La gouvernance et les finances publiques

Depuis 2011, dans le cadre de l'harmonisation de la gestion des finances publiques, les six pays membres de la Cemac ont entamé des réformes à travers un ensemble de directives (lois de finances, règlement général de la comptabilité publique, plan comptable de l'État, nomenclature budgétaire, etc.) que le Congo a transposées dans sa législation conformément au calendrier prévu. Au-delà de ce chantier en cours d'exécution, la crise économique et financière a conduit les pays de la Cemac à adopter un train de mesures à travers le Programme de réformes économiques et financières (Pref-Cemac), qui doivent leur permettre de restaurer la viabilité des finances publiques et d'améliorer la position des comptes extérieurs.

Ainsi, le Congo a entamé les négociations avec le FMI en vue de la signature d'un programme. Un accord technique a été conclu le 18 avril dernier, et, le 31 juillet, le gouvernement a signé la lettre d'intention qu'il a transmise aux services techniques du Fonds, accompagnée du mémorandum des politiques économiques et financières. La stratégie de restructuration de la dette que le gouvernement a élaborée en avril pour rendre la dette soutenable est actuellement discutée avec les créanciers extérieurs. Concernant la dette intérieure, un cabinet international est en train de réaliser un audit, dont les conclusions nous seront remises dans les meilleurs délais. Enfin, un rapport sur la

gouvernance et la corruption, rédigé en consultation avec les services techniques du FMI, a été publié le 20 juin, qui précise un certain nombre de mesures à mettre en œuvre.

Le PND 2018-2022

Le Congo vient de se doter d'un nouveau plan quinquennal *(lire p. 97)*. Le coût global de ce Plan national de développement 2018-2022 est évalué à 15 510 milliards de F CFA (environ 23 milliards d'euros). Son cofinancement sera assuré, dans une large proportion, par le secteur privé national et étranger – lequel bénéficiera d'un environnement des affaires plus attrayant –, ainsi que par les partenaires au développement.

À travers ce PND, le gouvernement entend conduire les transformations économiques et sociales autour de trois axes prioritaires: le renforcement de la gouvernance, en particulier économique et administrative; la valorisation du capital humain, avec une réforme en profondeur du système éducatif et de formation professionnelle; la diversification de l'économie, avec un accent particulier sur l'agriculture au sens large (c'est-à-dire y compris l'élevage, la pêche, la pisciculture, l'agroforesterie) et le tourisme, sans oublier la poursuite de l'industrialisation.

Pour soutenir ces axes prioritaires, quatre mesures d'accompagnement ont été retenues: la stabilisation et la relance économiques, la mobilisation des ressources financières externes et domestiques, la préservation et la rentabilisation des infrastructures existantes, ainsi que l'amélioration du climat des affaires.

Le dialogue social

Les défis économiques et sociaux auxquels sont confrontés les acteurs du monde du travail nécessitent un consensus – indispensable pour avancer – et, donc, au préalable, un dialogue constructif entre les principales parties prenantes, à savoir l'État (l'exécutif et l'administration), le patronat et les syndicats de travailleurs les plus représentatifs. Le gouvernement tient d'ailleurs à féliciter les différents acteurs d'être parvenus à faire passer le sens du dialogue dans la culture de la négociation et les encourage à persévérer dans cette voie.

Depuis 2017, plusieurs rencontres bipartites et tripartites ont en effet eu lieu, sous l'autorité des membres du gouvernement, afin d'examiner des questions liées au climat social ou, simplement, au fonctionnement des différentes instances du dialogue social. En l'occurrence, lors de la session qu'il a tenue en avril, le Comité national du dialogue social a adopté un certain nombre de recommandations.

Un mécanisme tripartite de suivi a été mis en place afin de faire toutes les suggestions utiles pour accélérer la mise en œuvre de ces recommandations et gérer les intersessions (une deuxième session est prévue avant la fin de l'année). La Commission nationale consultative du travail devra elle aussi se réunir afin de se pencher sur les modifications et les innovations à apporter au code du travail et au statut général de la fonction publique.

> **LA STRATÉGIE QUE NOUS AVONS ÉLABORÉE EN AVRIL POUR RENDRE LA DETTE SOUTENABLE EST ACTUELLEMENT DISCUTÉE AVEC LES CRÉANCIERS.**

La situation dans le Pool

Après deux années de conflits aux conséquences humaines, économiques et sociales considérables, le gouvernement et le pasteur Ntumi ont signé à Kinkala le 23 décembre 2017 un accord de cessez-le-feu et d'arrêt des hostilités par lequel chacune des deux parties a pris des engagements.

Pour le gouvernement, il s'agit de garantir: la sérénité, l'application et le parachèvement du processus de paix; la mise en place d'une commission ad hoc mixte paritaire pour veiller à la poursuite du processus de paix et à l'application stricte de cet accord; la démobilisation et la réinsertion sociale et économique des ex-combattants après le ramassage des armes; l'allègement progressif du dispositif militaire déployé dans le Pool, sous le contrôle de la commission ad hoc mixte paritaire; ainsi que la réinsertion des populations dans leur localité et la création des conditions qui permettent la libre circulation des biens et des personnes.

De son côté, le pasteur Ntumi s'est engagé d'une part à faciliter le ramassage des armes détenues par les ex-combattants et à les remettre à la commission ou aux institutions habilitées, et d'autre part à ne poser aucune entrave au rétablissement de la libre circulation des biens et des personnes, ainsi qu'au redéploiement de la force publique dans le département du Pool. L'exécution de ces engagements est favorisée par une série de mesures d'apaisement prises par le gouvernement, comme la libération des 82 prisonniers proches du pasteur Ntumi ou la levée, le 27 juillet, du mandat d'arrêt lancé contre ce dernier. Quant à l'opération de ramassage des armes, elle est en cours depuis le 10 août.

La « Marche vers le développement »

Le gouvernement que je conduis est à la manœuvre et entend rationaliser, sous la très haute autorité du président Denis Sassou Nguesso, la « Marche vers le développement » dans laquelle est engagé le peuple congolais. Ce dernier fait montre de sens patriotique et civique dans le processus de sortie de crise, qui semble désormais surmontable à tous égards.

Le redressement économique et social du pays est un défi et un combat que les Congolaises et les Congolais gagneront ensemble. Avec un esprit de suite, de détermination et de rigueur, il s'agit de mener de nombreuses réformes, à court, à moyen et à long terme. Leurs résultats seront à la hauteur des efforts consentis par tous. JA

EquaFlight · REGOURD AVIATION · EquaJet

COMMUNIQUÉ

EQUAFLIGHT et EQUAJET

les acteurs majeurs du transport aérien au Congo fêtent leur anniversaire

Créé en 1976, le Groupe Regourd Aviation est un acteur responsable du secteur aérien en Afrique grâce à ses filiales : EquaFlight et EquaJet en République du Congo, Equa2R en République Démocratique du Congo, Camintair au Cameroun.

EquaFlight
depuis 20 ans à Pointe-Noire

Fondée en 1996, la société EquaFlight s'est imposée comme une compagnie aérienne alliant sécurité, exigence et ponctualité. Le siège se situe à Pointe-Noire, où elle bénéficie d'un terminal privatif offrant un traitement VIP à ses passagers. L'activité est principalement axée sur le transport aérien à la demande et les services réguliers.

EquaFlight opère ainsi des vols au profit du secteur pétrolier, et du secteur minier. Les appareils, de type Beechcraft 1900 ou Dornier 228 sont particulièrement adaptés à des opérations sur des terrains au revêtement non préparé.

Parallèlement, EquaFlight propose depuis 2010 des vols réguliers entre Pointe-Noire et Port-Gentil au Gabon.

Enfin, grâce à un jet rapide et performant de type Hawker 800, EquaFlight a la possibilité d'effectuer des évacuations sanitaires jusqu'à l'Afrique du Sud, le Maroc ou la Tunisie.

L'équipe d'EquaFlight, encadrée par Seydou Thiam, son Directeur Général, est structurée et organisée conformément aux exigences de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (OACI) et de la réglementation aéronautique applicable en République du Congo. Elle s'efforce d'offrir à ses clients le service le mieux adapté au meilleur prix.

EquaJet
fête ses dix bougies à Maya-Maya

Basée sur l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville, la société EquaJet est spécialisée dans l'aviation d'affaires. Depuis 10 ans, elle propose à la location des appareils de dernière génération, qui transportent les instances gouvernementales et paragouvernementales de la République du Congo ainsi que les hommes d'affaires à destination des principales villes africaines et vers l'Europe et le Moyen-Orient. La flotte d'EquaJet est composée d'appareils pouvant transporter de 13 à 24 passagers dans un confort de grande qualité et en toute sécurité.

EquaFlight et EquaJet offrent un service de transport aérien de qualité et le respect des standards aéronautiques les plus élevés dans les domaines de la maintenance, de l'exploitation et de la sécurité, en accord avec les standards requis en Europe. La base de maintenance, située à Saint-Brieuc, en France, répond également aux exigences de l'OACI.

Le groupe Regourd Aviation établi à Paris possède également une compagnie aérienne européenne (Aero4M) exploitant une flotte de 10 appareils biréacteurs de 37 à 49 sièges. Ces avions sont mis en œuvre pour le compte d'entreprises et d'équipes de sport dans le cadre de vols spéciaux. Aero4M met également ses avions, ses équipages et son expertise en termes de maintenance aéronautique au service de compagnies aériennes régulières de premier plan pour lesquelles elle assure la desserte d'une partie du réseau.

Liste des avions disponibles

	passagers	distance franchissable
FALCON 900EX	14	8 300 km
ERJ135 LEGACY	13	5 700 km
ERJ135 LR VIP	6 VIP - 18 Business	3240 km
HAWKER 800	7	4 630 km
BEECHCRAFT 1900C	19	2 500 km
DORNIER 228	19	2 700 km



EquaFlight - Email : commercial@equaflight.com - Tél. : +242 06 610 89 01
EquaJet - Email : commercial@equajet.com - Tél. : +242 06 620 00 52

www.regourdaviation.com

OPPOSITION

« Le pays est aux antipodes du développement »

S'il déplore le trop-plein d'optimisme de l'exécutif, le député de Kinkala, Guy-Brice Parfait Kolélas, appelle à l'organisation de pourparlers inclusifs.

TRÉSOR KIBANGULA

Son « Congo qui va mal » contraste avec celui, « bien loin de la banqueroute », qu'esquissait Denis Sassou Nguesso dans son message à la nation du 14 août. L'opposant et ancien ministre Guy-Brice Parfait Kolélas (59 ans) estime en effet qu'aujourd'hui « le pays se trouve aux antipodes du développement ». Selon lui, tous les indicateurs économiques sont au rouge, les conditions de vie des Congolais ne cessent de se dégrader, et la bonne gouvernance n'est pas au rendez-vous.

Tout comme ses lieutenants de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), qu'il a brièvement réunis le 17 août, le député de Kinkala déplore l'« autosatisfaction permanente du chef de l'État ». Ce soir-là, Denis Sassou Nguesso a en effet peint un tableau de la situation économique et sociale du pays plutôt optimiste, soulignant un « retour progressif de la paix dans le département du Pool », des « avancées » dans les négociations avec le FMI pour garantir le « retour aux équilibres macroéconomiques », etc. Pas suffisant pour convaincre le député du Pool. « Je réitère mon appel de novembre 2017 au chef de l'État pour qu'il active les articles 227 et 228 de la Constitution, lesquels instituent le Conseil national du dialogue comme organe de concertation, d'apaisement et de recherche de consensus », dit-il.

Depuis plusieurs mois, ce dernier pousse en effet à l'organisation de « pourparlers intercongolais inclusifs ». Contrairement à la Fédération et au Collectif, deux plateformes de l'opposition radicale, respectivement dirigées par les anciens ministres Claudine Munari et Mathias Dzon, Guy-Brice Parfait Kolélas (arrivé deuxième à la présidentielle de 2016, avec 15 % des voix) ne s'est pas engagé dans une démarche de remise en cause des institutions issues des élections de 2016 et de 2017 – ce qui lui vaut d'être qualifié de « traître » par certains.

Le Pool, son fief

Kolélas n'en a cure et avance ses pions. Son mouvement compte neuf députés. Certes, il n'a pas obtenu le statut de chef de l'opposition – « pour des raisons politiques », précise l'un de ses proches –, attribué à Pascal Tsaty Mabiala, leader de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), mais l'aîné des enfants de l'ancien Premier ministre Bernard Kolélas (décédé en 2009) compte bien continuer à faire entendre sa voix. Surtout dans le Pool, son fief.

Un accord de cessez-le-feu a été conclu à la fin de décembre 2017 entre le chef des insurgés, Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntumi, et le gouvernement. Pourtant, huit mois plus tard, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des Ninjas Nsiloulous piétinent. Un temps considéré comme proche du pasteur Ntumi (qui, lorsqu'il était membre du cabinet du chef de l'État, avait soutenu sa candidature en 2016), Kolélas fils a depuis pris ses distances avec son ex-allié. C'est ce qu'il affirme, en tout cas, aujourd'hui. Et, au-delà du cas des ex-combattants, il appelle désormais à la « réinsertion sociale » de l'ensemble de la population sinistrée du Pool. JA



STEEVE RODRIC POUR JA

Arrivé deuxième à la présidentielle de mars 2016, sous la bannière du MCDDI, fondé par son père, il a créé son propre mouvement, l'UDH-Yuki, en mars 2017.

PERSPECTIVES D'AVENIR

PROGRAMME

G.A.B.C



Siège de la Fondation
Perspectives d'Avenir à Brazzaville



+300.000
kits scolaires distribués





La **Fondation Perspectives d'Avenir** est une organisation de la société civile créée en 2012 à Brazzaville. Elle se consacre prioritairement au développement de l'éducation et de la formation professionnelle et qualifiante dans les domaines nécessaires à l'émergence et au développement du Congo. La Fondation met un accent particulier sur les jeunes congolais issus des milieux défavorisés.



+100
bénéficiaires de bourses d'études





+1.500
jeunes bénéficiaires de formations qualifiantes







Téléchargez
gratuitement
le livre
«Ce que je crois»

> Une société qui ne se donne pas les moyens appropriés de vaincre les maux dont elle souffre va inexorablement à sa perte.

Le **Programme de santé communautaire** est un hôpital mobile qui sillonne la République du Congo pour administrer , gratuitement, des soins de santé de qualité aux populations, en particulier aux personnes vulnérables. Ce programme est réalisé avec le soutien de la Fondation Perspectives d'Avenir.





Denis Christel Sassou Nguesso
Président de la Fondation Perspectives d'Avenir et Président d'honneur du Groupement d'Associations Bana Congo.













Le **Groupement d'Associations Bana Congo** est une organisation à but non lucratif qui regroupe en son sein de nombreux acteurs de la société civile dévoués à la cause de l'amélioration de la qualité d'éducation et de vie des congolais.







Des actions. Des résultats. Un bilan

et une volonté de toujours faire plus, toujours faire mieux.

www.perspectivesavenir.org - www.psc.cg - www.gabc.cg - www.denischristel.cg

ÉCONOMIE

Du bon usage du digital





Cinquante jeunes porteurs de projets participaient au Médiathon de Brazzaville, organisé par l'OIF à la mi-avril, lors du Salon international des TIC (Osiane).

KIMVIDI CHRIST

Avec de meilleures infrastructures et un cadre législatif modernisé, le numérique pourrait contribuer bien plus largement au PIB. Pour un État en quête de diversification et de nouvelles recettes, c'est le moment où jamais…

ROSE-MARIE BOUBOUTOU

Sur la Corniche, au bord du fleuve Congo, de nombreux jeunes Brazzavillois se sont installés pour bénéficier d'une connexion wi-fi gratuite. La plupart ne sont pas là pour jouer ou pour « chatter » sur les réseaux sociaux, mais pour travailler. « Le taux de chômage est assez élevé, et de nombreux jeunes ont compris que le numérique est une voie par laquelle ils peuvent s'en sortir, trouver un emploi et créer leur entreprise », explique Lome Vuvu Masia, le directeur général de la Grande École numérique du Congo (Genc). Depuis son ouverture, en janvier 2017, cette école privée sous convention avec le ministère de l'Enseignement technique et professionnel dispense gratuitement des cours de développement et d'intégration web sur ses campus de Brazzaville et de Pointe-Noire. Les formations durent quatre mois à temps plein, à raison de 20 élèves par session. En un an et demi, la Genc a formé environ 300 développeurs. Et ce n'est pas de trop pour répondre aux besoins des institutions et des entreprises en matière de gestion informatisée comme de services digitaux innovants et de qualité.

Un coup d'accélérateur

De Yekolab, incubateur et centre de formation aux technologies de l'information et de la communication (TIC) créé en 2014 au Salon international des technologies de l'information et de l'innovation (Osiane), organisé à Brazzaville, en avril, pour la deuxième année consécutive, les structures et manifestations destinées à « révéler » les talents du numérique se sont multipliées. Depuis cinq ans, l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) enregistre chaque année en moyenne 24 créations d'entreprises actives dans le domaine des TIC – chiffre qui ne tient compte que du secteur formel.

Conscient de ce potentiel, le gouvernement mise plus que jamais sur le numérique pour diversifier l'économie, doper la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, les investissements… Ce qui implique d'assurer

un accès à internet, à très haut débit et à un prix raisonnable, de mettre en place un environnement technologique et un cadre législatif à même d'enclencher un essor rapide de l'entrepreneuriat numérique.

Depuis 2008, l'État a investi près de 263 milliards de F CFA (plus de 400 millions d'euros) dans les infrastructures, ce qui permet au pays de disposer aujourd'hui d'un réseau de fibre optique de 4700 km. Ce réseau a été développé à travers le Projet de couverture nationale en télécommunications (PCN, financé sur fonds propres) depuis la station d'atterrage du West African Cable System (WACS) de Matombi et dans le cadre du projet Central African Backbone (CAB 1 et 2).

La première phase du CAB, qui porte sur l'interconnexion des réseaux terrestres de fibre optique congolais et gabonais, s'est achevée en avril. Réalisée par le groupe de télécoms chinois Huawei sur un financement conjoint du gouvernement congolais et de la Banque mondiale de 30 millions de dollars, cette dorsale de fibre optique parcourt 504 km entre Pointe-Noire et Mbinda, à la frontière, puis se raccorde aux 1100 km de réseau gabonais, jusqu'à Libreville. Les travaux prévus dans le second volet du CAB, cofinancé par la Banque africaine de développement (BAD) et l'État congolais à hauteur de 77 millions de dollars, doivent commencer à la fin de cette année. Ils comprennent l'interconnexion du réseau congolais à ceux du Cameroun et de la Centrafrique d'ici à 2020 et la construction d'un centre national d'hébergement de données *(datacenter)*.

Avec de meilleures infrastructures et un cadre modernisé, la contribution de l'économie numérique au PIB du Congo, qui est de l'ordre de 4 %, devrait rapidement augmenter, surtout dans le secteur tertiaire, où les TIC occupent une place prépondérante.

« ON S'ARRIME À LA MODERNITÉ ET ON S'ADAPTE, OU ALORS ON DISPARAÎT », RÉSUME LE MINISTRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, LÉON JUSTE IBOMBO.

Afin de donner un coup d'accélérateur au secteur, en mars, le ministre des Postes et Télécommunications, Léon Juste Ibombo, a dévoilé une stratégie nationale de développement de l'économie numérique (2018-2022) fondée sur trois piliers: l'e-gouvernement, l'e-citoyen et l'e-commerce. L'État compte aussi tirer des recettes du commerce numérique. « Avec le département des Finances et en partenariat avec un opérateur privé sud-africain, nous sommes en train de mettre en place une plateforme afin que toutes les transactions électroniques soient tracées et taxées », explique Léon Juste Ibombo. Le gouvernement est en train de finaliser l'arsenal juridique qui permettra de développer le secteur tout en protégeant le citoyen et les entreprises. Il a déjà reçu les avis de la Cour suprême pour un ensemble de projets de lois, notamment sur la protection des données à caractère personnel, les droits d'auteur, les droits voisins et les transactions électroniques.

Réseau étiolé

Pour le moment, les développeurs d'applications et les opérateurs qui se lancent dans l'e-commerce n'ont cependant pas la possibilité d'intégrer dans leurs outils des interfaces de programmation d'applications (plus connues sous le sigle API, pour « Applications Programming Interface »), ces logiciels qui permettent à des applications de communiquer entre elles pour s'échanger mutuellement des services ou des données, et donc à des opérateurs téléphoniques et à des banques de monétiser leurs solutions en se faisant rémunérer par téléphone ou par carte bancaire. Résultat: les règlements en espèces restent de mise. « De nombreux projets de start-up pourtant parvenus à maturité sont en difficulté, car les API ne leur sont pas ouvertes », déplore Alban Besse, le directeur général de Yekolab, incubateur soutenu par l'ARPCE. « Des négociations sont en cours avec cette dernière et avec Airtel afin que notre plateforme, Wapi Cash, soit mise en service en octobre. Elle permettra aux développeurs de connecter leurs solutions à un mode de paiement », indique Alban Besse.

Le gouvernement espère que l'économie numérique pourra aussi ressusciter la poste congolaise, dont le réseau s'est considérablement étiolé, passant de 111 bureaux en 1986 à 42 aujourd'hui. Grâce à un financement de la BAD, la Société des postes et de l'épargne du Congo (Sopeco) est en pleine restructuration. L'objectif est de la recentrer sur son rôle d'acheminement du courrier et de fournir un réseau digital pour la gestion des services postaux. « On s'arrime à la modernité et on s'adapte, ou alors on disparaît », assène Léon Juste Ibombo. Et d'ajouter avec satisfaction: « Aujourd'hui, nous rouvrons des bureaux de poste à travers le pays dans le cadre de partenariats public-privé avec des opérateurs comme MoneyGram. » JA

ACCÈS LIMITÉ, TROP LENT, TROP CHER

Si plus de la moitié du territoire congolais est désormais couvert par la Toile, avec une nette prédominance du téléphone mobile sur le fixe, le taux d'accès à internet y reste faible, aux alentours de 8 %. MTN et Airtel, les opérateurs privés, ont déboursé 5 milliards de F CFA (7,6 millions d'euros) pour l'achat de licences 3G. Ils ont également investi dans les infrastructures, mais insuffisamment. Surtout, le coût des capacités (mégas) à l'international demeurant élevé pour ces opérateurs locaux, ils n'en achètent pas assez, et la qualité du service s'en ressent, avec de fréquentes congestions du réseau et des interruptions de service.

R.-M.B.

ARRIVÉE DE LA 1ère BOULANGERIE INDUSTRIELLE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

D'ICI LE 3e TRIMESTRE 2018, PORTÉE PAR LA COMPAGNIE CONGOLAISE DE PANIFICATION INDUSTRIELLE.

La Compagnie Congolaise de Panification Industrielle (COCOPAIN), implantée à Pointe-Noire, capitale économique du pays, **a pour ambition de devenir le leader du marché de la panification** au travers de produits de qualité fabriqués dans le respect des normes d'hygiène les plus rigoureuses. L'ambition du groupe est triple : proposer du pain de qualité au même prix que l'offre actuelle et créer de l'emploi local ; à terme plus de 700 emplois directs et indirects seront créés, développer un outil de production industrielle d'exception, via un site industriel moderne à la pointe de l'innovation. L'usine située sur un terrain de 2 hectares, et qui s'étend sur un bâtiment industriel de 7.200m², est équipée de deux lignes MECATHERM qui permettront dans une première phase de produire 250.000 pains de type «pain à 100 francs» par jour, avant de doubler sa capacité en début 2019. Une offre complémentaire de pains spéciaux et viennoiseries sera préparée dans des dépôts annexes à l'usine de manière artisanale.

Dans son objectif de rendre le pain de qualité accessible à tous les Congolais, l'entreprise a développé différents canaux de vente s'articulant autour de trois axes principaux :

- **Son propre réseau de distribution avec plusieurs dépôts répartis dans la ville** et équipés de fours pour cuire de façon autonome du pain précuit issu de l'usine, mais également plusieurs boulangeries, en centre-ville et dans différents quartiers de Pointe-Noire avec une offre adaptée à la clientèle visée.
- **Un réseau exclusif de revendeurs partenaires avec des grossistes et à terme près de 500 vendeuses ambulantes** équipées d'un kit entièrement brandé comprenant une tente, une table pliante, une chaise et des boîtes spécialement équipées pour la bonne conservation du pain et des viennoiseries, ainsi que de 100 vendeurs ambulants équipés d'un triporteur brandé et équipé à cet effet.
- **Un réseau de franchises Les Maitres Boulanger by COCOPAIN** qui permettra aux Congolais répondant à certains critères d'ouvrir leur propre boulangerie. COCOPAIN les accompagnera dans le financement et le lancement de leur point de vente.

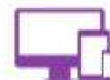
La première production de COCOPAIN est prévue pour le troisième trimestre 2018 à Pointe-Noire et une implantation est prévue à Brazzaville pour le milieu de l'année 2019.

À PROPOS **DU GROUPE**

La Compagnie Congolaise de Panification Industrielle est à l'initiative de M. Jean-Paul Lanfranchi, fondateur de BRALICO, partant d'un constat simple qu'aucune offre locale n'était présente pour satisfaire le marché congolais. **Aujourd'hui une équipe de 15 personnes réunis au sein de la société CRIDAC** l'assistent au quotidien sur la réussite de ce projet ainsi que sur de nombreux autres projets de développement industriel et agro-industriel en zone CEMAC.



COCOPAIN
BP 1201 Pointe-Noire
Immeuble Elisabetha 3
Place du Rond-Point du Port
www.cocopain-congo.com



*Lire aussi « Fer : le pari minier de Sapro » sur **www.jeuneafrique.com***

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Fertile potasse

Après huit ans d'exploration, l'australien Kore Potash table sur une entrée en production d'ici à 2020 de son projet Kola, dans le Kouilou. Un gisement de classe mondiale.

OLIVIER CASLIN

Pour la première fois depuis longtemps, l'économie congolaise devrait bénéficier d'une certaine concordance des temps dans les mois qui viennent. Contraintes par le FMI de maîtriser les finances publiques et de trouver de nouvelles sources budgétaires, les autorités du pays voient les cours pétroliers reprendre de la vigueur, pendant que les projets miniers commencent à entrer en phase de production. Ce sera bientôt le cas des gisements de potasse. Le Congo nourrit de grandes ambitions pour ce minerai (commercialisable comme fertilisant), dont il espère extraire rapidement 6 % des volumes mondiaux, ce qui ferait de lui « le premier producteur africain », pour reprendre l'expression employée par le ministre des Mines et de la Géologie, Pierre Oba.

L'histoire de la potasse au Congo ne date pas d'hier. Les premiers gisements ont été identifiés dès les années 1950. De 1969 à 1977, le pays en a même exporté plus de 2 millions de tonnes, extraites de la mine Saint-Paul, à Holle (50 km à l'est de Pointe-Noire, près de Hinda), jusqu'à ce que le puits soit accidentellement inondé. Et c'est dans ce même département du Kouilou que la filière est aujourd'hui en train de renaître. En mars, le gouvernement a en effet approuvé l'octroi des permis d'exploitation pour les gisements de Kola et Dougou, situés à environ 100 km au nord de Pointe-Noire, à la société congolaise Sintoukola Potash, détenue à 97 % par la compagnie australienne Kore Potash (KP2, ex-Elemental Minerals).


FOTOLIA

PETITE NOTE SALÉE

La potasse de Kola est issue de la sylvinite. Ce minerai salin, composé de chlorure de potassium (sel amer) et de chlorure de sodium (sel de cuisine), provient d'une évaporation de saumures marines. Il est utilisé essentiellement comme fertilisant, la potasse faisant partie des éléments indispensables à la croissance des plantes, au même titre que l'azote et le phosphore.

Après huit ans d'exploration, ses efforts sont en passe d'être récompensés : les deux gisements, d'une superficie globale de 650 km², sont considérés comme un bassin de classe mondiale. « Ils ont surtout l'avantage d'offrir des coûts d'exploitation très bas, grâce à la teneur importante des minerais, à la faible profondeur des dépôts [moins de 300 m, alors qu'ailleurs elle peut atteindre 1000 m] et à la proximité du littoral [40 km] », explique un cadre de KP2. Certes, les investissements à réaliser se chiffrent à plus de 4 milliards de dollars sur vingt ans, mais en pleine phase d'exploitation, les deux puits pourraient produire jusqu'à 5 millions de tonnes de potasse par an.

Consortium français

À plus de 200 dollars la tonne – son cours actuel –, c'est un joli pactole en perspective, pour l'opérateur comme pour les pouvoirs publics congolais, qui détiennent 10 % des sociétés d'exploitation Kola Potash Mining (KPM) et Dougou Potash Mining (DPM), filiales de KP2. D'autant que la demande du secteur agricole au niveau mondial devrait maintenir les cours au beau fixe pour longtemps.

Pour assurer le développement de ses gisements, la compagnie a fait appel à un consortium de quatre entreprises françaises d'ingénierie : Technip FMC, Vinci Construction Grands Projets, Egis et Louis Dreyfus Armateurs (LDA), reconnues internationalement pour leur expertise en matière d'infrastructures, d'exploitation minière et de transport maritime. Le consortium est en train de mettre la dernière main à l'étude de faisabilité définitive, de façon à ce que les travaux d'aménagement et de construction, sur le site minier comme sur le site côtier (usine de transformation, camp de base, port), puissent démarrer dès 2019, pour une entrée en production en 2020. JA

ARRIVÉE D'UNE NOUVELLE UNITÉ D'EMBOUTEILLAGE DE VINS ET SPIRITUEUX EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

SOCAVINS, société implantée début 2017 en République du Congo lance sa première unité d'embouteillage de vins et spiritueux dans la capitale économique du pays, Pointe-Noire.

La Société Africaine de Vins et de Spiritueux est une unité de production de 6 000 m² dédiée à la fabrication et l'embouteillage de vins et spiritueux. **Le groupe ambitionne de devenir l'un des acteurs majeurs de la zone CEMAC et de la sous-région (RDC -Angola) au travers d'un large portefeuille de marques de vins et spiritueux.** Pour ce faire, cette nouvelle infrastructure est équipée de six lignes d'embouteillage différentes, ligne verre pour le vin, ligne verre pour les spiritueux, ligne briques en carton pour le vin, ligne verre quart aviation pour les petits formats de bouteille, ligne BIB pour les cubes de vins, et enfin un outillage de dames-jeannes, qui permettront à terme de produire près de 2 millions de litres dès la première année de lancement. La qualité des vins et spiritueux sélectionnés grâce aux savoir-faire des techniciens et œnologues ont été des axes majeurs dans la stratégie du groupe pour répondre au mieux aux besoins et attentes des consommateurs de la région :

• A la différence de ce qui est fait habituellement dans la sous-région, **de véritables vins**, importés directement de France et d'Espagne qui seront stockés dans une cave tempérée de 24 cuves inox de 120 hectolitres chacune, et seront embouteillés dans plusieurs formats afin de s'adapter aux contraintes du marché : formats bouteilles 25cl et 75cl ; format Bag In Box de 3L et 5L ; mais également format Dame Jeanne et format brique.

• Divers spiritueux seront également embouteillés localement, notamment avec trois offres de Whisky, dont un véritable Scotch provenant de distilleries Ecossaises réputées et une offre de Pastis de Marseille. Enfin une Distillerie traditionnelle dotée de sa propre micro-brasserie, permettra de distiller au Congo, et pour la première fois en Afrique Centrale, un Whisky qui vieillira dans des fûts de chêne à Pointe-Noire face à l'Océan, un Gin élaboré à base de baies et d'arômes locaux (minguengue, tangawiss, mbulukutu) et un Rhum agricole produit à partir de la canne à sucre du Kouilou.

Pour commercialiser son offre, le groupe entend développer son propre réseau de distribution, en plus de travailler avec les canaux de vente historiques déjà présents. Le lancement est prévu pour le troisième trimestre 2018.

À PROPOS **DU GROUPE**

La Société Africaine de Vins et Spiritueux est à l'initiative de M. Jean-Paul Lanfranchi, fondateur de BRALICO, partant d'un constat simple qu'aucune offre locale n'était présente pour satisfaire le marché congolais. **Aujourd'hui une équipe de 15 personnes réunis au sein de la société CRIDAC** l'assistent au quotidien sur la réussite de ce projet ainsi que sur de nombreux autres projets de développement industriel et agro-industriel en zone CEMAC.



COMMUNIQUÉ

SOCAVINS
BP 1201 Pointe-Noire
Immeuble Elisabetha
3 place du Rond-Point du Port
www.socavins.com



COMMUNIQUÉ



GROUPE AZUR TELECOM

Investir dans un opérateur GSM en Afrique centrale-(CEMAC)



RESEAU AZUR TELECOM - HORIZON 2018-2022

ELEMENT			
Exploitation	2018-2022	2018-2022	2018-2022
Sites 2G/3G/4G	162	198	286
Couverture 2G/3G/4G	90%	95%	90%
Abonnés	500K	492K	1,3M
Solutions data	WiMax 3G/4G	3G/4G	3G/4G
Parts de marché	35%	20%	20%

Vous souhaitez participer à notre projet de développement ?

Veuillez contacter:

Mr Jean Bruno OBAMBI
Président Directeur Général du groupe Azur telecom
Tél. : 242 011 500 000 - 0033 689 025 984
Email : jbo.obambi@azur-congo.com - obambi.jbo@yahoo.fr

Mr Morel CHAOU
Directeur Général du groupe Azur telecom
Tél. : 236 77 09 45 62
Email : morel.chaou@azur-rca.com - morel_chaou2002@yahoo.fr

Azur Congo ETC S.A.
www.azur-congo.com
35 avenue William Guynet
BP 2 487 Centre-Ville, Brazzaville, Congo

Azur Gabon USAN S.A.
www.azur-gabon.com
Haut de Gue-Gue, derrière la francophonie
BP 13 076 Libreville, Gabon

Azur RCA NATIONLINK S.A.
www.azur-rca.com
Avenue de l'Indépendance
BP 1418 Bangui, République Centrafricaine

TRIBUNE

Ni attentisme ni défaitisme

Le Congo vient de se doter d'un Plan national de développement (PND 2018-2022). Adopté par le Parlement le 13 août, ce nouveau cadre de l'action gouvernementale concrétise le projet de société du président Denis Sassou Nguesso pour moderniser le pays, poser les bases d'une croissance forte, diversifiée et inclusive, et améliorer les conditions de vie des Congolais. Le PND 2012-2016 avait déjà permis de faire des progrès. Durant cette période, le PIB hors pétrole a connu une croissance de l'ordre de 7 %, avec des acquis visibles sur tout le territoire en matière d'infrastructures de transport, d'énergie, d'accès à l'eau potable et de santé. Cependant, beaucoup reste à faire au regard des attentes légitimes des populations et des objectifs du PND 2012-2016, qui ont été contrariés par l'impact de la crise pétrolière sur l'économie et sur les moyens de l'État.

Cette crise, qui a aussi frappé les autres pays de la sous-région, a reçu une réponse concertée au sein de l'espace Cemac : lors du sommet de Malabo, le 30 juillet 2016, le Congo et ses voisins ont adopté un Programme de réformes économiques et financières (Pref-Cemac), qui a été renforcé le 23 décembre suivant, lors du sommet de Yaoundé, pour un ajustement régional avec le soutien du FMI.


DR

Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas
Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale du Congo

Dès 2016, le gouvernement congolais a consenti d'énormes efforts d'ajustement interne pour réduire les dépenses publiques, rééquilibrer le budget de l'État et restructurer sa dette. Depuis 2017, le prix du baril remonte, le secteur pétrolier national connaît une forte croissance. Pourtant, l'économie congolaise peine à rebondir. C'est pourquoi, avec le PND 2018-2022, le pays compte transformer la crise en occasion de reprendre en main son destin. L'objectif est triple : stabiliser la situation macroéconomique du Congo, relancer son agenda quinquennal de croissance économique et préserver le secteur social. Pour éviter la dilution de ses efforts administratifs et financiers, le gouvernement a choisi de se concentrer sur trois domaines.

• **L'amélioration de la gouvernance** au sein de l'administration et de la société repose sur un programme multidimensionnel de réformes structurelles. L'objectif est de renforcer l'État de droit, de combattre les anti-valeurs, le laxisme, l'impunité, et de promouvoir une culture du respect de la personne, de la chose publique, du résultat et de la performance.

• **La valorisation du capital humain** passe par la réforme du système éducatif et de la formation professionnelle. Elle vise à mettre le capital humain, dans toutes ses dimensions (technique, intellectuelle, morale, civique), au centre du processus de développement.

• **La diversification de l'économie,** fondée sur quelques secteurs porteurs, dont l'agriculture (au sens large), le tourisme et les industries, a pour objectif d'accroître les exportations hors pétrole et de substituer les produits locaux aux produits importés, à travers la densification du tissu économique, une meilleure compétitivité et un secteur privé prépondérant.

La relance repose en effet sur le choix clair du gouvernement de réduire le rôle de l'État dans le secteur marchand pour donner plus de place à l'initiative privée, à la liberté d'entreprendre et de commercer. L'État continuera d'assumer directement les investissements et les réformes pour le renforcement de la gouvernance, la valorisation du capital humain et la production des services publics et sociaux (qui doivent contribuer à l'amélioration du climat des affaires, de la compétitivité et, donc, motiver le secteur privé dans la transformation structurelle de l'économie). En revanche, il concédera au secteur privé les investissements directs, ainsi que la production de biens et services dans les secteurs de diversification.

Une mise en œuvre rigoureuse du PND 2018-2022 permettra de stabiliser les finances publiques du pays, de redresser sa position extérieure, de ramener l'endettement à des niveaux soutenables et de relancer la croissance du secteur non pétrolier, condition sine qua non d'une croissance durable, inclusive, à même d'améliorer de façon significative les conditions de vie des populations.

Le Congo n'entend pas se croiser les bras et ne versera ni dans l'attentisme ni dans le défaitisme. Bien au contraire. Tout en restant conscient de ses contraintes financières, le gouvernement s'est résolu à intensifier ses efforts pour corriger les contraintes structurelles majeures qui entravent sa marche vers le développement, à savoir les problèmes de gouvernance, de qualité des ressources humaines et d'extrême dépendance aux ressources pétrolières. JA

SNPC

SNPC - Société Nationale des Pétroles du Congo

La SNPC, véritable levier du développement économique et énergétique de la République du Congo





› Visite du DG,
Mr Maixent Raoul Ominga à ILOGS

Les objectifs de la SNPC pour les prochaines années peuvent être résumés suivant les orientations majeures ci-après :

- **Améliorer l'action de la SNPC dans le domaine de l'Exploration – Production ;**
- **Améliorer les conditions d'approvisionnement du pays en produits pétroliers ;**
- **Améliorer les performances de la société pour mieux contribuer au budget de l'état ;**
- **Renforcer les capacités de l'ensemble du personnel du Groupe SNPC ;**
- **Améliorer l'image de la société par des actions de Responsabilité Sociétale d'Entreprise.**

Ainsi, ces objectifs intègrent les aspects Amont, Aval, Finances, Ressources Humaines et Organisation, Communication et Actions Sociétales.



› Visite de la salle de contrôle des installations de la CORAF

NOS PROJETS

La SNPC a l'ambition d'atteindre une capacité de production pétrolière journalière significative en tant qu'opérateur. Pour ce faire, l'entreprise s'appuiera notamment sur le développement du permis d'exploitation Mengo Kundji Bindi II et sur la mise en valeur du permis d'exploration Mayombe.

Quant à ses participations dans les permis opérés par des tiers, l'objectif de la SNPC consiste à augmenter sa part de production et d'améliorer la rentabilité de ces permis par un suivi optimisé et une organisation interne solide.

Elle saisira toute opportunité d'operating lors de l'expiration des permis d'exploitation mâtures.

En ce qui concerne le Gaz Naturel, la SNPC saisira aussi les opportunités offertes par les projets gaziers afin d'accompagner l'état dans sa stratégie de valorisation du gaz au Congo.

NOS DÉFIS

La SNPC entend améliorer les conditions d'approvisionnement du pays en produits pétroliers afin de maintenir la performance de « Zéro Pénurie ». La stratégie consiste à : renforcer le rôle central de la Congolaise de Raffinage (CORAF); augmenter les moyens logistiques existants et relancer le projet du Pipeline Pointe-Noire/Yié/Maloukou ainsi que celui des dépôts de stocks stratégiques et de sécurité.

La CORAF devra faire face à de nombreux défis notamment le renouvellement du personnel technique et le financement du remodelage de l'usine existante pour une meilleure valorisation du brut Djéno.

La SNPC développera des mécanismes et instruments de couverture contre le risque de volatilité des prix de pétrole brut et créera des relations avec d'autres grands acteurs du marché afin d'améliorer ses capacités de commercialisation.

Les activités de l'Amont et de l'Aval sont soutenues par des filiales (SONAREP, SFP, ILOGS, SNPC D, CORAF) qui ont été confrontées ces dernières années à de nombreuses difficultés suite à la baisse de l'activité. L'objectif consiste à les accompagner par une assistance multiforme afin d'augmenter leur niveau de contribution aux résultats du Groupe.

Les performances financières du groupe SNPC sont menacées par la volatilité de l'environnement économique et financier. Après trois années (2014, 2015 et 2016) de perte, les résultats 2017 et les prévisions 2018 sont positifs grâce à une conjoncture favorable (remontée des cours du baril et augmentation de la production nationale d'hydrocarbures) mais fragile. Aussi, l'amélioration durable des performances financières du Groupe s'appuiera sur le triple plan du contrôle des activités, de la réduction des coûts et de l'optimisation des recettes.

NOTRE POLITIQUE R.H.

La politique des ressources humaines du Groupe SNPC est un maillon essentiel de sa stratégie globale. L'objectif est de renforcer l'éthique, la motivation et d'investir durablement dans le capital humain à travers le renforcement des capacités.

NOS ENGAGEMENTS SOCIAUX

Afin d'être au plus près des besoins de la population, la SNPC – société citoyenne – poursuivra son engagement sociétal à travers l'optimisation des réalisations antérieures et l'élaboration de nouveaux projets à fort impact sur les populations.



› Vue des installations de l'usine gaziére

Société Nationale des Pétroles du Congo
Tour SNPC -Avenue Denis SASSOU NGUESSO
BP: 188 Brazzaville – Congo
www.snpc-group.com



Septième art, nouveau clap

Une génération montante de réalisateurs, des films sélectionnés dans les festivals internationaux, un public qui découvre les joies des salles obscures… Le cinéma congolais est en pleine renaissance.

ROSE-MARIE BOUBOUTOU

« T*ozali* ! » [« Nous existons ! »] C'est un cri du cœur, presque un cri de rage. Et c'est le nom que s'est donné le collectif de réalisateurs formé en 2013 sous l'impulsion de Rufin Mbou Mikima et Amog Lemra pour redonner vie au cinéma congolais. Depuis, Tozali a permis à ses membres de produire une dizaine de courts-métrages, dont certains, comme *Épicuria* (2014), d'Ori Huchi Kozia, alias Kayser, et *Mensonge légal* (2014), d'Amog Lemra, ont été remarqués par la critique internationale. « Tozali a suscité un élan qui porte ses fruits, estime Amog Lemra. La disponibilité et le génie étaient là, le collectif a été un coup de pouce. »



BAUDOUIN MOUANDA POUR JA

Le MTN Movies House, ouvert en 2016 par Cinebox à l'Hôtel de la préfecture, dans le centre de Brazza.

De fait, le cinéma congolais semble peu à peu sortir de sa léthargie. Ses réalisateurs s'affichent en sélection officielle au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), au festival Écrans noirs de Yaoundé, au Festival international du film panafricain (FIFP) de Cannes… Le dernier court-métrage d'Amog Lemra, *Silence,* a eu les honneurs de Vues d'Afrique, à Montréal, en avril 2017, et, le mois suivant, du grand Cannes, où il était présenté hors compétition.

« Le cinéma congolais est un cinéma d'auteur, sans réel modèle de financement », observe Claudia Haidara-Yoka, promotrice du Festival du film des femmes africaines, Tazama, qui a coproduit et accompagné de nombreux projets locaux. Avec son ONG ClapCongo, elle est l'un des précurseurs du renouveau du cinéma au Congo. « Ce n'est jamais facile de faire un film au Congo, car nous nous autoproduisons », reconnaît Liesbeth Mabiala. La réalisatrice a financé sur fonds propres son second long-métrage, *Elonga* (« victoire », en lingala), diffusé en juin pour la première fois à l'Institut français du Congo de Brazzaville : elle y a investi environ 45 millions de F CFA (près de 70 000 euros) et n'a pas hésité à vendre sa parcelle de terrain. « La loi d'orientation culturelle prévoit que 0,01 % du budget national du Congo soit alloué à la culture, dont une part sera affectée au cinéma, avec la création d'un fonds spécialisé », rassure Dieudonné Moyongo, le ministre de la Culture.

Par ailleurs, le fait que très peu de Congolais soient formés aux métiers du cinéma implique souvent pour les réalisateurs de faire appel à des compétences étrangères, ce qui entraîne des coûts de production supplémentaires. Il faut aussi que les copies finales répondent aux standards internationaux pour que les réalisateurs puissent espérer que leurs films accèdent aux grands circuits de distribution et de diffusion. « Les chaînes de télévision locales n'achètent pas nos films, explique Liesbeth Mabiala. Elles veulent que nous les leur donnions, gratuitement, ce que nous ne pouvons évidemment pas faire, car les produire nous coûte cher ! »

Écran géant et son dolby

Mais les Congolais redécouvrent enfin les joies du grand écran, que beaucoup ignoraient puisque les salles de cinéma étaient toutes fermées depuis plus de vingt-cinq ans. Avec leur société, Cinebox, Gilles-Laurent Massamba et Romaric Oniangue ont restauré l'amphithéâtre de l'Hôtel de la préfecture, au Plateau des 15-Ans, et, en août 2016, ils ont inauguré le MTN Movies House : une salle de 200 places qui permet aux Brazzavillois de voir les blockbusters internationaux en même temps que les spectateurs européens ou américains et dans les mêmes conditions – écran géant de 7 mètres sur 4, diffusion en ultrahaute définition, son dolby digital 7.1… « Plusieurs générations de Brazzavillois n'avaient jamais connu le cinéma en salle, explique Gilles-Laurent Massamba. Certains s'imaginaient d'ailleurs que nous ne diffusions que des bandes-annonces ! » Avec ses tarifs de 3 000 F CFA pour les adultes et de 1 000 F CFA pour les enfants, le MTN Movies House enregistre entre 300 et 500 entrées par jour pendant les week-ends, avec un public essentiellement constitué de familles de la classe moyenne, de jeunes cadres et d'expatriés.

De bons résultats que va bientôt concurrencer le français Vivendi (groupe Bolloré). Son réseau CanalOlympia, en pleine expansion sur le continent avec déjà neuf salles en Afrique de l'Ouest et au Cameroun depuis janvier 2017, prévoit d'ouvrir au premier trimestre de 2019 deux salles de 300 places chacune, l'une à Brazzaville et l'autre à Pointe-Noire. « Il y a une vraie attente, explique Corinne Bach, la présidente-directrice générale de CanalOlympia. Et ces salles permettent de faire renaître le septième art et de découvrir de nouveaux talents. » JA



YOURI LENQUETTE POUR JA

Coulisses du défilé de la collection Talansi au Radisson Blu lors de la Fashion Week de Dakar, le 22 juin.

TENDANCE

Chic ponténégrin

En matière d'élégance, les griffes françaises et italiennes continuent d'avoir les faveurs de la clientèle. Pourtant, le pays ne manque pas de stylistes de talent. Comme Adriana Talansi.

ROSE-MARIE BOUBOUTOU

Héritière d'une lignée de trois générations de couturières, Adriana Talansi s'est dans un premier temps orientée vers une tout autre carrière. Après un baccalauréat en gestion, elle a fait des débuts en tant qu'assistante de direction. Le décès d'un proche, en 2011, agit comme un électrochoc. La jeune femme, qui a alors 20 ans, démissionne, prend des cours de dessin en ligne et se forme pendant deux ans auprès des couturiers Maître Fall et Aimé Christian. En 2014, elle lance sa première collection, qu'elle baptise « Simple et sublime ». La même année, elle remporte la première édition du prix Sorom Fashion Independance Women, à la Brazza Fashion Night, et est choisie par le comité de Miss Cabinda, en Angola, pour habiller ses candidates.

Depuis, les collections de la maison Talansi s'enchaînent, les prix et les podiums aussi. La créatrice a participé à des festivals de la mode à Dubaï (Émirats arabes unis), Londres (Royaume-Uni), Mombasa (Kenya), Lomé (Togo) et Pointe-Noire – où la 5e édition du Carrousel international de la mode s'est tenue à la mi-mai. Ses modèles ont défilé sur le *catwalk* du Radisson Blu lors de la Fashion Week de Dakar. Ils seront à Lagos, à la mi-septembre, pour l'Africa Fashion Week Nigeria.

Tissu typiquement local

« En général, les gens m'assimilent au wax, parce que mon atelier est basé en Afrique, mais je ne suis pas une "créatrice africaine" : je suis d'abord une créatrice, tout simplement, et une créatrice de haute couture », insiste-t-elle. Elle n'en défend pas moins l'identité de la culture africaine. Les matériaux qu'elle travaille – raphia, pagne tissé, bogolan, etc. – soulignent son positionnement et son engagement dans la défense des savoir-faire et des artisans du continent. « Le wax est fabriqué quasi exclusivement aux Pays-Bas et en Chine. Ce ne sont donc pas les économies de nos pays qui en bénéficient, déplore-t-elle. Être africain, c'est utiliser les tissus de chez soi. »

Tous les modèles de la maison Talansi sont fabriqués au Congo, dans son atelier de Pointe-Noire. À son grand dam, les deux entreprises de textile locales, Sotexco et



YOURI LENQUETTE POUR JA

La créatrice veut réhabiliter le raphia, le pagne tissé et le bogolan, qui, selon elle, représentent davantage l'identité africaine que le wax.

Impreco, ayant fermé au début des années 1990, les tissus sont importés.

Elle a d'ailleurs pour ambition de réhabiliter le raphia – tissu typiquement local –, qu'elle se procure auprès d'artisans au Congo et au Cameroun. « Avec ma précédente collection, “Héritage”, j'ai essayé de mettre en valeur ce tissu qui représente davantage notre identité, explique la créatrice. J'aimerais qu'on ne le porte pas que pour les dots ou les cérémonies du village. Je veux rendre le raphia doux à porter, varié, comme à l'époque de nos ancêtres, où il y avait différents styles de textiles. Je suis allée chercher les personnes qui maîtrisent encore ce savoir-faire. »

À raison d'une collection de haute couture par an, de 12 à 20 pièces, et d'une collection de prêt-à-porter par trimestre, Adriana Talansi est parvenue à se constituer une clientèle au Congo, mais aussi à l'étranger, surtout aux États-Unis. Il faut compter entre 600 et 1000 euros pour un modèle original, et entre 20 et 45 euros pour un vêtement de confection. « Les clientes africaines ne sont pas prêtes à acheter du prêt-à-porter confectionné en Afrique. Beaucoup considèrent encore que tout ce qui est beau vient d'Europe, alors qu'aujourd'hui on retrouve l'Afrique chez tous les grands créateurs du monde ! Il est temps que nous dépensions notre argent sur le continent pour renforcer son économie. » JA



Jam session pour de jeunes musiciens à l'Iguane Café de Pointe-Noire, avec Fred Wesley et les New JB's.

JY

MUSIQUE

Master class américano-kongo

Pointe-Noire accueillera à la mi-novembre la 5e édition du festival Soul Power. Au programme, des pointures de la scène jazz et funk internationale. Avec, en guest-star, Fred Wesley, ex-directeur musical de James Brown.

ROSE-MARIE BOUBOUTOU

« K*u lala ve!* » (« Ne dors pas! »), telle est la devise de la cinéaste Sylvie Mavoungou Bayonne et de son festival, Soul Power Kongo. Créé et orchestré par la société de la réalisatrice, Matombi Productions, ce rendez-vous culturel fait bouger la cité océane depuis 2014. Sa 5e édition, qui se tiendra du 15 au 17 novembre, donne carte blanche au tromboniste américain Fred Wesley, l'ex-directeur musical de James Brown, auquel se joindront ses New JB's et quelques autres stars de la scène soul, jazz et funk nord-américaine, comme le New-Yorkais DJ Logic. Au programme: des master class entre artistes congolais et invités, des ateliers, des concerts, des animations pour enfants, des expositions, des ciné-débats... Sans oublier un hommage à la Sud-Africaine Miriam Makeba, avec notamment un slam théâtralisé écrit par Gilles Douta et interprété par la comédienne Hourra.

Après avoir développé ses talents dans la direction artistique et la production audiovisuelle à Paris, où elle s'est également fait connaître en tant que mixeuse sous le pseudonyme de DJ Kongokween, Sylvie Mavoungou Bayonne, de mère martiniquaise et de père congolais, rentre dans son Congo natal en 2012. Elle y rencontre des difficultés pour trouver des techniciens formés. « Il y avait de réels besoins dans l'accompagnement des artistes afin de les amener à un niveau de qualité international », explique-t-elle. Pour y remédier, elle organise des ateliers, des résidences artistiques, des master class avec des artistes internationaux afin de professionnaliser les talents congolais en créant des projets communs... Tous les ingrédients qui font aujourd'hui le festival.

Reconstruction historique

Ainsi naissait Soul Power Kongo. Et avec lui la Fanfare Funk de Pointe-Noire, le Likembe Soul Opéra (premier opéra créé au Congo) ou encore le spectacle « Du conte

Kongo au conte Kreyol », avec des artistes congolais, martiniquais, jamaïcains, américains… Des choix et des créations procédant d'une volonté de reconstruction historique. « Une bonne partie de la musique internationale a des racines kongo. C'est une histoire taboue, mais les premiers déportés africains à avoir mis le pied sur le continent américain étaient kongos. Ils sont notamment la source de l'afro-brésilien et de l'afro-cubain », détaille Sylvie Mavoungou Bayonne, qui a consacré vingt ans à ses recherches sur le royaume kongo. Évoqué en littérature par Chinua Achebe dans *L'Éducation d'un enfant protégé par la Couronne,* l'ancien royaume s'étendait sur les actuels Congo, République démocratique du Congo et Angola. Tout comme le Sénégal, à Gorée, ou le Bénin, à Ouidah, il eut son port négrier, à Loango, à 20 km de Pointe-Noire, d'où sont partis 2 millions d'esclaves.

Depuis l'an dernier, Sylvie Mavoungou Bayonne permet aussi à des peintres d'exposer dans les rues, sur des panneaux publicitaires, à travers une manifestation baptisée « En attendant votre pub… j'expose ». Cette année, les œuvres, présentées dès le 28 septembre à l'issue d'un vernissage de rue, mettront en lumière l'art culinaire congolais. « Cela fait partie de notre patrimoine culturel, il ne faut pas l'oublier ! » explique-t-elle.

Pour l'occasion, le photographe congolais Robert Nzaou-Kissolo, qui partage sa vie entre Pointe-Noire et son atelier sud-africain du Cap, a réalisé une série de clichés intitulée « Madia ya bwala » (« la nourriture de chez nous »). Surtout connu pour ses photos de rue, il y sublime le manioc, les piments, le gombo, les chenilles… « J'aime que les artistes exposés se surpassent, qu'ils aillent plus loin et présentent autre chose que ce qu'ils savent faire. Qu'ils prennent des risques », souligne Sylvie Mavoungou Bayonne. Ne pas dormir. Encore et toujours dépasser ses limites. JA



ROBERT NZAOU

Un cliché de la série « Madia ya bwala » (« La nourriture de chez nous ») du photographe Robert Nzaou-Kissolo, pour l'exposition qui mettra en lumière l'art culinaire, à partir du 28 septembre.

LIVRES

La République des lettres

Célèbre pour ses écrivains et son attachement presque viscéral à la littérature, le pays compte de nombreux romanciers, poètes ou dramaturges parmi les hauts commis de l'État.

CÉCILE MANCIAUX

C'est une tradition et une spécificité locale qui remonte à l'époque de l'indépendance et qui ne s'est, depuis, jamais démentie : le Congo est un pays où les politiques publient des livres. Dans le gouvernement actuel, une demi-douzaine de ministres – dont deux femmes – ont ainsi produit des chroniques, des essais, des poèmes ou des réflexions, sur les pas de leurs glorieux aînés. Leur modèle : **Henri Lopes,** dont le douzième ouvrage, *Il est déjà demain* (JC Lattès), une enquête sur l'héritage politique et le métissage de l'auteur, sort en ce mois de septembre.

Lopes, qui a été Premier ministre, ministre, puis ambassadeur, a d'ailleurs préfacé *Beto na beto. Le poids de la tribu* (2001, Gallimard), le premier roman de **Mambou Aimée Gnali,** ex-ministre de la Culture (1997), puis porte-parole du Parti pour l'alternance démocratique (opposition), dont le second roman, *L'Or des femmes,* paru en 2016, a été édité l'an dernier en format de poche (Folio).

Palme de l'originalité

Également anciens ministres et hauts fonctionnaires de l'État : les écrivains **Jean-Baptiste Tati Loutard** (décédé en 2009) et **Guy Menga,** ainsi que l'essayiste **Grégoire Lefouoba.** Quant au très rimbaldien **Sony Labou Tansi,** il fut, à la fin de sa vie, député du quartier de Makélékélé, à Brazzaville, et proche du leader de la région du Pool, Bernard Kolelas. Un engagement au sein de l'opposition dont la fibre se retrouve aujourd'hui chez **Alain Mabanckou,** dont le douzième roman, *Les Cigognes sont immortelles,* vient de paraître (Le Seuil).

Ministre de l'Agriculture dans l'actuel gouvernement de Clément Mouamba et parmi les barons du régime depuis plus de vingt ans, **Henri Djombo** a publié pas moins de six romans et dix pièces de théâtre, régulièrement jouées à l'Institut français de Brazzaville.



VINCENT FOURNIER/JA ; DR

Henri Djombo, ministre de l'Agriculture et dramaturge (à g.).

Benoît Moundélé-Ngollo, ancien préfet de Brazzaville.

À L'INSTAR DE LEURS GLORIEUX AÎNÉS, TEL HENRI LOPES, UNE DEMI-DOUZAINE DE MEMBRES DE L'ACTUEL GOUVERNEMENT ONT ÉTÉ PUBLIÉS.

Mais la palme de l'originalité revient sans aucun doute à **Benoît Moundélé-Ngollo,** général à la retraite, ex-ministre et ancien préfet de la capitale. Ce grand chef coutumier mbochi a écrit une quinzaine de livres aux titres plus étranges les uns que les autres – *Cocktail Molotov bourré de vérités détonantes qui explosent dans un snoprac* (2015) ; *Les Vautours ou charognards de la République populaire de Lokuta, capitale Mbongwana…* (2017) – tout en se spécialisant dans le néologisme, au point de donner naissance au « snoprac » (« style qui n'obéit pas aux recommandations académiques classiques »).

Même la prison n'apaise pas la fièvre scripturale des politiques congolais. Détenu depuis huit mois pour tentative de coup d'État, le général et ancien haut commissaire **Norbert Dabira** vient de publier son troisième livre : *Mes mémoires. Le parvis de ma vie* (juin 2018, éd. L'Harmattan).

Enfin, dans un autre domaine, l'historien et égyptologue **Théophile Obenga,** auteur d'une trentaine d'ouvrages savants, est toujours, à 82 ans, un conseiller écouté du président Sassou Nguesso en matière d'enseignement supérieur – et l'un des concepteurs de la nouvelle université de Kintélé, en périphérie nord de Brazzaville. JA



« Notre stratégie de développement est basée sur une vision à long terme »





Entretien avec monsieur Hassan Atie, président de MBTP

Pouvez-vous vous présenter ?

Fondée en 1985, MBTP totalise 3 ans d'expérience dans le bâtiment. De la conception à la réalisation à l'exploitation de projets (Design and Build), MBTP dispose de l'ensemble des capacités humaines et matérielles pour répondre aux défis nouveaux du métier.

Forte de ses 2 bases logistiques de 50 000 m² à Brazzaville et 80 000 m² à Pointe-Noire, de son bureau d'architectes et de son parc d'engins, MBTP cumule aujourd'hui les expériences dans la construction de bâtiments modernes pour les secteurs de l'hôtellerie, l'éducation, et les logements (Acacia, Tour résidentielle de 23 étages à Brazzaville en cours d'exécution...).

L'activité s'étend également à la réalisation d'ouvrages de VRD (adduction d'eau, voiries, ponts...) et d'ouvrages lourds d'électrification urbaine en MT et d'interconnexion en fibre optique pour les plus importants projets financés par la Banque mondiale.

Le savoir-faire mis au service d'une équipe toujours à la conquête de la modernisation du métier a conduit MBTP à se conformer aux standards internationaux de référence du métier. La politique assurance qualité garantie par nos laboratoires internes en est le symbole même.

L'excellence dans la qualité, le respect des délais contractuels, la sécurité des équipes et le respect de l'environnement sont les règles d'or de l'entreprise. MBTP peut aussi faire confiance au groupe d'entreprise sœurs qui lui apportent chacune dans leur métier respectif (électrique, informatique...) le niveau d'ingénierie nécessaire à l'accomplissement de ses missions.



Quelle est votre valeur ajoutée ?

Nous cherchons en permanence l'excellence avec un engagement de précision, de qualité et de respect de délais contractuels, tout en ayant un grand souci pour la santé et la sécurité de nos travailleurs.

MBTP a fait de la formation du personnel sa priorité (nouvelles technologies, lutte anti-incendie, habilitation électrique, etc.). Nous sommes au point d'achèvement de la procédure de certification ISO 9001:2015.

Cette excellence nous la proposons tout en étant très compétitifs en matière de prix.

Notre vision de long terme dans une période de conjoncture économique difficile dans la sous-région se traduit par un investissement soutenu en termes de modernisation et d'accroissement de nos moyens.

MBTP a l'ambition d'être un acteur du développement économique et social de la République du Congo.

Cette capacité à allier excellence et compétitivité-prix ainsi que notre implication sur le long terme nous différencient des concurrents, notamment internationaux.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Nous avons construit au fil des années un outil industriel et humain de premier ordre. Nous sommes en mesure de répondre aux besoins de nos clients congolais et nous envisageons désormais de nous déployer dans la sous-région.



Acacia - Tour résidentielle de 23 étages à Brazzaville en cours d'exécution

BRAZZAVILLE
Rond-point Jacques Opangault face bâtiment CRNA, Moukondo
Brazzaville, République de Congo

POINTE NOIRE
Ngoyo Agri Congo
Pointe Noire, République de Congo

Tél. : +242 22 608 38 66 , +242 05 77 77 666

www.mbtpsa.com

COMMUNIQUÉ

airtel



Entretien avec Benoît Janin, Directeur Général d'Airtel Congo

Situation économique, hausse des tarifs, plan social supposé… Benoît JANIN, fraîchement nommé à la tête de l'opérateur au Congo, fait le point de la situation d'Airtel Congo, de l'actualité et présente sa vision.

Vous êtes le nouveau Directeur Général de Airtel Congo, pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre expérience dans le secteur des télécoms ?

Cela fait environ 20 ans maintenant que j'ai démarré ma carrière dans les Télécommunications, dans des fonctions marketing puis ventes & distribution. J'ai travaillé essentiellement en Afrique tout au long de mon parcours, notamment 10 ans chez Orange et plus de 5 ans chez Millicom Tigo. Il s'agit de mon 4e poste de Directeur Général d'un opérateur mobile et de mon premier poste au Congo, mais aussi au sein du groupe Bharti Airtel.

Vous êtes arrivé dans un pays où Airtel est challenger, quelles sont vos ambitions et quelle est votre approche pour changer la tendance ?

Mon objectif est de refaire d'Airtel le N°1 du marché au niveau national, ce que nous sommes encore dans certaines régions comme Pointe Noire. D'un point de vue nombre de clients, nous sommes déjà quasiment le leader et nous allons donc renforcer nos positions sur les 18 prochains mois et investir dans notre réseau, dans les nouvelles technologies et dans nos services clients pour cela.

Pouvez- vous nous partager la vision d'Airtel Congo à court et moyen terme ?

Airtel va continuer à investir et à se développer ici au Congo, dans les mois et les années qui viennent. Nos priorités sont l'internet (qualité, couverture et nouvelles technologies) et la meilleure expérience client du marché, Airtel Money où nous voulons démocratiser les moyens de paiement et favoriser l'inclusion financière grâce aux technologies mobiles, le secteur Entreprise dans lequel une organisation adaptée et des ressources dédiées nous permettront d'être plus compétitif et d'offrir la meilleure offre aux sociétés du pays. Enfin, nous voulons aussi concentrer nos efforts de façon plus efficace sur certaines régions qui étaient jusqu'à présent moins bien servies que les grands centres urbains en terme de services mobiles et notamment internet.

Récemment, votre entreprise a défrayé la chronique au sujet d'un plan social, qu'en est-il exactement ?

Il n'y a jamais eu de projet de plan social chez Airtel. Mon prédécesseur souhaitait initier un Plan de Départs Volontaires pour les employés qui auraient été intéressés par cette démarche. Mais cela a été abandonné avant même mon arrivée et le PDG du Groupe Bharti Airtel en Afrique ainsi que moi-même avons déjà eu l'occasion de confirmer ceci à plusieurs reprises à l'ensemble de nos employés ainsi qu'aux autorités compétentes.

La population congolaise a vu le prix des forfaits voix et internet augmenter le mois dernier, et nous avons pu remarquer son mécontentement. Pouvez-vous nous expliquer le pourquoi de cette hausse ? Quel est l'impact de cette situation sur la société Airtel ?

Tout d'abord, il faut comprendre que cette démarche d'encadrement des prix par le Régulateur (ARPCE) correspond à une réalité économique. En effet, le secteur des Télécommunications au Congo Brazzaville est entré depuis plus de 3 ans maintenant dans une spirale infernale avec un déclin du chiffre d'affaires sectoriel à 2 chiffres. Ceci était avant tout lié à une guerre des prix continuelle que se sont livrés les opérateurs et qui ont conduit à des prix parmi les plus bas du continent, alors que les coûts de bande passante pour l'internet sont parmi les plus élevés du continent. Ce modèle économique ne peut plus durer si l'on veut éviter la chute complète du secteur dans les mois ou les années qui viennent. Il faut tout de même se souvenir que notre secteur est le 2ème contributeur après le pétrole en terme de recettes fiscales pour l'état et qu'il est aussi un très grand pourvoyeur d'emplois directs et indirects dans le pays. Pour remettre les choses dans leur contexte, les prix même après cet encadrement demeurent nettement inférieurs aux prix d'il y a un an et se situent dans une moyenne basse lorsque l'on compare avec d'autres pays dans la région. Donc nous restons bien sur une dynamique de baisse des prix dans la durée pour nos clients, mais celle-ci doit se faire à un rythme qui ne conduit pas les opérateurs à vendre à perte.

Généralement les entreprises commerciales sont plus intéressées par le profit que tout autre chose, nous remarquons en ce temps de crise que votre entreprise est très active dans le domaine social, quelles en sont les raisons ?

En effet, comme tout le monde le sait, le pays traverse depuis quelque temps déjà une période difficile au point de vue économique, ce qui rend le quotidien des Congolais pas toujours évident. En tant qu'entreprise citoyenne, Airtel a toujours beaucoup investi dans le domaine social, que ce soit dans l'éducation, la santé (comme à Dolisie et Oyo récemment), l'environnement, etc. Etant donné le contexte actuel, il nous semble donc très important de redonner à nos communautés et d'intensifier nos efforts de soutien et d'appui social.

www.africa.airtel.com/congob

TRADITIONS

Bonne fête des morts

Réconfort pour la famille en deuil, hommage au défunt, les *matanga* sont un temps fort de la vie sociale. L'occasion, aussi, de se montrer et de s'encanailler.

ROSE-MARIE BOUBOUTOU

Une route barrée à la circulation. Des banderoles, des kakémonos et des petits stands de boissons qui s'entassent sur la chaussée. Et tout un quartier de Brazzaville vibrant au son des mélopées du groupe à la mode, qui joue en live, alors qu'à la nuit tombée élégantes et élégants émergent de centaines de 4x4 aux vitres fumées pour se presser sous les dizaines de chapiteaux dressés pour l'occasion… Le décor ainsi planté n'est pas celui d'une kermesse ou d'un festival, mais celui d'une veillée mortuaire – un *matanga,* en lingala.

« On se retrouve ce soir à la veillée ! » entend-on fréquemment à la fin d'une conversation, au hasard d'une course dans le centre-ville. Au Congo, il est de coutume de se rendre au domicile d'un défunt entre le jour où il a rendu l'âme et celui de sa mise en terre. Parents et amis entourent la famille et veillent le mort dans « la parcelle » endeuillée, alors signalée par une palme. Dans la cour, chacun exprime sa douleur d'avoir perdu un être cher, évoque les souvenirs qu'il a du disparu. La nuit venue, on prie et on danse en sa mémoire.

Tout le monde apporte sa contribution aux frais de l'enterrement. Le budget est au minimum de 2 millions de F CFA (environ 3000 euros), pour les foyers les plus modestes, ce qui comprend les soins et l'habillement du défunt, le cercueil, la tombe, les rafraîchissements et, éventuellement, le transport des personnes venues vous « assister ». Il peut s'élever à 25 millions de F CFA, notamment si le corps est rapatrié au village. Les solidarités jouent à plein, chaque famille se rendant « la politesse de la venue » à la veillée. Et dans les « grandes veillées », celles des personnalités, il faut marquer sa présence (se faire →



BAUDOUIN MOUANDA

Certains jeunes loups jouent les m'as-tu-vu. Un moyen de s'identifier à la classe supérieure.



BAUDOUIN MOUANDA

Parade pour célébrer une « maman » récemment décédée, à Madibou, dans le sud de Brazza.

→ remarquer) et exprimer symboliquement sa solidarité.

Les *matanga* sont depuis longtemps une composante essentielle de la vie sociale et mondaine – qui plus est pour des Brazzavillois en manque de distraction –, mais le boom pétrolier du début des années 2000, quand le prix du baril dépassait les 100 dollars, leur a donné une autre dimension. Le *matanga*, depuis lors couramment appelé « activité », prend désormais une place démesurée et des aspects qui peuvent sembler incongrus : les sapeurs exhibent leurs plus beaux costumes, les femmes se font maquiller et coiffer pour l'occasion, les familles endeuillées font du petit commerce en installant des points de vente de boissons – surtout alcoolisées.

Pleureurs et tchoucoumeuses

Parents proches et éloignés, amis, collègues, coreligionnaires, membres des associations ou mutuelles d'entraide (les *muziki*) auxquelles le disparu appartenait, voisins... Les activités peuvent drainer plusieurs centaines de personnes. « Cela donne l'impression d'un carnaval. Souvent, tous ces gens sont plus nombreux que les membres de la famille », observe Raoul Goyendzi, chef du département sociologie à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville. D'après l'universitaire, une solidarité de classe s'exprime à l'occasion des « activités ». Elles sont un moyen pour chacun de démontrer sa capacité financière et représentent un enjeu de prestige. « Il y a certes de la démesure, mais rien d'extraordinaire dans ce phénomène. Il renvoie au pouvoir du mort, explique le sociologue. À travers l'« activité », il y a une catégorisation sociale du défunt. Son ampleur est un indicateur de l'appartenance à l'élite du pouvoir. »

Les membres d'associations, qui portent tous une tenue réalisée dans le même tissu de pagne, cherchent à occuper les bonnes places afin d'être vus. Certains jeunes loups jouent les m'as-tu-vu *(matalana)* et louent des véhicules de luxe très voyants pour faire une arrivée remarquée... Un moyen de s'identifier à la classe supérieure.

Les fonctions de pleureurs et de pleureuses se sont même professionnalisées. Il faut compter pas moins de 200 000 F CFA pour s'offrir les services d'un spécialiste de la lamentation, qui viendra exprimer à chaudes larmes la douleur causée par la perte de votre parent, pendant une semaine, deux fois par jour, tôt le matin et le soir, ainsi que le veut la tradition bantoue.

Au sein des élites, il est de bon ton de bouder les cimetières de la capitale pour enterrer ses morts au village. Les « activités », d'ordinaire limitées à la ville, se transposent alors dans les petits bourgs... Et c'est tout Brazzaville qui suit la dépouille : politiques, businessmen, mais aussi commerçants et même parfois « tchoucoumeuses » (jeunes prostituées itinérantes) accompagnent le défunt jusqu'à sa dernière demeure. Et la crise économique qui sévit depuis près de quatre ans n'a pas freiné les « activités ». Au Congo, la vie est belle, chantait Papa Wemba. Plus encore les jours d'obsèques. JA

LES DJ DE VOS SOIRÉES FUNÉRAIRES

Les « radios *matanga* » se sont développées chez les Congolais originaires des régions du Sud avant de se généraliser pour remplacer, à moindre coût, les groupes musicaux traditionnels. Depuis la fin des années 1980, ces prestations assurées par un DJ, un animateur et des danseurs sont monnaie courante dans les *matanga.* Un savant mélange de gospel et de musique traditionnelle propre aux deux rives du Congo, qui devient parfois un calvaire pour le voisinage, contraint de subir les décibels déversés à grande échelle. En fonction des moyens de la famille en deuil, les animations ont lieu quotidiennement pendant une semaine ou uniquement la veille de l'enterrement. Il faut compter 15 000 F CFA pour une animation de jour et entre 20 000 et 25 000 F CFA pour une animation nocturne, hors danseurs.

R.-M.B.

KRESTON INTERNATIONAL

Exco CACOGES
Audit - Expertise Comptable - Conseil

FERTILISATEURS D'ENTREPRISES

L'adhésion du CACOGES Congo-Brazzaville au réseau Exco-Afrique, gage d'une signature reconnue et fiable

CACOGES Congo est devenu un Cabinet membre d'un réseau international : Exco-Afrique, membre d'Exco—France et de Kreston International.



Monsieur Youssoupha Diallo, Commissaire aux Comptes et Expert-comptable à Nouakchott, Associé gérant du Cabinet EXCO GHA Mauritanie et Président d'Exco—Afrique disait à propos de cette admission : *« Nous sommes heureux d'accueillir une entreprise de qualité pour nous représenter au Congo. Notre ambition est de développer et de construire une marque forte et dynamique à travers le Continent. Cela ne pourra se faire qu'en ayant des membres de qualité et nous sommes sur la bonne voie »*.

En intégrant le réseau international, CACOGES dispose dorénavant de la signature internationale reconnue sur tous les marchés. Ce sceau international est un challenge pour CACOGES. Les membres du réseau bénéficient régulièrement de conférences internationales, d'un congrès annuel et de contrôle qualité et indépendant réguliers.

Être membre d'Exco donne accès au Cabinet à une organisation fiable, de qualité et un accompagnement réactif des clients dans le monde entier.



Monsieur Brice Etou, Commissaire aux Comptes et Expert-comptable, associé gérant du Cabinet EXCO CACOGES, est coopté, le 4 juillet 2018 à Dakar, **membre du Conseil d'administration Exco-Afrique**.

Le Cabinet d'Audit et de Conseil en Gestion (CACOGES), un Cabinet pluridisciplinaire et indépendant

La réputation de CACOGES repose sur des règles de qualité, d'éthique et de déontologie.

Plusieurs pays de la Zone CEMAC à travers leurs gouvernements ainsi que des sociétés installées continuent de faire entière confiance au cabinet CACOGES en lui confiant des missions d'audit, d'expertise comptable et de conseil.

CACOGES a déjà réalisé plusieurs missions d'Audit et de Conseil de haute qualité notamment :

Missions d'Audit :

- Compagnie Nationale Équatorial Congo Airlines (ECAir S.A) réalisé en consortium avec Rainbow Finance, en 2016 ;
- Congolaise de Gestion de la Loterie (COGELO), réalisé en 2017 ;
- Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville (CHU-B), en 2017 ;
- TOTAL EP Congo/Ministère des Hydrocarbures, Audit des coûts pétroliers – Exercices 2012, 2013, 2014 et 2015 des permis : Haute Mer B, Haute Mer C, MTPS et PEX 1 (KLL) et PEX 2 (TLL).

D'autres audits confiés au Cabinet CACOGES sont en cours de réalisation notamment :

- Ministère des finances et du budget du Congo a confié aux cabinets (CACOGES et EY), **l'audit de la dette intérieure commerciale**, couvrant les périodes de janvier 2014 à décembre 2016.

Missions de Conseil :

- Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) ;
- Auprès de plusieurs banques installées au Congo : cartographie des risques, plan de financement d'urgence, plan de continuité d'activités, contrôle interne et accompagnement juridique, fiscal et social ;
- Ministère de la Santé et de la Population : Inventaire des actifs immobilisés.

Au regard de tous ses **exploits**, on peut affirmer d'une manière péremptoire que CACOGES a su s'imposer dans le paysage d'Audit, de Conseil et de Gestion au Congo et figure, à n'en point douter loin s'en faut, parmi les Big.

Les publications de Monsieur Brice-Voltaire Etou-Obami

Monsieur Brice-Voltaire Etou-Obami, dans un souci constant de partage et de transmission du savoir, a déjà à son actif 3 livres :



Éditions L'Harmattan, Parution 2015

Parutions 2018

Brazzaville (Siège social)
Eucalyptus 7 - 2e étage, côté A
Résidence les flamboyants - BP 113
Tél. : +242 06 989 06 06 - +242 06 510 37 63

Pointe-Noire
13 Avenue Mafouka
arr. n°1 Lumumba - BP 1244
Tél. : +242 05 525 82 19 / +242 06 510 64 89

Email : cacoges@excoafrique.com
cacoges@gmail.com

www.excoafrique.com



INSTITUTION : Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) BP 1177 Brazzaville-République du Congo
NOM DU PROJET : Redéploiement de la comptabilité de la BDEAC
TITRE DU PROJET : Service d'un Expert à demeure pour appuyer la BDEAC en vue du déploiement de sa comptabilité

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN EXPERT À DEMEURE N°01/BDEAC/2018

1. Objet
La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution de Financement du Développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, a reçu un don de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et envisage d'utiliser une partie de ces ressources pour financer les services, sur une durée de douze mois, d'un expert à demeure qui l'assistera dans le redéploiement de sa comptabilité.

2. Tâches de l'expert à demeure
Sous la supervision générale du Directeur des Finances, l'expert à demeure viendra renforcer l'équipe des comptables pour :
- analyser le plan de comptes existant ainsi que les opérations de la BDEAC (opérations de crédit à la clientèle, opérations de mobilisation des ressources, opérations d'encaissement et de décaissement, opérations liées aux garanties et aux engagements hors bilan), pour bâtir les fondements du nouveau Plan Comptable de la BDEAC ;
- élaborer un nouveau Plan Comptable de la BDEAC permettant de produire les états de synthèse selon le nouveau plan comptable de la BDEAC ;
- élaborer un Plan Comptable IAS/IFRS permettant de produire les états de synthèse selon le référentiel IAS/IFRS ;
- définir ou mettre à jour les schémas comptables par évènement ou opération découlant du changement de plan comptable ;
- présenter les états financiers de l'année 2017 selon les normes IAS/IFRS ;
- étudier les risques et contraintes découlant de l'application du nouveau système comptable et formuler des propositions d'atténuation ;
- élaborer les guides d'application qui accompagnent les plans comptables proposés ;
- proposer un nouveau cadre de reporting et de présentation de l'information financière, prenant en compte les nouvelles évolutions ;
- procéder à la formation sur le nouveau plan comptable et mettre en place des mécanismes nécessaires pour que la BDEAC puisse disposer d'une veille interne sur l'évolution des normes IAS/IFRS.

3. Profil recherché
- Etre ressortissant d'un pays arabe ;
- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) ou d'une école de commerce en comptabilité, Finances ou Gestion ;
- Disposer d'au moins quinze (15) ans d'expérience dans le domaine de la comptabilité et des finances dont dix (10) dans la maîtrise de la comptabilité bancaire et des standards comptables internationaux, en particulier les normes IAS/IFRS ;
- Avoir conduit de manière satisfaisante au moins deux missions similaires ;
- Bonne connaissance pratique des normes IAS/IFRS et des règles prudentielles de Bâles 2 et 3 ;
- Disposer d'expérience en matière de migration de référentiels comptables bancaires ou de comptabilité générale vers les normes IAS/IFRS ;
- Etre organisé(e), méthodique et rigoureux (se), faire preuve d'une grande fiabilité, d'autonomie et de discrétion ainsi que d'un bon esprit d'analyse et de synthèse ;
- Compétences et expérience en gestion et management de projets ;
- Excellentes aptitudes au travail en équipe ;
- Fortes capacités d'analyse, d'écoute, d'animation et d'organisation ;
- Compétences en communication et rédaction de rapports techniques et financiers.

4. Présentation du dossier de candidature
Les candidats intéressés et éligibles devront soumettre à la Banque une lettre de motivation rédigée en français accompagnée d'un CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles, leurs expériences dans le domaine concerné et des références ; des copies de diplômes et de la pièce d'identité.

Le dossier de candidature en version papier ou électronique devra parvenir, au plus tard le **20 septembre 2018, au Siège de la Banque à Brazzaville, respectivement aux adresses suivantes :**

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA BDEAC
(Consultation pour le recrutement d'un expert à demeure)
BP : 1177 - Boulevard Denis SASSOU NGUESSO
BRAZZAVILLE - République du Congo
Email : bdeac@bdeac.org - g.sop@bdeac.org

Fait à Brazzaville, le 19 juillet 2018
Fortunato-Ofa MBO NCHAMA
Président



INSTITUTION : Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) BP 1177 Brazzaville-République du Congo
NOM DU PROJET : Notation financière de la BDEAC
TITRE DU PROJET : Service d'un Expert à demeure pour appuyer la BDEAC en vue de sa notation financière

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN EXPERT À DEMEURE N°02/BDEAC/2018

1. OBJET
La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), Institution de Financement du Développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, a reçu un don de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et envisage d'utiliser une partie de ces ressources pour financer, sur une durée de douze mois, les services d'un expert à demeure qui va appuyer la BDEAC dans la démarche qu'elle va suivre pour obtenir une notation financière.

2.Tâches de l'expert à demeure
Les tâches de l'expert à demeure seront les suivantes :

- identifier les préalables devant être remplis en vue de la notation financière ;
- élaborer une feuille de route comprenant les propositions détaillées visant à remplir ces préalables ;
- contribuer à la réalisation des actions répertoriées dans la feuille de route ;
- réaliser un audit complet de notation financière et une notation à blanc en vue d'évaluer la pertinence des propositions formulées dans la feuille de route ;
- procéder éventuellement à des ajustements de la feuille de route ;
- élaborer les cahiers de charges pour le recrutement des expertises pour couvrir les aspects qui ne relèvent pas de sa compétence ;
- définir un objectif minimum de note financière à atteindre ;
- assister et former les cadres de la Banque durant la mise en œuvre de la feuille de route ;
- rédiger un mémorandum à adresser aux trois principales agences de notation pour encadrer la demande de notation tout en donnant une description détaillées de la BDEAC ;
- élaborer tous les rapports sollicités par l'agence de notation selon les formats spécifiques exigés ;
- renforcer les capacités des cadres de la Banque de façon à ce qu'ils puissent gérer efficacement les activités liées au suivi de la notation et à sa préservation.

3. Profil recherché
- Etre ressortissant d'un pays arabe ;
- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) ou d'une école de commerce (Master II, MBA, DESS, Ingénieur,…) en -Finances, Gestion, Economie et comptabilité;
- Doté(e) d'une expérience réussie d'au moins 15 ans à un poste d'analyste dans une institution financière internationale ou une agence de notation ;
- Avoir conduit de manière satisfaisante au moins deux missions similaires ;
- Maîtrise des principes comptables, de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique, de la gestion budgétaire ;
- Bonne connaissance pratique des normes IAS/IFRS et des règles prudentielles de Bâles 2 et 3 ;
- Etre organisé(e), méthodique et rigoureux (se), faire preuve d'une grande fiabilité, d'autonomie et de discrétion ainsi que d'un bon esprit d'analyse et de synthèse ;
- Compétences et expérience en gestion et management de projets ;
- Excellentes aptitudes au travail en équipe ;
- Fortes capacités d'analyse, d'écoute, d'animation et d'organisation ;
- Compétences en communication et rédaction de rapports techniques et financiers.

4. Présentation du dossier de candidature
Les candidats intéressés et éligibles devront soumettre à la Banque un dossier rédigé en français, comprenant une lettre de motivation, un CV détaillé faisant apparaître notamment leurs compétences professionnelles, leurs expériences dans le domaine concerné et les références, des copies de diplômes et une pièce d'identité.

Le dossier de candidature en version papier ou électronique devra parvenir, au plus tard le **20 septembre 2018, au Siège de la Banque à Brazzaville, respectivement aux adresses suivantes :**

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA BDEAC
(Consultation pour le recrutement d'un expert à demeure)
BP : 1177 - Boulevard Denis SASSOU NGUESSO
BRAZZAVILLE - République du Congo
Email : bdeac@bdeac.org - g.sop@bdeac.org

Fait à Brazzaville, le 19 juillet 2018
Fortunato-Ofa MBO NCHAMA
Président



Avis d'Appel d'Offres International

ASECNA/DETD/1819/2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan des Services et Equipements : l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres International Ouvert pour **l'acquisition des équipements pour l'interopérabilité entre les réseaux NAFISAT /SADC et AFISNET, et la modernisation des stations CAFSAT.**

Le Dossier d' Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré à partir du 28 Août 2018 contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Deux Cent Mille (200 000) FCFA, soit Trois Cent Quatre Euros Quatre Vingt Dix Centimes (304,9 €) à la Direction des Etudes et Projets (ASECNA) sis à l'aéroport Léopold Sédar Senghor, BP 8163 Dakar - Yoff, Sénégal, Téléphone : +221 33 869 51 77 ou +221 33 869 52 à la Délégation de l'ASECNA à Paris, 75 Rue la Boétie - 75008 Paris - France, Téléphone : +33 1 44 95 07 07 ou dans les Représentations de l'ASECNA auprès des Etats membres.

La date limite de remise des offres à la Direction des Etudes et Projets (ASECNA) à Dakar, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au **09 octobre 2018 à 12 heures (T.U.). Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée.** L'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, **aura lieu le même jour (09 octobre 2018) à 13 heures (T.U.) dans la salle de réunion de la Direction des Etudes et Projets à Dakar-Yoff (Sénégal).**

Le Directeur Général



Avis d'Appel d'Offres International

ASECNA/DETD/1821/2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan des Services et Equipements : l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres International Ouvert pour **l'acquisition d'équipements pour le partage des données de surveillance.**

Le Dossier d' Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA (www.asecna.aero) et retiré à partir du 28 Août 2018 contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Deux Cent Mille (200 000) FCFA, soit Trois Cent Quatre Euros Quatre Vingt Dix Centimes (304,9 €) à la Direction des Etudes et Projets (ASECNA) sis à l'aéroport Léopold Sédar Senghor, BP 8163 Dakar - Yoff, Sénégal, Téléphone : +221 33 869 51 77 ou +221 33 869 52 à la Délégation de l'ASECNA à Paris, 75 Rue la Boétie - 75008 Paris - France, Téléphone : +33 1 44 95 07 07 ou dans les Représentations de l'ASECNA auprès des Etats membres.

La date limite de remise des offres à la Direction des Etudes et Projets (ASECNA) à Dakar, Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, Dakar-Yoff (Sénégal) est fixée au **09 octobre 2018 à 12 heures (T.U.)**. Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, **aura lieu le même jour (09 octobre 2018) à 13 heures (T.U.) dans la salle de réunion de la Direction des Etudes et Projets à Dakar-Yoff (Sénégal).**

Le Directeur Général



République du Niger

Avis d' Appel d' Offres International (AOI/PM)



Banque Islamique de Développement

Ministère de la Santé Publique
Secrétariat Général
Direction des Études et de la Programmation
Projet de Soutien au Programme National de Prévention et de Contrôle des Maladies au Niger
BP : 623 Niamey - NIGER - Tél : (227) 96 96 86 79 / 90 21 26 35

Date : 02 septembre 2018 - **Financement N° :** 2NIR 134-135
AOI/PM N° : 02/2018/MSP/SG/DEP/Projet 2NIR 134-135

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l' Avis Général de Passation des Marchés paru en date du 24 janvier 2017 dans le sahel quotidien n° 9267 et sahel dimanche n° 1725 du 3 février 2017 ainsi que dans le Plan de Passation des marchés publics du Ministère de la Santé Publique au titre de l'année 2018 paru dans le sahel quotidien n° 9462 du 18 janvier 2018.

2. Le Gouvernement de la République du Niger a obtenu un financement de la Banque Islamique de Développement pour couvrir le coût du Projet de Soutien au Programme National de Prévention et de Contrôle des Maladies au Niger et a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements éligibles au titre des Marchés pour l'acquisition des médicaments et consommables pour les programmes nationaux de chirurgie foraine, santé mentale, ophtalmologie et santé bucco-dentaires. Les soumissionnaires sont invités à remettre leur offre pour un ou l'ensemble des lots, tels que définis dans le dossier d'appel offres. Les soumissionnaires sont autorisés à offrir des rabais dans le cas où ils sont attributaires de plus d'un lot à condition que les dits rabais soient inclus dans le Formulaire de Soumission.

3. Le Ministère de la Santé Publique sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des médicaments et consommables comme suit :

Lot 1 : Fourniture des médicaments et consommables pour chirurgie foraine :

Lot 2 : Fourniture des médicaments et consommables pour santé mentale, ophtalmologie, et santé bucco-dentaires.

L'évaluation se fera par lot. Les lots sont indivisibles. Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un lot, ou l'ensemble des lots. Le nombre de lots à attribuer par soumissionnaire n'est pas limitatif. Le délai de livraison est de cinq (5) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres auprès de :

Ministère de la Santé Publique - Unité de gestion du Projet
Portes 1.22 (1er étage) et 2.24 (2e étage)

À l'attention : M. Daouda DJINGAREY
Coordonnateur du Projet
BP : 623 Niamey- NIGER
Tél. : (227) 96 96 86 79/ 90 21 26 35
Courriel : djingareydaouda@yahoo.fr

Du lundi au jeudi de 8h à 13h et de 14h30 à 17h30, et le vendredi de 8h à 12h30 heure locale (GMT + 1).

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en formulant une demande écrite l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **Cent Mille (100 000) francs CFA** (ou équivalent dans une monnaie librement convertible) en liquide ou en chèque certifié. Le document d'Appel d'offres est à retirer directement par le fournisseur auprès de l'acheteur ou le dossier d'appel d'offres pourra sur demande être envoyé par courrier express et après payement en avance des frais d'acquisition et d'expédition.

5. Les dispositions des Instructions aux Soumissionnaires et du Cahier des Clauses Administratives Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres de la Banque Islamique de Développement.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **jeudi 1er novembre 2018 à 10h30 heure locale (GMT +1).** Les offres doivent comprendre une garantie de l'offre d'un montant de :

Lot 1 : Deux Millions (2.000.000) de francs CFA ;
Lot 2 : Un Million (1.000.000) de francs CFA ;

Financement : Banque Islamique de Développement (BID) ..79 %
Etat du Niger ....21 %

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à :

Adresse : Salle de réunion du Ministère de la Santé Publique
Ville : Niamey - Pays : NIGER
Date : jeudi 1er novembre 2018
Heure : 11h heure locale (GMT + 1)

Le Coordonnateur
M. Daouda DJINGAREY

APPEL D'OFFRES



BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
(BDEAC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT (AOI) - N° 001/DAGSI/AOI/18

1. La BDEAC envisage de réhabiliter et rénover son siège social, sis à Brazzaville, République du Congo, suivant l'AAOI n° 001/DAGSI/AOI/18.

2. La BDEAC sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation en entreprise générale ou en Groupement des Travaux de réhabilitation et rénovation de son siège à Brazzaville, République du Congo, structurés en lot unique comprenant six (6) sous lots non séparables, à savoir :
A. Travaux de génie civil ;
B. Travaux de VRD ;
C. Travaux d'électricité - courants forts et courants faibles ;
D. Travaux de fluide (climatisation, ventilation, plomberie) ;
E. Travaux d'agencement ;
F. Travaux d'aménagements paysagers.

3. Le délai maximum d'exécution des travaux est selon le scénario à retenir par la BDEAC pour la réalisation des travaux :
A. Scénario 1 « Bâtiment occupé pendant les travaux » : 28 mois répartis en cinq (05) phases.
B. Scénario 2 « Bâtiment non occupé pendant les travaux » : 20 mois en une seule phase.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres International Ouvert (AOI) ouvert à tous les soumissionnaires éligibles tels que définis dans le DAO

5. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent demander des informations auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse suivante : Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Brazzaville - République du Congo, Bureau 502, Tél : + 242 04 426 83 00, E-mail : **bdeac@bdeac.org ; g.sop@beac.org** entre 8h 00 et 15 h 00, aux jours ouvrables.

6. Les critères de rejet des propositions : Toute offre non accompagnée des documents ci-après sera écartée en phase préliminaire de l'évaluation des offres :
- Pouvoirs authentifiés du Signataire de l'offre (Conformément aux articles IS 11.1 e et IS 20.2) ;
- La caution de 250.000.000 FCFA (Conforme au modèle du DAO) ;
- L'attestation de visite des lieux ;
- Les références pour au moins deux (02) projets similaires réalisés (Projet de bâtiment tous corps d'état confondu, d'au moins 5.000 m² de surfaces couvertes et composé d'au moins cinq (05) niveaux).

Ces références doivent être attestées par un justificatif tel que :
- Une attestation de clients ;
- Une copie de L'OS attribuant le marché ;
- Un PV de réception provisoire et/ou définitive ;
- Autre document justificatif délivré par un organisme officiel et connu dans le pays du Soumissionnaire.

7. Le Maître d'Ouvrage demande aux soumissionnaires de présenter une offre de financement pour le projet.

8. Les soumissionnaires intéressés peuvent acheter et retirer le Dossier d'Appel d'Offres complet rédigé en français à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Brazzaville République du Congo, Tél : + 242 04 426 83 00 contre un paiement non remboursable de trois cents mille (300.000) FCFA, soit 457, 35 Euros, par virement bancaire dans le compte suivant :
a. Titulaire : BDEAC
b. Domiciliation : Direction nationale BEAC à Brazzaville-Congo
c. Code BIC : BEACGCGXXX
d. Compte : 93002 00001 00000009114 23

9. Les preuves de paiements seront transmises aux adresses électroniques suivantes : **bdeac@bdeac.org g.sop@bdeac.org** ou déposées directement à la Banque pour retrait du DAO.

10. Les offres devront être déposées au plus tard le lundi **8 octobre 2018 à 12H00** précises, heure locale, à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Bureau d'ordre, 5ème étage, porte 508, Brazzaville, République du Congo. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

11. Les offres seront ouvertes le mardi **9 octobre 2018 à 15h00** précises, heure locale, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés, qui le souhaitent, à l'adresse suivante : BDEAC, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Salle de conférence au Rez-de-chaussée, Brazzaville, République du Congo.

12. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant égal à 250 000 000 FCFA, soit 381123 Euros et d'une offre de financement du projet.

Fortunato-Ofa MBO NCHAMA
Président



Institution : Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)
BP 1177 Brazzaville – République du Congo
Nom du projet : Vérification des comptes annuels de la BDEAC
Titre de services : Service de Commissariat aux comptes pour formuler une opinion sur les comptes annuels de la BDEAC

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT - N°04/BDEAC/2018/AMI

1. La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) est l'Institution de financement du développement de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) comprenant le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad.

2. Les comptes font l'objet d'un contrôle par deux (02) Commissaires aux comptes.

Les comptes de la Banque sont arrêtés conformément aux deux (02) dispositions suivantes :
2.1. Article 46 des Statuts de la BDEAC : « Les comptes de la Banque sont arrêtés et balancés le 31 décembre de chaque année. Ils sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration et à l'approbation de l'Assemblée Générale sur rapport des Commissaires aux Comptes visés à l'Article 35 ».
2.2. Article 2.1 du Règlement Financier : « L'exercice financier de la Banque commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre ».

3. Dans le cadre du renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes pour les 03 prochaines années 2018, 2019 et 2020, la **BDEAC** lance un avis de manifestation d'intérêt en vue de la sélection d'un Cabinet de renommée internationale, chargé de fournir les services de Commissariat aux comptes.

4. Les Cabinets intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pour l'exécution des services de Commissariat aux comptes, notamment dans un environnement où sont appliquées les normes IAS/IFRS (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expériences dans des conditions semblables) etc.

5. Les Cabinets seront sélectionnés conformément aux Règles d'Utilisation des Consultants par la BDEAC, notamment la Méthode de sélection basée sur la qualité et le coût. La note globale sera obtenue par addition des notes techniques et financières après application des pondérations suivantes : 75% pour la qualité technique et 25% pour le coût.

Le Cabinet ayant obtenu le score total le plus élevé sera invité pour des négociations. A proposition technique équivalente, la préférence sera accordée aux Cabinets régionaux même lorsque leur offre financière est supérieure de 10% maximum.

6. Le dossier de Demande de Proposition est à retirer contre le paiement par virement bancaire au profit de la BDEAC d'une somme non remboursable de deux cent mille (200.000) FCFA. Ce dossier pourrait être transmis par voie électronique dès réception du paiement.

7. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux adresses mentionnées ci-dessous, tous les jours ouvrables, de 09 heures à 15 heures 30 (heure Brazzaville).

8. Les offres techniques et financières rédigées en français devront être envoyées ou déposées à la BDEAC, à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le **15 septembre 2018 à 15 heures 30 (heure locale).**

« Monsieur le Président de la BDEAC
Sollicitation pour le recrutement d'un Commissaire aux Comptes »
(A n'ouvrir qu'en séance d'ouverture des plis)
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
BP : 1177 - Brazzaville – République du Congo
Tél. (+242) 04 426 83 00
Contact : bdeac@bdeac.org, o.ngole@bdeac.org; ompoumae@bdeac.org

Marcel ONDELE
Vice-Président

République de Côte d'Ivoire

PROJET D'INFRASTRUCTURES POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET LA COMPÉTITIVITE DES AGGLOMÉRATIONS SECONDAIRES

(PIDUCAS)

Crédit IDA N°: 6062 CI



MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER





WORLD BANK GROUP

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
EN CÔTE D'IVOIRE

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°002 bis/PIDUCAS/C2/18 relatif au recrutement d'un cabinet de Consultants ou ONG pour faire l'état des lieux de l'écosystème des entreprises de Bouaké et de San Pedro, la conception et la réalisation du programme d'entrepreneuriat pour lesdites villes, et l'élaboration du Manuel d'exécution dudit programme.

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a obtenu un financement du Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS) d'un coût d'environ 128 millions de dollars EU soit 119,9 millions d'euros, par le Crédit **n°6062** de l'Association Internationale de Développement (IDA). Une partie de ces ressources financières sera utilisée pour le paiement des contrats des prestations de services de Consultants pour **faire l'état des lieux de l'écosystème des entreprises de Bouaké et de San Pedro, la conception et la réalisation du programme d'entrepreneuriat pour lesdites villes, et l'élaboration du Manuel d'exécution dudit programme.**

2. L'objectif de la mission de la Firme/ONG est d'accroître la productivité et la compétitivité des petites et moyenne entreprises pour les secteurs générateurs d'emplois à fort potentiel de valeur ajoutée dans les villes de Bouaké et de San Pedro notamment l'agriculture et la logistique.

3. De manière spécifique, la Firme/ONG devra :
- Réaliser une étude de l'écosystème des entreprises formelles et informelles à Bouaké et à San Pedro ;
- Proposer un plan détaillé d'un programme d'entreprenariat qui inclura les activités suivantes ;
  - Concours de plans d'affaires pour les start-ups ;
  - Programmes d'accélération des activités pour la croissance et la mise à niveau des MPME ;
- Exécuter le programme ;
- Préparer un cadre de suivi et évaluation ;
- Renforcer les capacités de certains organismes locaux publics et privés et des facilitateurs ;
- Élaborer le manuel d'exécution pour la mise en œuvre du programme d'entrepreneuriat ;
- Elaborer le manuel d'exécution de la gestion d'un programme du fond avec une subvention de contrepartie.

4. Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter une Firme ou ONG chargée de la **réalisation du programme d'entrepreneuriat, et l'élaboration du manuel d'exécution dudit programme.**

5. La durée nécessaire pour accomplir la mission est de **quatre (04) ans** à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de ladite mission.

6. La Cellule de Coordination du PIDUCAS invite les firmes à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Firmes intéressées doivent fournir un dossier comportant une lettre de manifestation d'intérêt (Tech 1) et les informations pertinentes indiquant qu'elles sont qualifiées pour exécuter la prestation demandée (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, (années de réalisation, coûts, clients). La réalisation de missions similaires est un atout supplémentaire.

7. Compétences et qualifications de la Firme ou ONG :
- Grande expérience de travail dans les domaines du soutien à l'entrepreneuriat et au développement des PME avec le succès visible, y compris la compréhension des programmes d'incubation et d'accélération des entreprises, des activités d'assistance technique, des besoins et des programmes de financement des entreprises en début de croissance ;
- Expérience dans l'élaboration et design de programme d'entreprenariat, la prestation de programmes de formation et la mise-en-ouvre de programme d'entreprenariat ;
- Expérience dans l'élaboration et la prestation de programmes de mentorat pour l'entreprenariat
- Expérience dans la gestion d'événements tels que les concours de plan d'affaires, les séminaires de formation et les compétitions de présentation de projets (pitch), y compris les campagnes de communication autour de celles-ci ;
- Un vaste réseau international et local qui permet à l'entreprise de trouver des experts, des formateurs, des mentors et des financiers qualifiés, expérimentés et compétents ;
- Connaissance approfondie de plan d'affaires et de la rédaction de projets ;
- La connaissance des secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire, et de la logistique ;
- Présence en Côte d'Ivoire ;
- Présence ou connaissance pratique de Bouaké et San Pedro est un avantage ;
- Minimum 3 ans d'existence légale (en Côte d'Ivoire ou ailleurs) avec la preuve d'avoir travaillé sur un programme de l'entreprenariat.

8. La Firme/ONG sera recrutée sur la base des procédures (Sélection Fondée sur la Qualité) définies dans les Directives relatives à la Sélection et l'Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale version de janvier 2011, révisée juillet 2014. A l'issue, de cet AMI, une liste restreinte de six (6) cabinets sera dressée.

9. Les Consultants/ Firmes/ONG seront évalués sur la base de leurs références, notamment de leurs expériences similaires et du personnel clé proposé pour la mission, en vue de la sélection du cabinet le plus expérimenté et qualifiés pour la mission.
Les critères et sous-critères d'évaluation, et leurs points respectifs sont les suivants :

PIDUCAS suite

N°	DÉSIGNATION DU CRITÈRE	Points Total
	Expériences similaires du Cabinet/ONG : Les expériences similaires des Consortiums/Firmes/ONG seront comptabilisées et la note obtenue par chaque firme sera établie selon la formule suivante : Cinq (5) points par Attestations de Bonne Exécution ou Attestation de Services Faits et un minimum éliminatoire de deux (2) ABE pour chacun des quatre (4) domaines d'intervention concernés. **NB :** L'expérience similaire concerne les domaines d'intervention suivants : **(i)** Expérience de travail dans les domaines du soutien à l'entrepreneuriat et au développement des PME avec le succès visible, y compris la compréhension des programmes d'incubation et d'accélération des entreprises, des activités d'assistance technique, des besoins et des programmes de financement des entreprises en début de croissance **(20 points)** ; **(ii)** Expérience dans l'élaboration et design de programme d'entreprenariat, la prestation de programmes de formation et la mise-en-ouvre de programme d'entreprenariat **(10 points)** ; **(iii)** Expérience dans l'élaboration et la prestation de programmes de mentorat pour l'entreprenariat **(10 points)** ; **(iv)** Expérience dans la gestion d'événements tels que les concours de plan d'affaires, les séminaires de formation et les compétitions de présentation de projets (pitch), y compris les campagnes de communication **(20 points).** **NB :** sera comptabilisée aux fins d'évaluation, toute mission similaire se rapportant à des missions d'études et/ou de réalisation de projets de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des PME, des programmes d'incubation et d'accélération des entreprises, des activités d'assistance technique, des besoins et des programmes de financement des entreprises en début de croissance ; Expérience dans l'élaboration et design de programme d'entreprenariat, la prestation de programmes de formation et la mise-en-ouvre de programme d'entreprenariat . Pour être valable, toute Attestation de Bonne Exécution produite devra être accompagnée de la page de garde et de la page de signature du marché/contrat. Les modèles d'ABE et de CV du personnel clé sont joint en annexes.	**60 points**
	Qualifications et compétences du personnel clé pour la mission : Le nombre de points attribués à chaque expert est déterminé en tenant compte des trois (3) sous- critères suivants et des pourcentages de pondération suivants : 1)Qualifications générales (formation) : 10 % 2)Expérience professionnelle : 40 % 3) Pertinence avec la mission : 50 %	**40 points**

Désignation du Poste	Points
Chef de mission	9 pts
Fournisseur de service de développement aux entreprises	6 pts
Spécialiste de suivi et évaluation	5 pts
Gestionnaire de concours de plan d'affaires	6 pts

Désignation du Poste	Points
Ingénieur statisticien	5 pts
Analyste Financier	4 pts
Spécialiste en communication	5 pts

10. Les Firmes ou ONG intéressées peuvent obtenir des Formulaires types (Tech-1 : Lettre de soumission ; Tech 2 : Organisation et expérience du Candidat ; Tech 3 : Composition de l'équipe et responsabilité de ses membres ; Tech 4 : Modèle de Curriculum vitae pour le personnel clé proposé) et informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 17 heures (Heures locales).

11. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français et en six (06) exemplaires dont un original et cinq (05) copies, sous plis fermé, à l'adresse ci-dessous au plus tard le **jeudi 20 septembre 2018 à 10 Heures précises et porter la mention « Avis à Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'une firme ou ONG pour faire l'état des lieux de l'écosystème des entreprises de Bouaké et de San Pedro, la conception et la réalisation du programme d'entrepreneuriat pour lesdites villes, et l'élaboration du Manuel d'exécution dudit programme ».**

12. L'ouverture se fera le même jour en séance publique à 10 heures 30 minutes à l'adresse ci-dessous (heures locales).

13. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Adresse de dépôt et d'ouverture des offres :

Cellule de Coordination du Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivité des Agglomérations Secondaires sise aux Deux- plateaux - Vallon, cité LEMANIA, lot 1802 - 1er étage - Bureau de la Passation de Marchés08 BP 2346 ABIDJAN 08 -Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 22 40 90 90 / 91 Fax : (225) 22 41 35 59 Adresse électronique : gekpini@gmail.com; Copie à : f_opely@yahoo.fr; demimohamed@yahoo.fr



REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST
CONSULTING FIRM SELECTION



Project Title: Regional Off-Grid Electrification - **Project preparation Advance No.** V074
Assignment Title: Regional Knowledge Sharing and Technical Assistance for Integrated Electrification Planning and Strategy Improvement
Reference: ECREEE/CON/CQS-02/17-II

The ECOWAS Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency (ECREEE) has received from the World Bank, financing for the preparation of a proposed Regional Off-Grid Electrification Project, in West Africa and in some Sahel Countries. ECREEE, therefore, intends to use part of this financing for the procurement of consulting services.

The overall objective of the consulting services ("the Services") is twofold: (i) to deliver a 3 day regional workshop that seeks to provide countries with international best practices as well as practical lessons learnt on integrated electrification planning development and its implementation; and (ii) to provide technical assistance to support a group of three (3) countries in developing and/or improving integrated electrification planning and strategies with a clear role for off-grid standalone solar systems. This will be accomplished through the completion of 3 tasks:

1. Develop training materials on lessons from best practices and experiences on the elaboration, implementation and monitoring of integrated electrification planning and strategies and how they have worked in other countries, including where possible West Africa and Sahel countries;
2. Deliver a 3 day regional workshop targeting directors of energy at the Ministry in charge of energy and directors of the rural electrification agencies (or equivalent) from all the ROGEP countries; and
3. Provide high level technical assistance to support a group of three (3) countries in developing and/or improving integrated electrification planning and strategies with a clear role for off-grid standalone solar systems; which is aimed at feeding into and enhancing a regional framework development.

The Services will be carried out to the all 19 target countries of the project, which are: Republic of Benin, Republic of Cabo Verde, Burkina Faso, Cameroon, Central Africa Republic, Republic of Chad, Republic of Côte D'Ivoire, Islamic Republic of the Gambia, Republic of Ghana, Republic of Guinea, Guinea-Bissau, Republic of Liberia, Republic of Mali, Islamic Republic of Mauritania, Republic of Niger, Nigeria, Republic of Senegal, Republic of Sierra Leone and Republic of Togo.

For additional information, see the Terms of Reference at:
http://www.ecreee.org/procurement/reoi-regional-knowledge-sharing-and-technical-assistance-integrated-electrification

ECREEE now invites eligible Consultants to indicate their interest in providing the Services. Interested Consultants should provide information demonstrating that they have the required qualifications and relevant experience to perform the Services.

Furthermore, firms will be shortlisted based on the following criteria:

- Experience in electricity and electrification planning, policies and strategies analyses and development;
- Experience in GIS analyses for integrated electrification planning and policy, including off-grid solution;
- Experience in developing sustainable and effective policy documents for integrated electrification planning and strategy including off-grid solutions for developing countries;
- Experience in delivering training workshops targeting high level officials on electrification policy and regulatory framework, with a particular emphasis on off-grid solutions;
- Experience in providing tailor made technical assistance to sub-Saharan countries on electrification policy and regulatory framework, with a particular emphasis on off-grid solutions.

The specific experiences in the ROGEP countries will be particularly valued.
The attention of interested Consultants is drawn to paragraphs 3.14 to 3.17 of the World Bank's Procurement Regulations for Investment Project Financing Borrowers of July 2016 for Goods, Works, Non-Consulting and Consulting Services setting forth the World Bank's policy on conflict of interest.

Consultants may associate with other firms in the form of a joint venture or a sub-consultancy to enhance their qualifications and are encouraged to associate with qualified local firms.

Consultant will be selected in accordance with the Consultant's Qualification-based Selection (CQS) method set out in the Consultant Guidelines.

Further information can be obtained at the address below during office hours (09:00 to 17:00 hours). Expressions of interest must be delivered in a written form to the address below (in person, or by mail, or by e-mail at **tender@ecreee.org** and CC **slima@ecreee.org**; **Kadom-opare@ecreee.org**; **nbugatti@ecreee.org** ; **yhandem@ecreee.org**) by 24th September 2018, clearly indicating the title of the assignment and the name of the project.

ECOWAS Center for Renewable Energy and Energy Efficiency
Attn: Yuri Handem, Technical Coordinator
Achada Santo Antonio, Electra Building, 2nd floor, C.P. 288, Praia, Cabo Verde
E-mail: yhandem@ecreee.org

MANIFESTATION D'INTÉRÊT - DIVERS

PRO2M
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES MANIOC ET MARAÎCHERS

AVIS DE PRÉ-INFORMATION DE MARCHÉ DE FOURNITURES

Intitulé du marché : Fournitures de matériels agricoles et d'équipements de protection individuelle (EPI)

Lieu(x) d'exécution – District d'Abidjan, région des Grands Ponts, région de l'Agnéby Tiassa, région de La Mé, région du Bélier, région du Gbêkê, région de la Marahoué, région du Moronou, région du Gontougo, région du Bounkani, région de l'Indénié Djuablin, région du Poro, région du Tchologo, région de la Bagoué, région du Kabadougou, région du Folon, région du Béré.

1. **Référence de publication :** AO N°005/PRO2M/FOUR/2018
2. **Procédure :** Ouverte
3. **Intitulé du Programme :** Programme d'Appui au Secteur Vivrier de Côte d'Ivoire
4. **Intitulé du Projet :** Projet d'appui au développement des filières Manioc et Maraîchers en Côte d'Ivoire (PRO2M)
5. **Financement :** Convention N°CI/FED/039-093
6. **Pouvoir adjudicateur :** Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) représenté par la Cellule de Coordination du PRO2M (CCP)
7. **Description du marché :** Ce présent marché a pour objet la fourniture de matériels agricoles et d'équipements de protection individuelle aux producteurs de maraîcher, aux pépiniéristes de manioc, aux producteurs de manioc et aux unités de transformation du manioc.
8. **Intitulés et nombre indicatif de lots :**
   Lot 1 : Fourniture de matériels agricoles et d'équipements de protection individuelle pour les agroentrepreneurs et les groupements existants;
   Lot 2 : Fourniture de matériels agricoles et d'équipements de protection individuelle pour les pépiniéristes, les producteurs et les unités de transformation de manioc.

   N.B : Les matériels acquis seront livrés dans un rayon de 750 Km à partir du Port d'Abidjan.
   Les sites de livraisons spécifiques par lot seront indiqués lors de la contractualisation.
9. **Date prévue de publication de l'avis de marché : Mercredi 03 octobre 2018.**
10. **Base légale**
   Annexe IV de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010. La référence renvoie à l'annexe IV telle que révisée par la décision n° 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014.

FIRCA

PRO2M
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES MANIOC ET MARAÎCHERS

AVIS DE PRÉ-INFORMATION DE MARCHÉ DE FOURNITURES

Intitulé du marché : Fourniture de motos, de tracteurs, de camions bennes et de tricycles

Lieu(x) d'exécution – District d'Abidjan, région des Grands Ponts, région de l'Agnéby Tiassa, région de La Mé, région du Bélier, région du Gbêkê, région du Kabadougou, région du Folon, région du Béré, région de la Marahoué, région du Moronou, région de l'Indénié Djuablin, région du Sud Comoé, région du N'Zi et IFFOU, région du Haut Sassandra.

1. **Référence de publication :** AO N°004/PRO2M/FOUR/2018
2. **Procédure** : Ouverte
3. **Intitulé du Programme** : Programme d'Appui au Secteur Vivrier de Côte d'Ivoire
4. **Intitulé du Projet** : Projet d'appui au développement des filières Manioc et Maraîchers en Côte d'Ivoire (PRO2M)
5. **Financement** : Convention de financement N°CI/FED/039-093
6. **Pouvoir adjudicateur** : Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) représenté par la Cellule de Coordination du PRO2M (CCP)
7. **Description du marché** : Ce présent marché a pour objet la fourniture :
   - de motos aux responsables techniques des GUMA,
   - de tracteurs pour la préparation des sols et récolte aux producteurs de manioc dans les GUMA,
   - de camions bennes pour le transport de manioc frais aux producteurs pour l'approvisionnement des unités de transformation semi-industrielle et,
   - de tricycles pour le transport des produits maraîchers sur le marché et pour l'approvisionnement en manioc frais des Unités de transformation artisanales.
8. **Intitulés et nombre indicatif de lot** :
   Lot 1 : Achat de 4 motos pour les GUMA ;
   Lot 2 : Achat de 8 tracteurs (75-80 ch) pour les GUMA ;
   Lot 3 : Achat de 6 camions de 2 à 3 tonnes pour les unités de transformation ;
   Lot 4 : Achat de 60 tricycles pour les transformatrices de manioc ;
   Lot 5 : Achat de 85 tricycles pour les groupements du volet maraîcher.

   N.B: Les matériels acquis seront livrés dans un rayon de 750 Km à partir du Port d'Abidjan.
   Les sites de livraisons spécifiques par lot seront indiqués lors de la contractualisation.
9. **Date prévue de publication de l'avis de marché : Mercredi 03 octobre 2018.**
10. **Base légale**
   Annexe IV de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010. La référence renvoie à l'annexe IV telle que révisée par la décision n° 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014.

FIRCA

LE COURRIER DES LECTEURS

Envoyez-nous vos réactions, vos réflexions, vos coups de gueule ou de cœur
à **courrier@jeuneafrique.com** ou au **57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris**

OBSCURANTISME

Tous concernés

Je partage l'indignation de Fawzia Zouari face aux fatwas de différents cheikhs appelant à « sortir la Tunisie de la carte du monde arabe » *(JA n° 3007, du 26 août au 1er septembre)*.

Quelques réserves cependant. Certains de ces obscurantistes appartiennent à des pays ayant une histoire aussi brillante que celle de la Tunisie (Égypte, Irak, Iran). Par ailleurs, dans le prolongement de la lutte contre l'occupant, le colon (français et chrétien), nous avons inscrit dans notre Constitution (certes en termes ambigus) notre appartenance à l'islam et au monde arabe. Nous avons arabisé à outrance notre enseignement, siégé continuellement à la Ligue arabe et partagé fidèlement les oukases des rois saoudiens en les suppliant d'accepter de plus en plus de pèlerins tunisiens et de continuer à bombarder la population du Yémen ! L'histoire réserve parfois des surprises : la Turquie kémaliste avait affirmé, il y a un siècle, sa laïcité et son rejet de la langue arabe ; l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans et d'Erdogan a changé la donne.

ABDELKADER FAHEM,
Sousse, Tunisie

TURQUIE

Et si Erdogan revenait à l'alphabet arabe ?

Recep Tayyip Erdogan s'est imposé en Turquie par un parcours personnel atypique fait de conviction, de courage politique et de chance. C'est un grand leader qui n'a cessé de s'affirmer au fil du temps en conciliant islam politique et démocratie, s'appuyant sur une économie de marché performante qu'il a modernisée avec brio. Ces différents leviers lui ont permis d'engager une politique extérieure dynamique, en particulier au Moyen-Orient, son premier cercle d'influence, et en Afrique.

Il n'a pas hésité à prendre le leadership sur le dossier palestinien, à servir de terre d'accueil aux Frères musulmans et à soutenir le Qatar face à l'Arabie saoudite. Il est aussi dans une logique de rapprochement avec la Russie et l'Iran sur le dossier syrien.

Mais ces combats se trouvent fortement contrariés ces derniers temps par la crise avec les États-Unis et ses conséquences sur l'économie. L'Europe n'a jamais caché son agacement face à cet homme fort et lui a fermé définitivement les portes de l'adhésion, tant sollicitée mais jamais envisagée sérieusement. Dernière illustration en date, Emmanuel Macron a affirmé que la Turquie d'Erdogan n'a rien à voir avec celle d'Atatürk. Que se passerait-il si Erdogan, demain, prenant acte de cette hostilité de l'Occident, refaisait le chemin inverse en réinstaurant l'alphabet arabe et en redonnant au patrimoine culturel islamo-ottoman son lustre d'antan ? La Turquie resterait aux portes de l'Europe, mais aurait culturellement une projection dans le monde arabo-musulman, qui valoriserait davantage son statut de grand pays parmi les leaders de la oumma.


DR

DAH OULD ABDI,
ancien ministre mauritanien des Affaires étrangères, ancien ambassadeur

CULTURE

Merci Katia !

Quand de nouvelles plumes arrivent chez *Jeune Afrique*, c'est toujours un vrai plaisir de les découvrir. Et, depuis quelque temps, l'hebdomadaire a beaucoup changé, les signatures aussi. Je parlerai particulièrement de Katia Touré, dont les articles sont un ravissement. C'est toujours original, on apprend beaucoup de choses, et son écriture est agréable. Avant, je ne me jetais pas forcément en premier sur les articles culturels. Désormais, je commence la lecture de mon JA par la fin. C'est une Africaine qui sait de quoi elle parle. Vous avez un fan-club, Katia Touré, alors ne nous décevez pas.

LAURENCE PENDA MADIBA,
Douala, Cameroun

Fouad Laroui



Fichez la paix aux hommes !

#MeToo ! Au début, on a trouvé ce mouvement digne d'être soutenu. Qui ne voudrait se dresser contre les violences faites aux femmes ? Le viol est un crime. Le chantage à l'emploi ou au diplôme doit être puni. On se disait : hommes et femmes civilisés pourront ensemble mettre fin aux abus personnifiés par ce Harvey Weinstein qui a vraiment la trogne de l'emploi. L'égalité, le respect, la confiance entre les sexes sont en marche.

Et puis, patatras, les Américains ! Le paradoxe des États-Unis est qu'ils hébergent à la fois les gens les plus intelligents du monde (ils raflent chaque année deux tiers des prix Nobel) et les bipèdes les plus débiles. N'ont-ils pas porté à leur tête un sombre crétin nommé Balourd Trump ? Comment cette abondance d'intelligence et cette débauche de niaiserie peuvent cohabiter sans s'annihiler mutuellement, comme la matière et l'antimatière, c'est une énigme insondable.

Pourquoi toute cette colère ? me demandez-vous.

Il y a de quoi ! Il s'agit d'un professeur de sociologie renommé du nom de Michael Kimmel. À 67 ans, il a consacré sa vie à la dénonciation de l'hégémonie masculine. Il est le porte-parole de la *National Organization for Men against Sexism.* Il est donc au-dessus de tout soupçon. Eh bien, non ! Le vent d'idiotie vient à son tour de l'atteindre. On traîne dans la boue le professeur, on ruine sa réputation, on l'achève à coups de talon aiguille. Mais qu'a-t-il donc fait, ce pelé, ce galeux ?

Un féministe achevé… à coups de talon aiguille.

Jugez-en vous-même :

1. Selon *The Chronicle of Higher Education*, une ancienne étudiante a déclaré, sous le couvert de l'anonymat (!), que Michael Kimmel lui aurait dit un jour qu'étant très belle elle devrait toute sa vie travailler dur pour que personne ne puisse insinuer qu'elle aurait fait carrière en couchant. Et alors ? N'est-ce pas là un conseil de bon sens ? Mais non : cette phrase prononcée (peut-être) il y a des années devient maintenant une proposition malhonnête…

2. Une ex-collègue a couiné, toujours sous le couvert de l'anonymat, qu'elle aurait entendu, il y a des lustres, « quelqu'un » affirmer que Michael Kimmel aurait fait des avances à « une femme » dont le nom s'est perdu. Tout cela est très vague mais, surtout, en quoi faire des avances est-il un crime ? Aux accusateurs hystériques, on pourrait objecter : « Si ton papa n'avait pas fait des avances à ta maman, sur un air d'Aznavour, tu ne serais même pas là aujourd'hui. »

Accusation surréaliste

3. Enfin, cerise sur le gâteau, c'est une certaine Bethany Coston qui porte l'accusation la plus surréaliste. Né(e) femme mais devenu(e), de sa propre volition, « transgenre », c'est-à-dire ni femme ni homme, Bethany exige qu'on n'utilise ni « il » ni « elle » quand on parle d'[elle]. Alors quoi ? Eh bien, Bethany veut qu'on utilise le pluriel *they*, qui n'est, en anglais, ni masculin ni féminin. On doit dire : « J'ai vu Bethany ce matin, *they* [ils-elles] vous passe(nt) le bonjour. » C'est là que Michael Kimmel commet son crime. Lorsque les étranges Bethany lui expliquèrent comment il fallait désormais s'adresser à *they* [rappelons qu'il s'agit d'une seule et même personne], il répondit O.K. mais ajouta : «… grammaticalement, ça n'a pas de sens. » Et c'est pour cette phrase que les *#MeToo* veulent le brûler sur la place publique : pour « racisme antitransgenre » *(sic !!)*. Sa carrière est déjà ruinée, ça lui fera les pieds à cet horrible macho.

Alors, trop c'est trop ! Catherine Deneuve a fait preuve de bon sens en signant un manifeste qui dit, en gros, que ce n'est pas parce qu'un homme vous sourit qu'il faut lui arracher les… yeux. Reste aux Américain(e)s à faire preuve d'autant d'intelligence. Vaste programme. JA



PORT DE DJIBOUTI S.A.

Avis de convocation aux actionnaires de la société Doraleh Container Terminal SA à l'Assemblée Générale Ordinaire conformément à l'article 32 de la loi N° 001/AN/18/8ème L portant modification et complétant le Code de Commerce.

Suivant Décret N° 2018-085/PRE portant résiliation de la Concession de la Société Doraleh Container Terminal SA en date du 22 Février 2018, en application de l'article 3 de la loi n°202/AN/17/7ème du 08 novembre 2017 portant sur les contrats d'infrastructures stratégiques, la société Port de Djibouti SA, a notifié à la société DP World Djibouti FZCO, le 28 juillet 2018, la résiliation du Pacte d'Actionnaires daté du 22 mai 2007.

C'est dans ce cadre que la société Port de Djibouti SA, en sa qualité d'actionnaire majoritaire détenant 66,66 % des actions de la société Doraleh Container Terminal, société anonyme au capital social de 23 674 000 000 DJF, ayant son siège social à Djibouti, République de Djibouti et immatriculée sous le numéro RC 8238/B/SA, convoque les Actionnaires de la société Doraleh Container Terminal SA (« la Société »), à l'Assemblée Générale Ordinaire, le 09 Septembre 2018, à 10h00, dans la salle de réunion de l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti, Route de Venise, BP 197, Djibouti, République de Djibouti, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

1. Révocation des mandats d'administrateurs de Messieurs SUHAIL AL BANNA et RAJ JIT WALLIA, représentants l'actionnaire minoritaire DP World Djibouti FZCO au sein du conseil d'administration de la Société Doraleh Container Terminal SA ;
2. Nomination éventuelle de Messieurs ABDI ELMI ACHKIR et SAID NOUH HASSAN, nouveaux administrateurs de la Société, dans l'hypothèse où les mandats d'administrateurs susvisés seraient révoqués ;
3. Questions diverses ;
4. Pouvoirs pour formalités.

Les projets de résolutions qui seront soumis au vote de l'Assemblée Générale sont disponibles au siège social de la Société.

Dans l'hypothèse où vous ne pourriez pas assister à cette Assemblée Générale, vous pourrez vous y faire représenter par un autre actionnaire ou un mandataire dans les conditions fixées à l'article 34.4 des statuts de la Société. Si vous souhaitez voter à distance, vous pourrez vous procurer le formulaire de vote au siège social de la Société.

Fait à Djibouti, le 08 août 2018

M. Aboubaker Omar Hadi
Président du Conseil d'Administration
PORT DE DJIBOUTI S.A.